

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
lundi 13 décembre 2010**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 13 décembre 2010

Procès-verbal

Convoqué le mardi 07 décembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 13 décembre 2010 à 16 heures.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Perla DANAN, Gérard LANNELONGUE.

Absents :

Martine PETITOUT.

1 - Budget Primitif 2011 du Budget Principal et du Budget Annexe de la Ville de Montpellier

Hélène MANDROUX : Mes chers collègues, je voudrais rappeler ce que j'ai déjà dit dans le cadre du Débat d'Orientation Budgétaire. Vous savez dans quel contexte nous devons préparer ce budget. La décision a été prise, notamment par l'Etat, de geler les dotations pour 2011, 2012 et 2013. Cette décision concerne à peu près 25 000 des 35 000 communes françaises. Les collectivités considèrent que cette mesure est profondément injuste. Nous savons d'une part que

les collectivités ne sont responsables de la dette publique qu'à hauteur de 10 %. En revanche, elles sont responsables de plus de 70 % de l'investissement public. Vous comprenez alors que l'on puisse s'élever, droite et gauche confondues, contre cette mesure injuste. Les responsables des collectivités s'élèvent aussi pour une autre raison. Vous le savez, quand nous présentons un budget, nous nous devons de le présenter en équilibre. Même quand nous effectuons un emprunt, nous savons que cet emprunt concerne un investissement. Alors que l'Etat peut, lui, présenter un budget déficitaire. Et quand il emprunte, cela ne sert pas à payer un investissement, mais des fonctionnements et même des intérêts de la dette. Devant cette décision, vous comprenez que l'on puisse ne pas être d'accord.

Compte tenu de ce contexte, quand je vous dis que nous sommes responsables de 70 % de l'investissement public, je ne vous citerai qu'un chiffre. Là où l'Etat investit 35 euros par habitant, la Ville de Montpellier investit à peu près 400 euros par habitant. Cela vous donne tout de même une idée de l'effort produit par la collectivité territoriale.

Dans ce contexte, nous avons tout de même pris des décisions importantes. Nous avons décidé de maintenir ce que nous appelons le « bouclier social », même si certains considèrent que cela n'est pas suffisant. Il faut savoir que ce bouclier social représente une perte de recettes pour la Ville de Montpellier de l'ordre, à peu près, d'un peu moins de 15 millions d'euros. Nous avons aussi décidé, malgré le contexte difficile de ne pas augmenter les taux. Cela aussi est important. Nous avons décidé de maîtriser les charges de fonctionnement. Je remercie d'ailleurs M. LEVITA, M. NYSEN, M. DOMEIZEL, les services et tous les adjoints, qui chacun dans leurs secteurs ont fait des efforts dans ce but. En revanche, nous avons fait davantage d'efforts que l'année dernière dans le domaine de la réussite éducative, un secteur que nous voulons prioriser. Nous avons aussi décidé de limiter le recours à l'emprunt, car c'est ici l'avenir qui est concerné. Voilà ce que je pouvais vous dire en préambule par rapport aux conditions dans lesquelles nous allons avancer et à la préparation que nous avons prévue. Vous verrez que même si l'investissement a un peu baissé par rapport à l'année dernière, nous maintenons bien évidemment cet effort d'investissement, car il s'agit de notre façon à nous de maintenir l'emploi et de lutter contre le chômage. Sachez que le taux de chômage aujourd'hui en France est le taux le plus haut depuis 1999.

Avant de passer la parole, je voulais aussi vous dire que la dernière fois, nous avons fait un vœu qui concernait notamment l'intention du gouvernement de prélever 340 millions d'euros sur les organismes HLM. Depuis, il y a eu marche arrière. Il semblerait qu'au lieu de 340, ils n'en prélèvent plus que 150 ou 160. Il s'agit d'un petit effort. Je ne sais pas si notre vœu y a participé, mais c'est important de le signaler. On nous dit souvent que les vœux ne servent pas à grand-chose, il y a eu en tous les cas ici une réflexion par rapport à ce prélèvement.

Je laisse la parole à M. LEVITA.

Max LEVITA : Merci Madame le Maire. Je tiens à préciser que j'interviens en tant qu'adjoint aux finances. Je vais donc vous présenter le budget primitif 2011 en soulignant qu'il s'agit d'un travail collectif auquel ont participé tous les élus de la majorité municipale sous la direction de Madame le Maire, ainsi que l'administration. Je remercie en particulier mes collègues adjoints, M. NYSEN, M. DOMEIZEL et toute son équipe, qui m'ont grandement aidé.

Je tiens à souligner qu'un budget se construit toujours dans une conjoncture particulière. Il nous faut tenir compte de la situation présente et de ses contraintes, et dans le même temps préparer autant que possible l'avenir. La situation de notre ville s'inscrit dans un contexte national, lequel contexte national est dessiné pour une très grande partie par le contexte international. Je ne reviendrai pas sur ce que je déclarais au moment du Débat d'Orientation Budgétaire. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, nos craintes sont toujours aussi vives, et sur la politique du

gouvernement Fillon, et en particulier sur la politique concernant l'Europe et l'euro. A propos du gouvernement Fillon, il est en train de faire voter la loi de finances 2011. Cette loi de finances montre à l'évidence les craintes du gouvernement, les contraintes dans lesquelles il se débat et les choix qu'il fait. A mon sens, ce gouvernement n'a pas encore tiré toutes les leçons de la situation actuelle, il peut donc être contraint de durcir encore ses décisions dans tous les domaines, et en particulier dans ses relations avec les collectivités locales. C'est un point dont nous devons tenir compte.

Concernant l'Europe et l'euro, vous avez pu constater un petit choc dans la zone euro. La Grèce pèse à peine 2 % du Produit Intérieur Brut de la zone. Un tout petit choc a été capable d'ébranler tout le système européen. Après ce premier choc, l'Europe a conçu des mécanismes de soutien qui n'ont pas empêché un autre pays, encore plus petit, l'Irlande, de provoquer une crise encore plus grave. Mes chers collègues, on n'ose imaginer, mais c'est pourtant ce qu'il nous faut faire, ce qu'il adviendra en cas de choc dans un pays plus grand. Le problème n'est donc pas la Grèce ou l'Irlande, pas plus que le Portugal ou l'Espagne, mais l'Europe et la mise au point d'une politique économique, monétaire, fiscale européenne, plus ou moins commune et solidaire. En serons-nous capables ? Là est le problème. La réponse à cette question déterminera notre avenir. Là encore nous ne pouvons pas ignorer les répercussions des décisions qui seront prises.

J'en viens au budget proprement dit.

Lors de la séance du Conseil Municipal du 08 novembre dernier, s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire. Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2011.

Le Budget Primitif 2011 de la Ville de Montpellier comprend le Budget Principal et le Budget Annexe pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville, créé dans le cadre du choix de la gestion en régie autonome de cette activité.

I. Le Budget Principal

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 452 160 773,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 160 620 717,00 €.
- Section de fonctionnement : 291 540 056,00 €.

Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 160 620 717,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

| CHAPITRE | Dépenses BP 2011 | Recettes BP 2011 |
|---|------------------|------------------|
| 900 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS | 40 588 453,00 | 100 000,00 |
| 901 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE | 264 000,00 | - |
| 902 - ENSEIGNEMENT FORMATION | 14 776 900,00 | - |
| 903 - CULTURE | 1 924 000,00 | 165 315,00 |
| 904 - SPORT ET JEUNESSE | 2 093 564,00 | - |
| 905 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT | 195 100,00 | 59 600,00 |
| 906 - FAMILLE | 3 843 500,00 | 560 978,00 |
| 908 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN | 56 533 758,00 | 8 405 708,00 |
| 909 - ACTION ECONOMIQUE | 164 000,00 | - |

| | | |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 911 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FI | 40 160 442,00 | 94 649 521,30 |
| 912 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PART | - | 17 750 000,00 |
| 913 - TAXES NON AFFECTEES | - | 1 005 000,00 |
| 914 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | - | 9 847 459,32 |
| 917 - OPERATIONS SOUS MANDATS | 77 000,00 | 77 000,00 |
| 919 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONC | - | 24 570 135,38 |
| 95 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMO. | - | 3 430 000,00 |
| Total | 160 620 717,00 | 160 620 717,00 |

Section de fonctionnement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 291 540 056,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

| CHAPITRE | Dépenses BP 2011 | Recettes BP 2011 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| 920 - SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS | 53 263 857,05 | 4 358 077,00 |
| 921 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE | 9 617 796,00 | 230 888,00 |
| 922 - ENSEIGNEMENT-FORMATION | 44 970 624,65 | 4 303 169,00 |
| 923 - CULTURE | 7 917 314,00 | 185 188,00 |
| 924 - SPORT ET JEUNESSE | 21 741 687,25 | 764 769,00 |
| 925 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANT | 14 773 188,00 | 246 500,00 |
| 926 - FAMILLE | 24 628 404,00 | 3 050 007,00 |
| 928 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAIN | 57 793 337,50 | 13 231 556,00 |
| 929 - ACTION ECONOMIQUE | 6 883 704,00 | 3 789 947,00 |
| 931 - OPERATIONS FINANCIERES | 9 063 300,00 | 10 100,00 |
| 932 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NO | - | 83 523 255,00 |
| 933 - IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES | 6 229 200,00 | 177 846 600,00 |
| 934 - TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 9 849 550,17 | - |
| 936 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GR | 237 958,00 | - |
| 939 - VIREMENT A LA SECTION D INVEST | 24 570 135,38 | - |
| Total | 291 540 056,00 | 291 540 056,00 |

II. Le Budget Annexe

Le Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville se présente de la façon suivante :

Il s'élève à 216 000,00 €, total qui se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 0,00 €.
- Section d'exploitation : 216 000,00€.

Section d'exploitation

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à 216 000,00 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

| CHAPITRE | Dépenses | Recettes |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL | 190 000,00 | - |
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL | 26 000,00 | - |
| 70 - VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, | - | 216 000,00 |
| Total | 216 000,00 | 216 000,00 |

Le Budget Primitif 2011 du Budget Annexe du parking de l'Hôtel de Ville permettra son fonctionnement à partir de sa date d'ouverture au public, prévue en septembre 2011, jusqu'à la fin de l'année (soit 4 mois). Pour se faire, les crédits prévus, financés par les produits générés par le stationnement, concernent les charges du marché public d'exploitation du parking, ainsi que la contrepartie financière de la mise à disposition du personnel municipal.

Lors du débat d'orientation budgétaire du 8 novembre dernier, nous avons donné un signe fort en direction des montpelliérains et des acteurs du monde économique : le budget 2011 de la Ville de Montpellier sera ambitieux tant sur les politiques publiques qu'il accompagnera que sur les fondamentaux financiers qu'il préservera. Dans notre périmètre d'action soumis à une évolution démographique importante, l'offre de services publics se doit de satisfaire tous les besoins des montpelliérains, avec toujours plus d'efficacité.

En outre, dans un contexte accru de contraintes sur les Finances Publiques, la Ville de Montpellier fait le choix volontariste de maintenir en 2011 sa politique d'investissement et de commande publique qui représente l'équivalent de 2500 emplois directs et indirects. Ce Budget, d'un montant de **452,3 millions d'euros** a été établi selon les 4 piliers suivants permettant d'installer notre budget dans une dynamique vertueuse :

- ❖ Une **fiscalité constante** accompagnée de la poursuite du bouclier social
- ❖ Une **maîtrise de l'évolution des charges** de fonctionnement
- ❖ Un **recours à l'emprunt respectant les fondamentaux** financiers de notre collectivité
- ❖ Des **dépenses d'équipement soutenues**, d'un montant de **114 M€**

8^{ème} Ville de France, Capitale Régionale, Montpellier doit être exemplaire dans la gestion des deniers publics. Entrepreneuse, cohérente, attractive et juste, Montpellier poursuivra en 2011 sa politique volontariste pour mettre de l'humain dans l'urbain. Laissez-moi maintenant vous présenter :

1. Les choix que nous avons retenus pour financer ce Budget Primitif 2011
2. Les actions que nous réaliserons en 2011

I – BP 2011 DE LA VILLE DE MONTPELLIER : UNE GESTION EFFICIENTE DES FINANCES PUBLIQUES LOCALES

A - LES FONDAMENTAUX DU BUDGET PRIMITIF 2011

Le budget 2011 s'élève à **452,3 M€** qui se décomposent de la façon suivante :

| BUDGET PRINCIPAL | | | | |
|--------------------------------------|-------------|--------------|--|---------------|
| DEPENSES EN M€ | ORDRE | REELLES | OPERATIONS INFRA- ANNUELLES DE DETTE | Total général |
| FONCTIONNEMENT | 34,4 | 257,1 | | 291,5 |
| INVESTISSEMENT | | 135,2 | 25,4 | 160,6 |
| Total général | 34,4 | 392,3 | 25,4 | 452,1 |
| RECETTES EN M€ | ORDRE | REELLES | OPERATIONS INFRA- ANNUELLES DE DETTE | Total général |
| FONCTIONNEMENT | | 291,5 | | 291,5 |
| INVESTISSEMENT | 34,4 | 100,8 | 25,4 | 160,6 |
| Total général | 34,4 | 392,3 | 25,4 | 452,1 |
| BUDGET ANNEXE PARKING HOTEL DE VILLE | | | | |
| DEPENSES EN M€ | ORDRE | REELLES | OPERATIONS INFRA- ANNUELLES DE DETTE | Total général |
| EXPLOITATION | | 0,2 | | 0,2 |
| Total général | | 0,2 | | 0,2 |
| RECETTES EN M€ | ORDRE | REELLES | OPERATIONS INFRA- ANNUELLES DE DETTE | Total général |
| EXPLOITATION | | 0,2 | | 0,2 |
| Total général | - | 0,2 | | 0,2 |
| BUDGET TOTAL | | | | |
| DEPENSES EN M€ | ORDRE | REELLES | OPERATIONS INFRA- ANNUELLES DE DETTE | Total général |
| FONCTIONNEMENT | 34,4 | 257,3 | | 291,7 |
| INVESTISSEMENT | | 135,2 | 25,4 | 160,6 |
| Total général | 34,4 | 392,5 | 25,4 | 452,3 |
| RECETTES EN M€ | ORDRE | REELLES | OPERATIONS INFRA- ANNUELLES DE DETTE | Total général |
| FONCTIONNEMENT | | 291,7 | | 291,7 |
| INVESTISSEMENT | 34,4 | 100,8 | 25,4 | 160,6 |
| Total général | 34,4 | 392,5 | 25,4 | 452,3 |

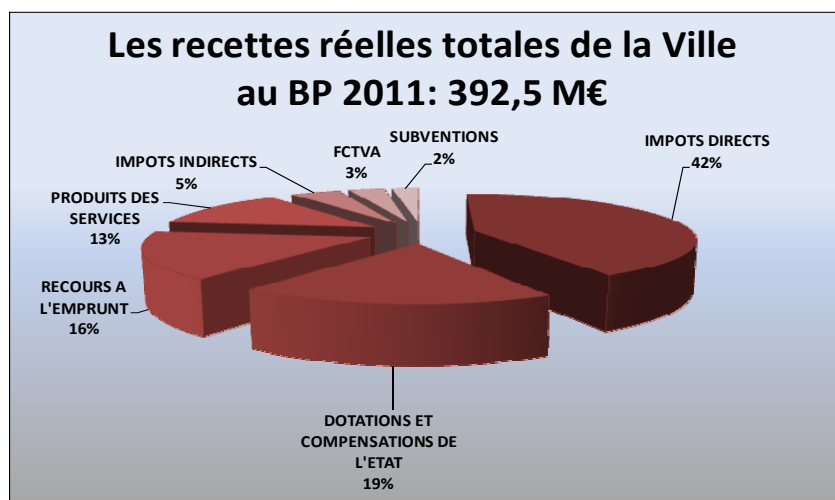
Constat : les ratios de solvabilité de la Ville de Montpellier retracent la gestion rigoureuse de notre budget:

| Ville de Montpellier: ratios de solvabilité pour le BP 2011 | | | BP 2010 Villes + 100 000 habitants hors Paris (DGCL) |
|---|--------|--|---|
| Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1 000 | ⇒ Une maîtrise des crédits | 1180 |
| Dépenses d'équipement brut / population | 468 | ⇒ Un fort soutien à l'économie locale | 322 |
| Encours de dette / population | 607 | ⇒ Une dette maîtrisée 2 fois moindre à Montpellier | 1177 |
| Dotation Globale de Fonctionnement / population | 199 | ⇒ Une Ville moins dotée par l'Etat | 279 |
| Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement | 54,45% | ⇒ Un service public efficace | 55% |

L'évolution de ces ratios permet une amélioration de l'épargne brute. L'évolution de l'épargne brute de la Ville de Montpellier entre le BP 2010 et le BP 2011 (+ 4%) traduit l'évolution plus rapide des recettes de fonctionnement par rapport aux dépenses, ce qui confirme notre effort de maîtrise des crédits.

B - LES RESSOURCES DU BUDGET PRIMITIF 2011

Les recettes réelles totales de la Ville s'élèvent à 392,5 M€ et se décomposent comme suit :



1- 3 LIGNES DE FORCE POUR CE BUDGET 2011

Ce budget en recettes est bâti sur 3 fondamentaux :

- 1) La stabilité de la fiscalité – confirmation du bouclier social
- 2) Un recours à l'emprunt modéré et sécurisé
- 3) Une tarification et des moyens de paiement au plus proche des usagers

❶ Stabilité de la fiscalité – confirmation du bouclier social

➤ **Le produit fiscal 2011** prévu dans ce budget primitif s'élève à **164,8 M€**

Equilibrer un budget dans ce contexte de réfaction des ressources nécessite d'utiliser le levier de

la recette (à la hausse) ou, le levier de la dépense (à la baisse) ou les deux conjointement.

Notre position est claire **malgré le fait que l'Etat rogne sur nos budgets, nous ne toucherons pas directement ou indirectement au levier fiscal pour 2011.**

Ceci est un engagement clair auprès des Montpelliérains : notre démarche se fera sans pénaliser leur pouvoir d'achat.

Le budget 2011 est donc construit sur **UN CHOIX CLAIR : 0% D'AUGMENTATION DES TAUX D'IMPOSITION** ainsi pour 2011 les taux sont les suivants :

- Taxe d'habitation **22,49 %**
- Taxe sur le foncier bâti **31,18 %**
- Taxe sur le foncier non bâti **112,71 %.**

➤ **Nous confirmons également en 2011 notre politique de bouclier social.**

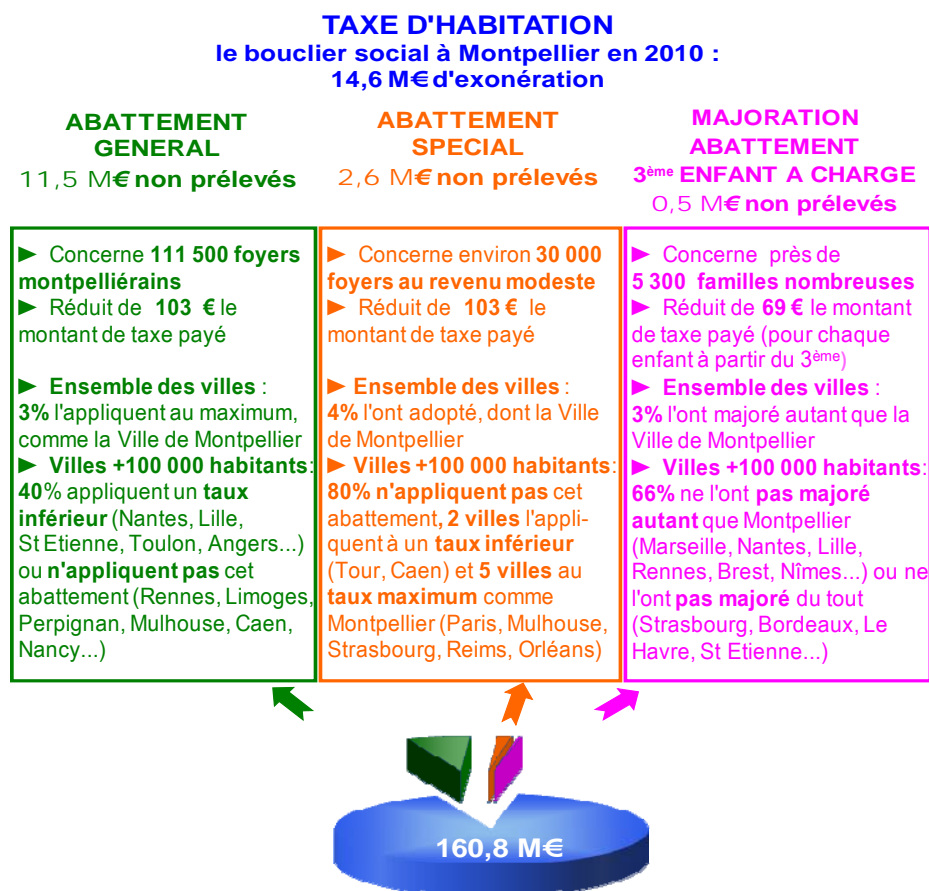
Ainsi, le total des **exonérations bénéficiant aux catégories les plus modestes** de la population s'établira à **14,6 M€**

Nous devons ici encore rappeler que **ce choix du bouclier social, selon la sémantique gouvernementale, une niche fiscale.**

Parlons clair : toucher une niche fiscale qui concerne les catégories les plus modestes (c'est le cas ici), c'est augmenter la fiscalité.

En 2011, nous maintiendrons ces exonérations fiscales qui sont confirmées au maximum légal.

Le graphique ci-après détaille le **bouclier social**.



Montant non prélevé pour l'année 2010 : 14,6 M€

Le taux de la taxe d'habitation de la Ville de Montpellier est de 22,49 %. **Les 14,6 M€ ne sont donc pas prélevés : notre taux réel d'imposition appliqué aux contribuables est donc de 18,49 %** pour la taxe d'habitation. Ce montant est à comparer au taux moyen de notre strate démographique soit 20,75 %.

② Un recours à l'emprunt modéré et sécurisé

Le recours à l'emprunt pour l'année 2011, qui s'élève à **64,2 M€**, respecte l'engagement pris lors du Débat d'Orientation Budgétaire qui s'est tenu le 8 novembre dernier, puisqu'il est **plafonné à 56% des dépenses d'équipement** (l'objectif était de le plafonner à 60%).

Rappelons **qu'aucun produit structuré** n'émerge dans l'encours de la dette de la Ville de Montpellier, conformément au règlement intérieur adopté en 2009 qui accroît le droit à l'information des Conseillers Municipaux sur les risques liés à la contraction de ce type d'emprunt et selon lequel le recours de la Ville de Montpellier à de tels produits est limité dans le temps et en volume.

Ainsi, **Montpellier est la première et la seule grande ville française** à avoir défini une position volontariste quant à cette problématique, position qui est confirmée pour 2011, contrairement à certaines grandes villes comme St Etienne qui se trouve en situation de surendettement à cause de la dette toxique contractée par la précédente municipalité (Les Echos du 06/12/2010).

③ Une tarification et des moyens de paiement au plus proche des usagers

➤ La Ville entame cet exercice 2011 avec la volonté de caler ses **tarifs**, lorsque cela est possible, sur le coût des services sans toutefois prendre le risque d'exclure quiconque des services publics.

Un effort particulier sera mené en adaptant les tarifs des services municipaux aux ressources des familles avec notamment :

- **Cantines Scolaires : diminution de 2 %** sur les trois premières tranches des revenus les plus faibles, aucune évolution pour les trois tranches médianes et en fin augmentation de 1 % pour la dernière tranche, du tarif des repas délivrés dans les écoles par les Restaurants Scolaires en 2011, **même si une hausse du coût des denrées et matières premières de 3 % est envisagée.**

Nous faisons donc ici **acte de justice sociale sans augmenter le niveau de recettes** lié aux tarifs des restaurants scolaires qui resteront **stables en 2011** par rapport à 2010.

- **Carte d'abonnement aux Maisons Pour Tous :** baisse de 8 euros à 7 euros du fait de la mutualisation des moyens au 1^{er} janvier 2011.

Maintien des tarifs pour :

- **Jardins Familiaux :** ces terrains mis à la disposition des Montpelliérains sont de véritables lieux de rencontres, de vies et d'échanges intergénérationnels.
- **Carte Eté Jeunes :** elle sera proposée en 2011. Cette carte permet aux jeunes Montpelliérains d'accéder à une trentaine d'activités culturelles, sportives ou de loisirs à pratiquer dans la Ville.

- **Carte Montpellier Sports** : elle permet aux jeunes Montpelliérains d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville, tout au long de l'année, dans plus de 50 disciplines.
- **Carte Pass Agglo à la Serre Amazonienne** : une **diminution d'environ 8 %** du tarif plein adulte pour les titulaires de cette carte est envisagée en 2011. La Serre est un espace pédagogique qui a pour but de sensibiliser les visiteurs à l'écosystème amazonien et à sa préservation.

➤ A compter de fin Janvier 2011, **les moyens de paiement mis à disposition des usagers** de la Ville de Montpellier connaîtront une avancée significative. La possibilité de payer en ligne et par serveur vocal les dépenses concernant les restaurants scolaires et la petite enfance leur sera proposée.

2- LES RESSOURCES EXTERNES DE NOTRE BUDGET

Les ressources externes de notre budget seront extrêmement contraintes pour 2011. Ce budget présente des hypothèses très prudentes en la matière.

• DOTATIONS ET COMPENSATIONS

Le cadre général de l'évolution des dotations et compensations versées par l'Etat aux collectivités locales a été modifié de façon importante en 2010. En effet, le maintien de l'indexation sur les prix prévu en 2009 pour les concours financiers aux collectivités locales est abandonné en 2010 : **l'enveloppe normée** qui rassemble les concours aux collectivités **évoluera de 0,02 % en 2011**.

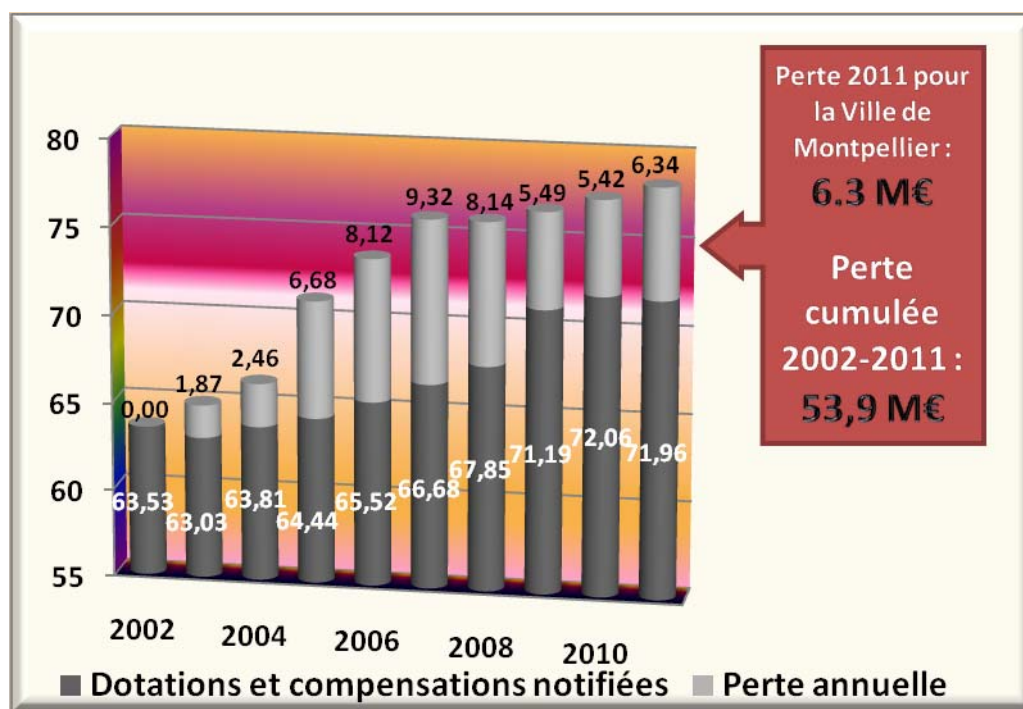
A la **péréquation verticale**, instaurée et abondée par l'Etat pour réduire les inégalités entre territoires, se substitue la **péréquation horizontale**, abondée par les collectivités territoriales entre elles.

En résumé et à l'exception du Fonds de Compensation pour la TVA, l'Etat figeant l'enveloppe allouée aux collectivités, les **gains des uns seront financés par les pertes des autres**. Du fait de l'évolution de sa population : les dotations à Montpellier devraient être stables en valeur absolue donc en baisse, inflation comprise de 1,5 %.

A ce jour, la prévision du montant de **Dotation Global de Fonctionnement pour 2011** à Montpellier s'élève à **51,2 M€** soit une **évolution de 0% par rapport à 2010**.

Si ces dernières avaient vu leur évolution indexée sur l'évolution de la population et de l'inflation depuis 2002, **la perte de dotations et compensations versées par l'Etat en 2011 à la Ville de Montpellier est estimée à 6,3 M€**. Depuis 2002, la **perte totale cumulée concernant les dotations s'élève à 53,9 M€**.

Evolution des Dotations de l'Etat de 2002 à 2011 (en M€)



Concernant l'évolution de la **Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)**, le montant prévu au niveau national augmente de 77 M€ en 2011 soit +6,2%. Le dispositif exceptionnel mis en place en 2009 est encore prolongé d'une année : les 250 communes les plus défavorisées, définies en fonction de critères de la commune (nombre de logements sociaux, revenu par habitant, nombre de ménages bénéficiant des Allocations de Logement Personnalisé et au potentiel financier) se partagent l'essentiel de cette augmentation. Aussi, pour 2011, le montant prévu pour **Montpellier est de 9,2 M€ soit + 0% par rapport à 2010**. En effet, **Montpellier ne fait plus partie des 250 communes les plus défavorisées** depuis 2010 et à ce titre **ne bénéficiera pas de l'augmentation de DSU** prévue dans le Projet de Loi de Finances pour 2011.

• LES PRODUITS DES SERVICES ET LES SUBVENTIONS RECUES

Ils s'élèvent à **47,5 M€** et représentent 13% des recettes réelles. Ils comprennent notamment :

- 9,9 M€ de redevances d'occupation du domaine public et loyers
- 3 M€ de redevance versée par les fermiers
- 3,1 M€ de participations des familles pour les services d'accueil dans les crèches et les restaurants scolaires
- 9,5 M€ de participation de la Caisse des Allocations Familiales
- 8,5 M€ remboursement des avances consenties dans le cadre de Conventions de mandat avec la SERM.
- 3,9 M€ de subventions de nos partenaires.

• LE FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA

Le montant du FCTVA prévu au futur budget 2011 est estimé à **12,5 M€**, cette somme porte sur les investissements 2010. Il est à noter que ce fonds n'est pas une dotation de l'Etat mais un reversement d'un montant dû par l'Etat aux collectivités locales.

- **LE PRODUIT DES CESSIONS**

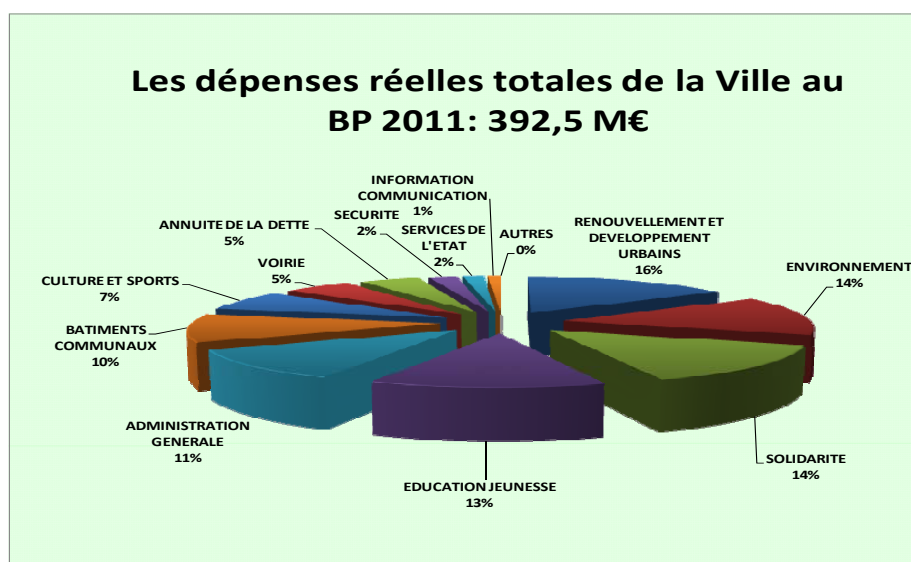
Le produits des cessions s'élèvera à **3,4 M€**. Ce montant résulte de notre action foncière et de la mise en œuvre d'une politique de gestion active du patrimoine.

- **LA DOTATION AUX AMENDES DE POLICE**

Le produit des amendes de police relatives à la circulation routière fait l'objet d'un prélèvement sur les recettes de l'État au profit des collectivités locales, correspondant au produit des amendes forfaitaires dressées sur l'ensemble du territoire. Pour 2011, cette dotation s'élèvera pour Montpellier à **5,2 M€** soit **une baisse de 8,7%** par rapport au Budget Primitif 2010.

C – LES DEPENSES DU BUDGET PRIMITIF 2011 : PRIORITE AUX DEPENSES DIRECTEMENT CREATRICES D'EMPLOIS

Les dépenses réelles totales de la Ville s'élèvent à 392,5 M€ et se décomposent comme suit :



Les dépenses réelles totales de la Ville font apparaître 4 postes principaux :

| | |
|--|------------|
| RENOUVELLEMENT ET DEVELOPPEMENT URBAINS | 16% |
| ENVIRONNEMENT | 14% |
| SOLIDARITE | 14% |
| EDUCATION JEUNESSE | 13% |

Nous faisons le choix de **maîtriser nos dépenses de fonctionnement**, tout en ayant pour objectif de **maintenir le service public** et le soutien au secteur associatif.

1 – DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MAITRISEES

Le total des dépenses réelles de fonctionnement proposées pour 2011 s'élève à **257,3 M€**

| en M€ | BP 2010 | BP 2011 | Evolution |
|------------------------------------|---------|---------|-----------|
| DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT | 252,10 | 257,30 | 2% |

Cette évolution vient confirmer notre engagement :

+ de **services malgré**
0% sur la fiscalité et
0% sur les dotations de l'Etat.

Les principaux postes évolueront de la façon suivante :

- **CHARGES A CARACTERE GENERAL**

A hauteur de **72,2 M€**, les charges à caractère général ont été **prévues avec une évolution de - 5%** des charges compressibles, mais aussi par la prise en compte d'une hausse plus que proportionnelle des prix des matières premières, fluides et denrées alimentaires. Les principales dépenses concernées seront développées dans la deuxième partie.

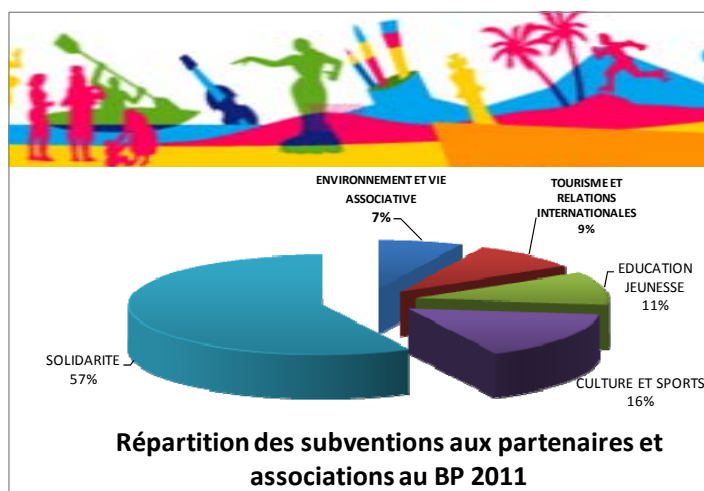
- **DEPENSES DE PERSONNEL**

En 2011, **l'effectif municipal sera maintenu à un niveau constant**. Les dépenses de personnel pour 2011 sont prévues à hauteur de **137,3 M€**, soit une évolution de 1,7% par rapport à 2010, qui est même en deçà des 2% correspondant à notre engagement pris lors du Débat d'Orientation Budgétaire de novembre dernier. Cette évolution retrace **l'évolution naturelle de la masse salariale**, dans laquelle a été intégré le personnel dé-précarisé en 2009 par l'équipe municipale et qui concerne à ce jour 507 agents (agents d'entretien et animateurs vacataires).

L'implication des agents municipaux dans diverses actions de modernisation (projet Qualiville, dématérialisation, modernisation des moyens de paiement) permet de tenir cet objectif.

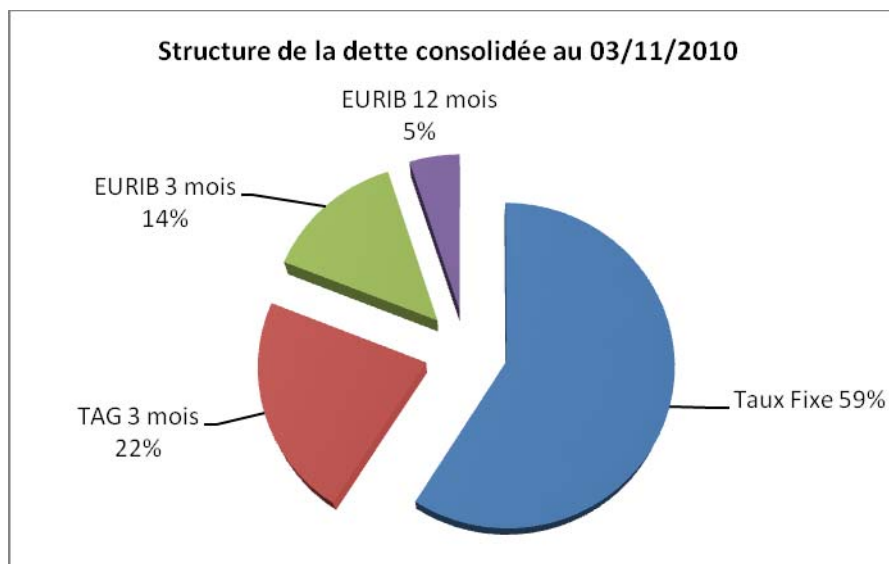
- **SUBVENTIONS**

Les subventions qui seront soumises au vote s'élèvent pour **2011 à 29,4 M€**. Nous poursuivons donc une politique dynamique de soutien actif aux associations et partenaires de la Ville, qui représentent un vecteur majeur du lien social.



- **CHARGES FINANCIERES**

Dans la mesure où **notre encours de dette est constitué à 59 % de taux fixe** et ne comprend **aucun produits structurés**, l'évolution des taux d'intérêt est maîtrisée ; en 2011, ils sont prévus à **8,1 M€**. Au 1^{er} janvier 2011, l'encours de dette de la Ville de Montpellier s'établira à **155 M€**. Le taux moyen de la dette au 1^{er} janvier 2011 s'élève à **2.81 %**.



La **capacité de désendettement** de la Ville reste maîtrisée. Elle s'établit, en effet, à **4,5 ans**. Le seuil d'alerte est fixé par les analystes à 15 ans.

• ATTRIBUTION DE COMPENSATION

L'attribution de compensation, qui retrace le montant reversé par la Ville à la Communauté d'Agglomération pour compenser le transfert de certaines charges, sera établi en 2011 à un **niveau constant par rapport à 2010, soit à 6,1 M€**

Représentant 62 % des habitants de l'Agglomération, la Ville de Montpellier contribue à hauteur de 60,5 % de la Cotisation Economique Territoriale (CET) perçue par la Communauté d'Agglomération soit 75 M€ perçus sur le territoire de Montpellier. Ainsi, elle participe à la dynamique de cette aire urbaine en collaboration avec l'ensemble des communes membres.

2 – LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

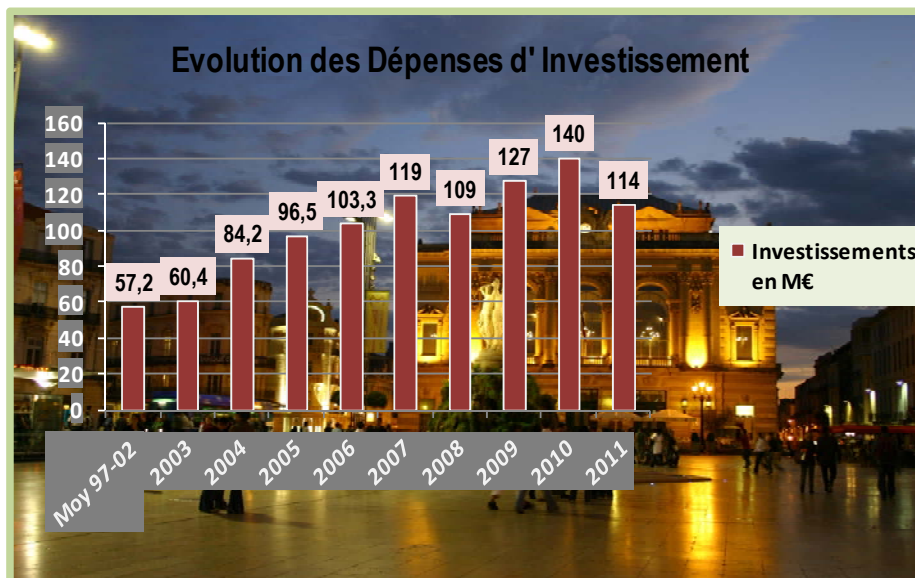
En 2011, le Conseil Municipal souhaite maintenir un effort d'investissement soutenu afin de répondre aux défis démographiques, environnementaux et sociaux de notre Ville.

Le budget d'investissement respectera notre double engagement : maîtriser la charge de la dette et préserver un niveau élevé des dépenses d'équipement. Maintenir un niveau élevé des investissements traduit notre volonté de préserver et soutenir l'activité économique locale dans notre Ville et de faire face aux besoins des quartiers de notre ville ainsi qu'aux nouveaux besoins d'infrastructures liés à l'expansion démographique de Montpellier.

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à **160,6 M€** qui se répartissent de la façon suivante :

• DEPENSES D'EQUIPEMENT

Les dépenses d'équipement du budget principal s'élèveront à 114 M€



- REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE

Les charges liées au remboursement du capital de la dette sont prévues à hauteur de **9,5 M€**. En outre, **25,4 M€** sont budgétés en dépenses et en recettes pour pouvoir procéder à des opérations infra-annuelles de gestion active de la dette.

- VERSEMENT D'AVANCES

Dans le cadre de convention de mandat avec la SERM, la Ville de Montpellier est amenée à lui verser des avances de trésorerie. Pour 2011, le montant de ces avances s'élève à **5,6 M€**.

II – LES ACTIONS DE LA VILLE DE MONTPELLIER POUR 2011

Le Budget Primitif 2011 n'est pas seulement un document comptable, il vient traduire notre vision de l'évolution de la Ville.

Montpellier doit, sur les décennies qui se présentent, confirmer sa place de Capitale Régionale afin de continuer de peser dans le grand Sud-est. Cette ambition doit s'accompagner d'une vision humaine de notre vie en commun. Notre politique visera donc une poursuite des actions au plus près des citoyens.

A - MONTPELLIER : UNE CAPITALE REGIONALE QUI S'ASSUME

1 - MONTPELLIER : UNE VILLE ENTREPRENANTE

Montpellier ne subit pas ses mutations, elle les impulse. Ce refus de la fatalité se décline en plusieurs actions phares :

- Le logement
- L'action foncière
- Les programmes d'aménagement
- La mairie de Montpellier
- Le savoir et la recherche

- LE LOGEMENT : UNE PRIORITE

Aujourd'hui **8^{ème} ville de France**, Montpellier est l'une des rares villes dont **la population augmente** de façon ininterrompue depuis une cinquantaine d'années, **elle a plus que doublé** sur cette période. Du fait de sa forte croissance démographique, la Ville a réalisé **d'importantes acquisitions foncières** au cours de ces dernières années, développant la ville vers le sud et la

mer. Parc Georges Charpak, Jacques Cœur, Richter, Parc des Grisettes, jardins de la Lironde, Consuls de mer, Odysséum, Hippocrate ... à terme ce sont **20 000 logements**, dont 5 000 logements sociaux, qui **seront construits d'ici 2015** sur l'ensemble des ces quartiers qui est appelé à étendre le centre ville vers le Sud.

Rappelons que Montpellier est la seule Ville du grand sud à respecter l'objectif de 20% de logements sociaux.

✓ LE DISPOSITIF CLE MONTPELLIER LOGEMENT MAINTENU

La Ville de Montpellier a **mis en place** dès 2008 **un dispositif d'aide** en direction **des jeunes actifs** afin de leur permettre **d'accéder à leur premier logement**. Cette aide est une avance remboursable sans intérêts, destinée à financer le premier loyer, ou les premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou le dépôt de garantie.

La Ville affirme son objectif de **faciliter l'accès au logement** de tous ses habitants dans les meilleures conditions possibles, et maintient en 2011 cette aide qui pourra être élargie ultérieurement à d'autres catégories de personnes.

Coût du dispositif en 2011 : 0,1 M€

• L'ACTION FONCIERE

La politique d'action foncière consiste tout d'abord en une enveloppe de **7,4 M€** pour acquérir des parcelles à fort potentiel pour le développement et le renouvellement de la Ville.

Au-delà de ce dispositif, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une politique visant à **favoriser l'accession à la propriété** de ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement dans le secteur privé.

Celle-ci permet, selon différentes modalités, de **proposer des logements à un coût minoré** par rapport aux prix du marché obligatoirement situés dans les Zones d'Aménagement Concertés (ZAC) de la Ville de Montpellier.

Deux types d'aides sont proposés par la Ville de Montpellier afin de faciliter ce projet d'accession à la propriété.

✓ **L'Accession aidée / Le Prêt Pass Foncier**

La Ville de Montpellier apporte une aide au foncier qui permet de minorer le prix de vente du logement. Le Prêt Pass Foncier permet aux accédants de bénéficier d'un prêt à remboursement différé accordé par un collecteur Action Logement (1% logement). Celui-ci est complémentaire des autres prêts aidés à l'accession (dont le Prêt à taux zéro). La Ville de Montpellier labellise les opérations proposées par les promoteurs immobiliers qui bénéficient du Prêt Pass Foncier et attribue une aide forfaitaire aux ménages.

Nous poursuivrons notre politique d'action foncière pour **modérer la spéculation immobilière** à Montpellier.

AU TOTAL, TOUTES ACTIONS CONFONDUES, L'ACTION FONCIERE DE LA VILLE DE MONTPELLIER REPRESENTE UN INVESTISSEMENT DE 13 M€ PAR AN.

• LES PROGRAMMES D'AMENAGEMENTS

Montpellier se transforme, Montpellier grandit, mais au delà d'une simple croissance, c'est un **développement humain** pour notre ville qui est recherché. **L'aménagement de nouveaux lieux** de vies conviviaux **reste un des objectifs** de la Ville de Montpellier.

Les nouveaux quartiers côtoient les anciens, qui sont réhabilités, embellis et réaménagés dans le but d'améliorer la vie des habitants de ces quartiers. Ces nouveaux lieux de vies doivent également répondre, à un critère qui est aujourd'hui fondamental : le développement durable. La construction de ces nouveaux quartiers est réalisée dans **une démarche éco-responsable**. En 2011, ce sont **20,1 M€** qui seront investis dans le développement des quartiers, avec notamment :

Ces nouveaux lieux de vies s'articuleront entre autre autour :

- ✓ **De l'extension de la ZAC Consuls de Mer**, le quartier s'étend désormais de l'autre côté du Pont Zuccarelli (**6M€ en 2011**).

- **LA MAIRIE DE MONTPELLIER**

En 2011, les Montpelliérains découvriront leur nouvelle mairie, accueillante, ouverte, privilégiant la qualité thermique du bâtiment et le recours aux énergies renouvelables s'insérant dans un parc paysager de quatre hectares. **Au bout de 3 ans de mandat, cet ouvrage est financé dans sa totalité.**

« Cette nouvelle mairie est l'emblème d'une administration moderne, répondant aux attentes et aux exigences des habitants, dans un bâtiment structurant le projet urbain de la Ville, remarquable sur le plan architectural, écologique dans sa conception et économe dans son fonctionnement. » Crédits alloués : 24,5 M€ en 2011 pour l'achèvement de ce chantier.

- **MONTPELLIER : CAPITALE DU SAVOIR ET DE LA RECHERCHE**

- ✓ En 2011, la Ville de Montpellier poursuit **le projet CAMPUS** qui vise à lancer un grand programme de rénovation et de construction immobilières **destiné à moderniser l'université montpelliéraine** et à **renforcer les pôles d'excellence** existants mais aussi à conforter l'animation culturelle et la vie étudiante sur le campus. La vision du campus de Montpellier s'affirme comme **novatrice, éco responsable**, ouverte à la mixité et profondément intégrée dans la Ville.
- ✓ La Ville de Montpellier poursuivra l'étude de développement sur **la Cité Hippocrate**. Elle souhaite mettre de l'humain dans l'urbain en créant ce lieu muséographique dédié au corps humain. La Cité Hippocrate ne sera pas un musée de médecine, mais la **« Vilette du corps humain »**, une présentation vivante, portée par les technologies numériques pour donner à tous la possibilité de saisir l'inimaginable, sous la peau et derrière l'apparence.

2 - MONTPELLIER UNE VILLE COHERENTE :

A Montpellier, aucun quartier n'est oublié. Ce travail de la Municipalité est un travail de longue haleine pour mettre en cohérence les quartiers qui composent notre Ville. Au-delà des opérations de renouvellement urbain connus de tous, une opération emblématique comme la ZAC nouveau St Roch en est le meilleur exemple. Il ne doit pas y avoir un Montpellier coupé en deux par la voie ferrée, il ne doit pas y avoir un Montpellier coupé en deux entre les anciens et les nouveaux quartiers.

Il doit y avoir, telle est notre ambition, un ensemble cohérent de lieux de vie, maillés de services publics de proximité et permettant à chacun une vie dans sa cité dans la dignité.

Les actions phares pour 2011 qui garantiront cette cohérence territoriale :

- Le renouvellement urbain
- La rénovation urbaine
- La lutte contre les inondations
- Le soutien à l'emploi
- Le développement économique
- Le déplacement en Ville

• LE RENOUVELLEMENT URBAIN

Renouveler les quartiers existants, les mettre en cohérence avec le développement de la Ville se traduira en 2011 pour la poursuite de la **ZAC du Nouveau Saint Roch**.

- ✓ **L'aménagement du Nouveau Saint-Roch** constitue la plus **importante opération d'aménagement (2,4 M€ en 2011)** lancée en centre-ville depuis la réalisation d'Antigone, dans les années 1980. Elle doit permettre à la fois d'adapter la gare SNCF à l'arrivée du TGV et de revaloriser le tissu des faubourgs. situés au sud de l'Ecusson en y greffant un quartier neuf.

Le projet, confié à Paul Chemetov et Emmanuel Nebout, crée une nouvelle place de la gare et déploie un arc d'immeubles résidentiels face à un parc public de plus d'un hectare. L'opération prévoit également le triplement de la gare et la création d'un pôle d'échanges où convergeront les trois lignes de tramway de l'Agglomération.

- ✓ La Ville requalifiera les 26 hectares de l'ancien **site de l'EAI** en plein cœur de la Ville, afin de créer un « **Central Park** » sur lequel de nombreuses activités seront organisées. La Ville a considéré que les enjeux du site de l'EAI étaient liés à sa position particulière au sein du territoire communal.

L'objectif fixé est donc de réinscrire ce quartier dans la cité par :

- la nécessité d'anticiper les évolutions de la circulation avec **l'arrivée de la ligne 4 du tramway** à l'horizon en 2020
- la volonté collective de produire une urbanisation de qualité s'appuyant sur deux principes: une ville qui **se reconstruit sur elle-même** et une **mixité fonctionnelle** (logements, commerces, services).
- le souci de **maintenir des espaces communs** (espaces verts, zones sportives et de loisirs, espaces de transition, ...).

• LA RENOVATION URBAINE

Pour **trouver un équilibre fondamental** entre tous les quartiers de la Ville, outre le fait de procéder à des constructions nouvelles, il est important de **renover les quartiers** déjà existants. La Ville vise à **protéger, mettre en valeur et dynamiser le patrimoine historique**, le cadre bâti et l'espace public du quartier centre.

Le centre ville n'est vivant que s'il est disponible, attractif et confortable pour ses habitants mais aussi pour tous les habitants de l'agglomération dont il constitue l'espace public majeur.

Montpellier poursuit son **Programme de Requalification Urbaine (PRU)** de 5 quartiers prioritaires pour un total de **6,8 M€**

- Sud Ecusson
- Gare
- Laissac et Gambetta
- Figuerolles
- Nord Ecusson

L'opération concerne un territoire plus large puisqu'il comprend aussi les faubourgs qui l'entourent (Les Aubes, les Beaux-Arts, Boutonnet, les Arceaux, Figuerolles, Gambetta-Clemenceau, Gares - nouveau Saint-Roch, Antigone et Mermoz).

D'autres actions plus ciblées permettront, en collaboration avec l'**ANRU**, d'injecter **0,6 M€** sur les quartiers :

- **Cévennes**
- **Mosson**
- **Centre**

Les objectifs de la Ville sont :

- L'**amélioration** des conditions de logement
- L'**embellissement** des quartiers
- La **mixité** sociale
- L'**ouverture** de ces **lieux de vie** sur le reste de la Ville
- Favoriser la **création d'emplois**

• LA LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Principales dépenses d'investissement 2011 :

- Travaux de maintenance : 1 M€
- Prévision alertes crues : 0,2 M€

La Ville est engagée dans une politique de **lutte contre les inondations** en aménageant des bassins de rétention et en recalibrant le réseau pluvial.

Elle souhaite poursuivre l'investissement de la **Modernisation du système d'alerte crue** pour être à **la pointe de la lutte contre les inondations**. La Ville va se **doter d'un nouveau système** de gestion des risques, elle va **renouveler ses capteurs** et elle en **installera des nouveaux**. Grâce à ce nouveau système, la Ville aura un accès direct et en temps réel des données.

Anticiper les événements pluvieux permet de suivre au plus près la réaction des cours d'eau. Cette **surveillance est majorée**, en cas de fortes précipitations, d'un **PC Crise performant**, fonctionnant à l'aide d'employés municipaux, pour la **sécurité de tous**.

• SOUTENIR L'EMPLOI

Toute politique urbaine doit favoriser en son sein le développement de chacun. Ainsi la cohérence de notre politique passe par un soutien majeur à l'emploi.

Selon le projet de loi de finances 2011, les dépenses d'investissement de l'Etat, en baisse de 12,5 %, représenteront 35 € par habitant. Dans le même temps, la Ville de Montpellier investit plus de 400 € par habitant, soit 10 fois plus.

Montpellier confirme donc cette année encore sa politique d'investissement afin de **soutenir les**

entreprises locales et ainsi maintenir l'emploi régional. **114 M€** vont être investis en 2011 et viendront contribuer à **la lutte pour l'emploi (2 500 emplois directs et indirects créés)**

Pouvoir se projeter dans l'avenir, avoir un emploi sont autant de critères indispensables pour pouvoir se construire et s'insérer dans la société. La Ville sait que **son devoir est d'être volontaire** en matière **d'insertion par l'emploi**. Dans la continuité de ses actions sociales, la Ville de Montpellier a développé des actions concrètes pour faire **avancer les choses**, et souhaite ainsi **réduire les inégalités** dans l'accès à l'emploi.

- **LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : CONCILIER LA POSITION DE CAPITALE REGIONALE ET LA VIE DES QUARTIERS**

La vie économique Montpelliéraine s'organise autour des structures de proximité, de parcs d'activités gérés par l'Agglomération, d'une politique touristique tonique et d'événements qui font de Montpellier une ville attractive.

- Les commerces de proximité :

La Ville de Montpellier conforte cette année encore son maillage en termes de grands marchés, marchés de quartiers, marchés à thèmes et de halles pour que chacun puisse **accéder facilement à un commerce** de proximité et de qualité.

Halles et Marchés : Total du budget 2011 :

- Dépenses de fonctionnement : 3,5 M€
- Dépenses d'investissement : 2,2 M€

- o Le développement touristique :

L'office du tourisme est la vitrine de la Ville auprès des touristes français et étrangers. Cet organisme permet de **développer ses missions d'accueil, d'information et de promotion** du tourisme sur le territoire Montpelliérain. Ses actions dans le passé, ont permis à la Ville d'aboutir à **l'obtention d'une 3^{ème} étoile** au guide de tourisme Michelin. Quant à ses actions futures pour 2011, elles sont d'accompagner le développement touristique de la Ville de Montpellier à travers **la création d'un poste d'infographiste et la réalisation d'un audio guide** concernant l'architecture contemporaine en accompagnement sur l'architecture du livre édité par la Ville.

Subvention versée : **1,8 M€**

- o Des rencontres Montpelliéraines :

La Ville renouvellera en 2011, les manifestations qui connaissent **un fort succès** auprès des Montpelliérains. D'année en année, le public est de plus en **plus nombreux** à venir participer à ces **événements culturels, artisanaux et gastronomiques** qui se déroulent tout au long de l'année comme la ZAT (Zone Artistique Temporaire) et d'autre en partenariat avec l'Agglomération de Montpellier (Festival de Radio France, Montpellier danse, ...).

- **FACILITER LE DEPLACEMENT**

Outils de cohérence, le Plan Local de Déplacement a généré de premières réalisations en 2010. Certains aménagements de mise en cohérence des voiries et pistes cyclables sont nécessaires à la fluidité et à la sécurité du trafic routier dans notre cité.

Ainsi, **en réalisant le Pont de la République** pour le franchissement du Lez dans le prolongement de la rue des Acconiers et de la future Avenue Theroigne Méricourt quartier du futur *Hôtel de Ville*. *Ce pont permettra l'amélioration de l'accès au quartier et ses liaisons avec les grandes voies de circulation* Montpelliéraines.

3 - MONTPELLIER UNE VILLE QUI FAIT LE PARI DE LA BIODIVERSITE

La Ville de Montpellier, Ville entreprenante et cohérente mène ses actions dans le respect de l'environnement et de la biodiversité.

Les actions de 2011 se déclineront selon les trois axes suivants :

- Protéger et développer notre patrimoine environnemental
- Des modes de transport respectueux de l'environnement
- L'économie d'énergie et d'achats durables

• PROTEGER ET DEVELOPPER NOTRE PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL

Espaces Verts : Total du budget 2011 :

- Réseaux verts : 0.6 M€
- Parc des Grisettes : 0.3 M€
- Biodiversité : 0.2M€
- Parc Malbosc : 1M€

La Ville de Montpellier possède **un patrimoine vert exceptionnel** par la diversité de ses sites et la **richesse biologique** de sa faune et de sa flore. Depuis plus de 10 ans, elle contribue au **développement durable** de son territoire, en favorisant une politique transversale dans chacun de ses domaines de compétences. Elle veille notamment au respect de **l'équilibre entre nature et urbanisation** : par une gestion de ses espaces verts, **respectueuse de l'environnement**, la mise en place de projets environnementaux, l'exploitation d'outils pédagogiques de sensibilisation aux menaces qui pèsent sur la biodiversité ou en matière d'urbanisme, par le développement de quartiers durables.

Montpellier est une Ville avec :

- Ses **1 134 hectares d'espaces verts publics** (parcs, jardins et bois classés) avec une augmentation d'environ 40 % par rapport à 2010, due au Mas Nouguier connu sous le nom « d'Agriparc » devenu propriété de la Ville et qui devient un lieu d'éducation à l'environnement et au patrimoine. Les enfants des centres de loisirs ont participé aux vendanges et ont sillonné la vigne, comme à l'époque... Ainsi qu'à la création des ZAC.
- Le **Parc Zoologique de Lunaret et ses 80 hectares**. C'est aujourd'hui l'espace vert le plus vaste de Montpellier, c'est le lieu de promenade privilégié des montpelliérains. Avec son entrée gratuite, il offre de longues heures de promenade et permet de découvrir 90 espèces réparties sur 52 enclos. Il abrite également la réserve naturelle du Lez et la Serre Amazonienne.

- **Ses jardins familiaux.** La Ville de Montpellier permet aux habitants de louer des parcelles de jardin, appelées jardins familiaux, devant le succès de cette opération, elle a décidé l'ouverture de 14 jardins supplémentaires en 2011 dans le quartier Port Marianne.
- Les passionnés d'espaces verts peuvent ainsi s'adonner au plaisir du jardinage en famille grâce à ces parenthèses de verdure.

• DES MODES DE TRANSPORTS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

La Ville met en place un **Plan Local de Déplacement** pour permettre aux Montpelliérains de bien circuler, ce qui est devenu nécessaire pour s'adapter à l'essor de la Ville. Mais également, la priorité aujourd'hui c'est d'accompagner **le développement des transports doux** (transports en commun, le vélo, la marche à pied, l'autopartage, le taxi) afin de **préserver l'environnement** et le bien être de chacun.

Total du budget 2011 :

- Dépenses de fonctionnement : 4.2 M€
- Aménagement connexes de la L3 du tramway : 3.0 M€
- Accès au centre-ville : 1,2 M€
- Pistes cyclables : 1 M€
- Avenue de l'Europe : 0.7 M€
- Carrefour Vannières/Pagnol : 0.6 M€
- Remplacement revêtement de la Place de la Comédie : 0.3 M€
- Carrefour Foncouverte/chasseurs : 0.2 M€

■ Un réseau de transports en commun performants

Un **important maillage du territoire** accompagne le développement urbain de Montpellier au travers d'un réseau de bus en site propre et de 2 lignes de tramway. Les travaux de la 3^{ème} ligne sont en cours de réalisation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, elle verra le jour en 2012.

- ✓ Le biais du dispositif de coordination de la circulation entre le tramway et les véhicules.
- ✓ La **poursuite des aménagements** connexes au lancement de la **troisième ligne de Tramway (3 M€ en 2011)**.

■ La voirie et le stationnement

La Ville de Montpellier assure **le bon état et la continuité du réseau** de voirie sur le territoire communal et engage à ce titre de nombreuses études et travaux de construction ou de requalification.

Les objectifs principaux sont :

- **Garantir la circulation** de tous les modes de véhicules,
- La **sécurité des usagers** et des riverains en donnant d'avantage d'espace aux piétons, de place aux vélos et aux transports en commun,
- Garantir un **accès efficace vers le centre ville** et ses parkings,
- **Adapter le stationnement** aux besoins,
- **Dissuader le flux** de transit au centre ville.

Depuis plus de vingt ans, la Ville de Montpellier poursuit une politique active pour assurer le confort dans les bâtiments communaux et pour **réduire les consommations d'énergie** : il s'agit d'une **nécessité économique et d'un impératif écologique**. Cette politique s'est traduite, entre autres, par la création d'un réseau urbain de chauffage et de climatisation.

La Ville lance également **une politique d'achat durable** (sacs poubelles bio, produits d'entretien verts, papier recyclé, véhicules propres GPL et électrique...) qui **protège l'avenir et la planète**. En achetant bio et éco responsable, elle veille au **respect de l'environnement** par une utilisation raisonnée des ressources naturelles, afin de les ménager à long terme.

De plus dans le cadre du Plan Climat Territorial, la Ville s'engage d'ici 2020 sur le pari des 3 x 20 :

- Réduire de 20 % ses émissions de CO2,
- Réduire de 20 % ses factures énergétiques,
- Créer 20 % de ressources supplémentaires en énergies durables.

La Ville de Montpellier s'efforce, depuis de nombreuses années, de **maîtriser ses consommations d'énergie**. Cette politique se traduit par une **réduction des coûts en dépenses énergétiques**.

○ Les achats durables de la Ville de Montpellier

Les achats et pratiques durables de la Ville de Montpellier :

| | |
|---------------------------------------|--|
| Mobilier | <ul style="list-style-type: none"> - Bois certifié provenant de forêts gérées durablement (bois exotique et résineux) - Bancs en bois exotiques provenant de forêts gérées durablement - Mobilier scolaire issu de la même filière en bois européen - Signalisation de voirie en plastique recyclé (type séparateur de voirie) - Protections des aires de jeux pour enfants en plastique recyclé |
| Informatique et électroménager | <ul style="list-style-type: none"> - Récupération et recyclage des cartouches toner usagées (marché confié à une entreprise employant des travailleurs handicapés) - Parc réformé mis à disposition d'une association de réinsertion (valorisation et reconditionnement éventuel pour revente à un public en difficulté) - Prise en compte de la consommation électrique au moment de l'appel d'offre (pour les appareils électroménagers et informatiques - Catégorie A et plus) |
| Véhicules | <ul style="list-style-type: none"> - Véhicules "propres" GPL, GNV et électriques (Scooter, Gattor Zoo...) - Elimination de l'amiante contenue dans les plaquettes de freins et embrayages - Utilisation de liquide de nettoyage pour les pièces automobiles - Utilisation de peinture automobile sans solvant (à l'eau) - Reconditionnement des batteries pour l'outillage électroportatif |
| Electricité | <ul style="list-style-type: none"> - Lampes basses consommation, feux tricolores à LED, piles rechargeables - Récupération des piles, tubes fluo et lampes fluo compacts pour recyclage auprès de fournisseurs |
| Eau et produits divers | <ul style="list-style-type: none"> - Robinetterie de type bouton poussoir, douchettes, embouts pour économiser l'eau - Produits d'entretien biodégradables issus de la chimie verte (savon main, produits vaisselle, anti-graffitis...) |

- Sacs poubelles biodégradables (amidon de maïs), noix de lavages (pour le linge)
- Produits et engrais naturels organiques

B - MONTPELLIER : CAPITALE DES DROITS, DES DEVOIRS ET DES POSSIBLES

Montpellier la Ville aux milles et une vie sait demeurer solidaire, citoyenne et conserve cette humanité, cette tolérance qui font d'elle à travers son histoire une ville à part. Le but de l'équipe municipale est d'aller vers toujours **plus de solidarité, de bien être et l'épanouissement de tous** dans la vie de la cité.

Ensemble, élus, habitants, nous continuons à tisser ce **lien social** indispensable pour pérenniser ce « **Vivre ensemble** » qui nous tient particulièrement à cœur. Avec ce budget 2011, Montpellier veut rester cette ville de **refus de l'indifférence** où mille et une conquêtes sont possibles.

1 - MONTPELLIER : CAPITALE DES DROITS

La Ville de Montpellier œuvre chaque année afin que le droit d'accès aux services publics soit respecté pour chaque citoyen. Les actions de la Ville portent essentiellement sur les domaines de l'enfance, la jeunesse, les personnes âgées et enfin le droit à l'expression.

• MONTPELLIER, LE DROIT A UN SERVICE PUBLIC DE L'ENFANCE DE QUALITE

Total du budget 2011 :

- **Dépenses de fonctionnement : 24.6 M€** dont 21.1 M€ pour les charges de personnel des 636 agents du service.
- **Dépenses d'investissement : 3.4 M€** dont
 - o Poursuite des travaux de la crèche Joséphine Baker : 1.9 M€
 - o Création d'une crèche sur la ZAC Consuls de Mer : 1.4 M€
 - o Divers travaux dans les crèches : 0.5 M€

L'accueil des jeunes enfants dans les structures municipales **est l'une des priorités** de la Ville de Montpellier. Près de 4000 enfants peuvent être accueillis chaque jour à Montpellier en accueil municipal ou extra-municipal. Le service Enfance **informe et oriente au quotidien les familles** montpelliéraines en recherche d'un accueil régulier ou occasionnel pour leur enfant.

Dans le cadre de sa mission Enfance, la Ville de Montpellier apporte une attention particulière à :

- **soutenir les structures** à vocation d'accueil d'enfants de la commune, le tissu associatif et les lieux d'accueil parents/enfants.
- **favoriser l'émergence de nouveaux projets** à gestion publique et privée en accord avec ses partenaires : Caisse d'Allocations Familiales, Conseil Général de l'Hérault
- **gérer le parc municipal** d'accueil d'enfants en établissements, accueil régulier collectif, service d'accueil régulier familial, multi-accueils, jardin d'enfants.
- **animer un travail de réflexion** sur l'enfance et nouer des partenariats sur divers thèmes liés à l'enfance avec la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Général de l'Hérault.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans les limites de la politique nationale en faveur de l'enfance et de la famille.

Projets en cours :

- Création d'une **Crèche** sur la **ZAC Consul de Mer**,

- Poursuite des travaux concernant **la Crèche Joséphine Baker** dans le nouveau quartier d'Ovalie.

Plus de **4 000 enfants sont accueillis** tous les jours ou de façon occasionnelle :

- Dans 16 Crèches Municipales,
- Dans 14 Haltes Garderies Municipales,
- Dans 2 Crèches Familiales Municipales,
- Dans 1 Jardin d'Enfants Municipal,
- Dans 17 Crèches Associatives et Parentales

• LE DROIT A LA REUSSITE EDUCATIVE

Total du budget 2011 :

- Dépenses de fonctionnement : 38.8 M€ dont 31.8 M€ pour les charges de personnel des 1192 agents du service.
- Dépenses d'investissement : 14.2 M€ dont :
 - o Divers travaux dans les écoles : 5.5 M€
 - o Poursuite du Groupe scolaire F. Mitterrand dans la ZAC Malbosc 2 : 5.0 M€
 - o Plan Ecole Réussite : 1.0 M€
 - o Création d'un Groupe scolaire dans le quartier de La Lironde en structures modulaires : 0.8 M€
 - o Création Ecole élémentaire dans le quartier d'Ovalie : 0.7M€
 - o Construction d'un Groupe scolaire dans le quartier de la République : 0.6 M€
 - o Construction d'un Groupe scolaire dans la ZAC Les Grisettes : 0.5 M€
 - o Rafrachissement des écoles : 0.1 M€

A Montpellier, l'école c'est une priorité

A Montpellier, plus de **18 000 élèves sont accueillis** dans 800 classes réparties sur 115 établissements publics. Un seul mot d'ordre : **la réussite éducative**.

La Ville a un **devoir d'engagement** en ce qui concerne le **patrimoine scolaire** qui fait l'objet de travaux d'extension, de modernisation ou de réhabilitation afin de s'adapter à l'évolution démographique et aux nouvelles politiques éducatives. De ce fait, en 2011, les principales dépenses d'équipement vont quasiment tripler par rapport à 2010.

C'est dans le secteur de l'éducation que la Ville a notamment mis en œuvre sa politique d'investissement avec 14,2 M€ en 2011 contre 4,7 M€ au BP 2010. Les crédits de BP à BP ont donc été multipliés par trois.

• LE DROIT A UNE RESTAURATION SCOLAIRE DE QUALITE ET ACCESSIBLE

La Cuisine Centrale Municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre **9000 repas par jour** dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la ville de Montpellier. La Ville s'efforce de concevoir **des repas de qualité** pour les élèves des différents groupes scolaires en menant parallèlement différentes actions dans les écoles comme de **la prévention** sur l'obésité infantile, la conception d'un repas équilibré...

La Ville entame cet exercice 2011 avec la volonté de **caler ses tarifs**, lorsque cela est possible,

sur le coût des services sans toutefois prendre le risque d'exclure quiconque des services publics. **Un effort particulier sera mené en adaptant les tarifs des services municipaux aux ressources des familles avec notamment une diminution de 2 %** sur les trois premières tranches des revenus les plus faibles, aucune évolution pour les trois tranches médianes et en fin augmentation de 1 % pour la dernière tranche, du tarif des repas délivrés dans les écoles par les Restaurants Scolaires en 2011, **même si une hausse du coût des denrées et matières premières de 3 % est envisagée.**

Nous faisons donc ici **acte de justice sociale sans augmenter le niveau de recettes** lié aux tarifs des restaurants scolaires qui resteront **stables en 2011** par rapport à 2010.

A partir de fin Janvier 2011, nous offrons la possibilité aux parents de payer par internet ou par serveur vocal les frais de repas et d'accueils aux Restaurants Scolaires.

• LE DROIT DE PROFITER DE SES ANNEES DE JEUNESSE

L'Espace Montpellier Jeunesse fête ses 20 ans. Depuis vingt ans, près **d'un million de jeunes** a franchi la porte de l'Espace Montpellier jeunesse, pour obtenir une info, participer à un stage pendant les vacances, bénéficier d'une bourse, profiter des loisirs de la carte été jeunes... L'Espace Montpellier jeunesse est devenu **un lieu incontournable** pour tous les jeunes montpelliérains : un espace d'information, de documentation et d'accompagnement des projets. De nombreuses permanences sont proposées avec des partenaires autour de l'emploi de la santé, ou encore des droits.

L'espace Montpellier jeunesse est **ouvert à tous** mais les dispositifs sont réservés aux jeunes âgés de 16 à 29 ans. « Cette extension de 25 à 29 ans a été mise en place cette année pour mieux **tenir compte des réalités économiques et sociales** ».

En 2011, la **Carte été Jeunes** sera proposée. Elle permet aux jeunes Montpelliérains d'accéder à une trentaine d'activités culturelles, sportives ou de loisirs à pratiquer dans la Ville ainsi que la **Carte Montpellier Sport** qui permet aux jeunes Montpelliérains d'approcher des activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville, tout au long de l'année, dans plus de 50 disciplines.

La ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique de **réussite éducative** et de **cohésion sociale**, par l'intermédiaire du service Jeunesse, propose le dispositif **d'Aide au Permis de Conduire** pour les Montpelliérains de 18 à 29 ans afin de **favoriser l'autonomie** et l'insertion professionnelle des jeunes. **Une aide forfaitaire** de 200 euros est directement **versée à l'auto école**.

• LE DROIT DE VIVRE EN TOUTE AUTONOMIE

Le **Centre Communal d'Action Sociale** (CCAS) de la Ville de Montpellier est une entité essentielle qui lutte contre l'exclusion.

Il propose un ensemble de prestations pour **remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale**. Selon les cas, le public Montpelliérain y est **conseillé, orienté** vers les services concernés ou directement **pris en charge** pour bénéficier immédiatement de ses droits.

La répartition de ces structures sur l'ensemble du territoire de la commune permet une plus grande souplesse et une plus grande efficacité dans l'action.

Il est aujourd'hui inconcevable qu'un service public ne lutte pas contre la solitude, le rejet, la précarité et l'inquiétude. Aussi, la Ville de Montpellier apportera en 2011 un soutien important au CCAS, **en lui versant une subvention de 12 M€** qui permettra l'ouverture d'un nouveau club Age d'Or dans le quartier Près d'Arènes, des investissements sur l'établissement Laroque et un projet de rénovation sur quatre ans des établissements Belorgeot et Carriera. En 2010, le CCAS a obtenu le prix du Pôle Excellence Territoriale pour les ateliers proposés dans les établissements.

• MONTPELLIER, LE DROIT A UNE SANTE DE QUALITE

La Ville adopte une politique en faveur de la Prévention et de la Santé au travers de différents acteurs, la **Maison de la Prévention et la Santé, le Service Communal et la Comédie de la Santé**.

La Maison de la Prévention et de la Santé a pour mission **l'éducation et la promotion de la santé** adaptées à tous les milieux de vie, apportant à chacun **des informations** nécessaires à la réalisation de choix personnels. Ce lieu accueille chaque année 17 000 personnes. Montpellier a accueilli cette année le 10^e Colloque Francophone des Villes Santé de l'OMS.

Le **Service Communal d'Hygiène et de Santé** intervient dans de larges domaines :

- La Santé (qualité de l'air, campagne de vaccinations...),
- L'Hygiène (qualité des eaux, hygiène alimentaire, lutte contre le bruit...),
- La Salubrité (démoustication, dératisation, maîtrise de la population animale...).

Budget alloué en 2011 : 1,5 M€

• MONTPELLIER LE DROIT A LA PAROLE

La Ville sait qu'elle doit être attentive, **à l'écoute de ses habitants** afin de tisser des liens avec ses citoyens. Elle favorise **le débat citoyen et l'implication de chacun** en créant des instances de concertation. Des **crédits d'investissement de proximité** portés à la discussion directe avec les habitants sont budgétés à hauteur **de 1,4 M€ en 2011**.

➤ La Parole aux jeunes

Il est nécessaire de créer pour les jeunes qui représentent 33 % de la population **des lieux de paroles, de débat, d'échanges d'idées et de production de projets** collectifs. Deux lieux de concertations leur sont attribués le **Conseil Municipal des Enfants** et le **Conseil Municipal de la Jeunesse**.

➤ La Parole aux sages

La Ville souhaite créer un conseil des sages afin de faire participer des seniors Montpelliérains sans activité professionnelle à établir des propositions d'actions sur des thèmes de société. Sur la base de leur rapport, les services de la Ville prendront en compte leurs préconisations dans leur activité.

➤ Les Conseils Consultatifs de Quartiers

L'objectif est de développer directement avec la population, leurs attentes quotidiennes afin de **se donner les moyens d'agir**. Régulièrement, la Ville lance auprès des Conseils consultatifs de quartiers **des appels à projet** afin de prendre en compte **leurs avis**.

➤ La Maison de la Démocratie

La Maison de la démocratie est une structure **mise au service des citoyennes et citoyens** de la ville. Elle abrite **plusieurs services municipaux** à destinations des associations et des instances de concertation, acteurs centraux de la démocratie de proximité.

Plus de **10 000 personnes viennent s'exprimer lors du printemps de la démocratie**. Une prise de parole sans précédent, que nous voulons cette année encore rendre plus accessible, plus citoyenne, plus représentative de vos préoccupations. **Davantage de débats**, de concertations pour toujours plus de proximité et d'échanges. Plusieurs thèmes centraux pour l'avenir de notre ville sont mis à l'honneur.

2 - MONTPELLIER : CAPITALE DES DEVOIRS

Chacun doit avoir un **comportement civique** et ne doit en aucun cas nuire à la tranquillité de ses concitoyens. Pour pallier à d'éventuels manques de civisme de la part de certains citoyens, la Ville de Montpellier met en œuvre des actions permettant de **rétablir et maintenir la tranquillité** des habitants et un cadre de vie paisible :

- La police municipale
- Le conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance
- Montpellier Ville propre
- L'animal en ville

• LA POLICE MUNICIPALE : UN SERVICE PUBLIC DYNAMIQUE

Dépenses de fonctionnement prévues : 8.1 M€ dont 7.5 M€ pour les 234 agents (policiers municipaux et agents de surveillance de la voie publique)

- Principales dépenses d'équipement : 0.3 M€
- Installation de vidéo surveillance : 0.2 M€
- Diverses études : 0.1 M€

La Police Municipale est chargée **d'assurer la sureté et la tranquillité** des Montpelliérains par ses **missions de prévention**, de contrôle et de médiation.

Ses activités recouvrent notamment des actions en faveur de la prévention telles que :

- Un **rapprochement avec la population**, une présence sécurisante dans les quartiers, une écoute, un dialogue.
- La **sécurité des enfants** aux abords des écoles.
- La **lutte** contre le bruit.
- **L'exécution des arrêtés** du maire.
- Le **contrôle** et la réglementation de la circulation et du stationnement.
- Le **respect** du code de la route.
- **Dépistage** pour alcoolémie.

LE CONSEIL LOCAL DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Pour mettre en œuvre ses actions, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) associe l'ensemble des structures intervenant dans le domaine de la sécurité : Police Nationale, Police Municipale, TAM, SNCF, CCI, bailleurs, Education Nationale, Associations, Service de la Justice...

- **Les missions** : consistent à centraliser l'ensemble des informations relatives à la sécurité et à la prévention à Montpellier, à analyser et mettre en cohérence les données et informer la population.
- **Les actions** : sont quant à elles engagées ou confortées sur les thématiques retenues, comme la lutte contre les incivilités, la sécurité dans les transports, la lutte contre l'absentéisme à l'école et contre les violences scolaires et enfin la prévention spécialisée et les personnes en rupture de socialisation .

Depuis 2007, la Ville a obtenu **d'excellents résultats** suite à la mise en place de cette structure puisque l'on observe **baisse de 15% des faits délictueux et diminution de 31% sur les violences urbaines**.

- **MONTPELLIER VILLE PROPRE : L'ECO RESPONSABILITE DE CHACUN DOIT PERMETTRE LE BIEN ETRE DE TOUS**

Dépenses de fonctionnement prévues : 17.8 M€

Principales dépenses d'équipement : 0.3 M€ pour l'enterrement des conteneurs de collecte des déchets ménagers.

La Ville de Montpellier a mis en place depuis plusieurs années une politique globale de **nettoiemnt des voies de la lutte contre les tags** pour le bien être de chacun.

Ce budget 2011, confirmera nos efforts dans ce domaine. Mais rappelons toutefois que des économies pourraient être générées par un comportement respectueux de l'espace public de chacun.

- Le Nettoiement des Voies

« **Montpellier, Ville propre** » est le slogan de la Ville de Montpellier afin de **mettre en valeur notre patrimoine**.

En 2011, la Ville a décidé de lancer une nouvelle tranche **d'enterrement des conteneurs** qui consiste à loger sous la chaussée de la voie publique les conteneurs de résidus qui sont actuellement en surface, apportant ainsi des solutions à l'urbanisme environnemental, en particulier aux nouvelles technologies de collecte qui permettent un moindre impact urbanistique et l'optimisation des méthodes de collecte.

- La lutte contre les Tags

En 2011, ce seront **1,2 M€** qui permettront de **lutter contre les graffitis** sur les portes, volets et devantures.

- **L'ANIMAL EN VILLE**

La politique de gestion de l'animal de la Ville de Montpellier a été mise en place en 2002 à travers la commission « **Animal en Ville** ». Elle vise à **harmoniser la cohabitation** entre les Montpelliérains et **les animaux de compagnie**. Sans stigmatisation aucune et avec le souci de

responsabiliser chacun, la Ville de Montpellier espère convaincre que **le respect de l'espace public** est indispensable à la bonne **intégration des animaux** en ville. Garantir la place et le bien être de l'animal de compagnie dans le **respect des exigences de propreté**, préserver la vie sauvage, informer sur les moyens de se prémunir contre les désagréments, autant d'objectifs que la Ville de Montpellier s'est fixée afin que **la cohabitation** entre les hommes et les animaux soient des **plus paisibles**.

3 - MONTPELLIER : CAPITALE DES POSSIBLES

Proximité avec le citoyen, prise en compte de ses droits et de ses devoirs constituent le socle du vivre ensemble.

Au-delà, nous voulons faire de Montpellier une Ville d'innovations, de rencontres, d'événements, de challenges. Bref, une Ville où chacun puisse rechercher les ingrédients de son bonheur en lui proposant mille et une possibilités :

- La culture
- Le sport
- Les Maisons pour Tous
- Les structures associatives

• CULTURE : MONTPELLIER ZONE CULTURELLE INNOVANTE

Dépenses de fonctionnement prévues : 5.7 M€ dont 2.5 M€ qui seront consacrés aux 66 agents de la Direction des Affaires culturelles et des Archives municipales

Principales dépenses d'équipement : 1.9 M€

- Poursuite des travaux de la Panacée
- Réalisation de travaux dans le domaine de l'acoustique de la salle de concert « Le Rockstore »
- Subventions : 2.03 M€

La salle de cinéma Nestor-Burma ouvrira en février 2011

Un **cinquième cinéma de quartier** va renaître à Celleneuve. Il ouvrira ses portes **en février 2011**. L'originalité du projet : «donner à cet endroit une spécificité jeune public forte». L'objectif reste de faire de Nestor-Burma « **un vrai cinéma de quartier**, en programmant des films grand public d'une part et art et essai d'autre part». Pour la Ville, cela relève davantage de la **lutte contre la fermeture des petits commerces et du maintien de la vie culturelle** dans les quartiers. Le site sera équipé de la technologie numérique. Le cinéma Nestor-Burma proposera une salle de 111 places. **Coût de l'aménagement : 0,8 M€**

Montpellier conjugue manifestations de retentissement international avec **une vie culturelle quotidienne variée** et souhaite rester un pôle de création artistique. **Ville de culture**, Montpellier propose tout au long de l'année de **nombreuses manifestations** la Comédie du Livre, le Corum des Peintres et des Photographes, les Festivals, des expositions, la Fête de la Musique, le Printemps des Poètes...

2011 verra se poursuivre **l'Agora des Savoirs** issu de l'engagement de la Ville de contribuer à la **diffusion des savoirs** et des connaissances culturelles, scientifiques et techniques.

Le patrimoine n'est pas oublié, la Ville de Montpellier propose **un parcours muséographique** inédit permettant de découvrir l'histoire de la ville à travers la visite de trois musées aménagés dans trois lieux historiques, remarquables et singuliers : le Musée de l'histoire de Montpellier, le Musée du Vieux Montpellier, le Musée de la Pharmacie.

Dans le cadre de l'acquisition de la salle de concert « **le Rockstore** » la Ville de Montpellier réalise des travaux dans le domaine de l'acoustique. Ce lieu culte du rock et de la nuit montpelliéraine dont la façade classée est percutee par une Cadillac a accueilli plus de **3 000 concerts** depuis 1986. Crédits alloués **au BP 2011 : 0,8 M€**

• MONTPELLIER UNE VILLE SPORTIVE

Dépenses de fonctionnement prévues : 9.8 M€ dont 5.5 M€ qui sont consacrés aux 147 agents du service.

Principales dépenses d'équipement : 1.3 M€

- Divers travaux de mise en conformité des gymnases et terrains
- Subventions : 1.7 M€

Pratiquer une activité sportive, adhérer à un club, pour la compétition ou les loisirs, **c'est développer ses facultés physiques et son esprit d'équipe.**

C'est aller à la rencontre des autres, apprendre à les connaître, à mieux vivre avec eux.

Le sport est en effet un des vecteurs importants de **l'intégration sociale** et de l'accomplissement des individus dans notre société.

C'est pour cela que la Ville de Montpellier a mis en place dans le cadre de Sport pour tous, un programme permettant à chacun quel que soit son âge, de **pratiquer l'activité de son choix** entourée de plusieurs centaines d'associations sportives, dont les plus renommées évoluent chaque année dans l'élite du sport français et européen.

Le tarif de la **Carte Montpellier Sport** sera **maintenu**, permettant aux jeunes Montpelliérains d'accéder aux activités encadrées par des éducateurs de la Ville, dans plus de 50 disciplines.

2011 : 2ème MARATHON DE MONTPELLIER ! Après 23 ans d'absence **d'un marathon à Montpellier**, le bébé est né le 17 Octobre 2010. Ce premier marathon **a fait exploser toutes les prévisions** devant ce record de participation.

Montpellier – Sport solidaire

Dans le cadre du sport solidaire, **400 personnes bénéficiaires de minima sociaux participent à des ateliers animés gratuitement** par les éducateurs sportifs municipaux. Dans les quartiers, plus de **12 000 enfants**, ados et jeunes adultes **participent gratuitement, pendant les vacances scolaires, à des stages d'activités physiques et sportives**, avec les associations partenaires (stage de football, de basket, stage la tête et les jambes...). A Montpellier, le champ des possibles trouve sa traduction dans la multiplicité des équipements mis à la disposition des différentes disciplines.

La Ville met à la disposition des associations, des écoles et des clubs 235 structures et équipements sportifs :

- 44 Plateaux sportifs,
- 38 Terrains de tennis,
- 6 Terrains de rugby,
- 3 Parcours de Course d'Orientation,

- 33 Terrains de football,
- 29 Boulodromes,
- 19 Gymnases,
- 18 Salles de Sports,
- 16 Terrains multisports,
- 8 Plaines de jeux et mini-foot,
- 4 Bases nautiques et de pleine nature,
- 5 Murs d'escalade,
- 1 Salle d'escalade
- 3 Pistes d'athlétisme,
- 2 Skate-parks,
- 2 Salles de boxe.
- 4 Bases nautiques et de pleine nature,

• LES MAISONS POUR TOUS : CONVIVIALITE ET CITOYENNETE

Chaque année, nous œuvrons pour la qualité de vie et le bien-être des Montpelliérains. Nous développons depuis 30 ans, le réseau des **Maisons pour tous**, situées au cœur des bassins de vie. Les 27 Maisons pour Tous de la Ville sont situées au cœur des bassins de vie. Elles œuvrent en faveur du **mieux vivre ensemble** et ainsi permettent aux acteurs de la démocratie et de la solidarité de rencontrer les Montpelliérains.

Elles offrent **un espace de détente, de loisirs et de rencontres** !

La Ville pour permettre cette vie dans ces quartiers porte chaque année une charge nette de **10,5 M€**

➔ **Carte d'abonnement aux Maisons Pour Tous** : baisse de 8 euros à 7 euros du fait de la mutualisation des moyens au 1^{er} janvier 2011.

• LES ASSOCIATIONS

L'Antigone des associations, on a fêté ses **30 ans** en septembre dernier, cette manifestation qui est devenue **une institution**. C'est une manifestation citoyenne, conviviale et festive, et c'est pour les Montpelliérains un des **événements majeurs** de la rentrée.

Avec ce budget 2011, Montpellier s'inscrit dans un cercle vertueux de croissance qui lui permettra d'élever ses exigences de services publics sans dotation complémentaire de l'Etat et sans toucher à la fiscalité.

Investir 114 M€, poursuivre une politique de bouclier social tant sur la fiscalité que sur les tarifs, s'inscrire dans une démarche de développement durable, permettre l'expression de tous dans le respect des opinions de chacun. Tout cela se traduit dans le budget 2011 qui vous est proposé et qui démontre, par ses fondamentaux, une ambition intacte pour notre Ville.

Ce budget primitif 2011 sera donc un budget où la rigueur de notre gestion pourra rendre possible le dynamisme de notre action.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le Budget Primitif 2011 du Budget Principal et du Budget Annexe qui vous sont proposés au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Je vous remercie. Je voudrais vous féliciter vous et vos services, car je trouve que la présentation du document qui a été remis aux uns et aux autres est d'une très grande qualité. Les services ont fait un très bon travail.

Jean-Louis ROUMEGAS : Votre proposition de budget appelle pour nous quelques remarques. Nous partageons évidemment la dénonciation que vous avez réitérée sur le désengagement de l'Etat qui est un scandale absolu. Je n'y reviens pas, nous en avons déjà parlé. L'Etat fait payer aux collectivités sa propre dette, sa politique fiscale injuste et les cadeaux qu'il a faits aux plus fortunés. C'est un fait, et c'est d'autant plus dommage que les collectivités sont les seules à être capables aujourd'hui de préparer l'avenir et de faire de l'investissement, tant sur le plan économique que social.

Pour autant, vous le savez, nous sommes défavorables à une augmentation de la fiscalité des collectivités locales. Le désengagement de l'Etat ne justifie pas que les collectivités renvoient simplement la balle à l'Etat et fassent payer nos contribuables dont le pouvoir d'achat ne cesse de baisser. Nous ne sommes évidemment pas par principe contre l'impôt quand il permet de redistribuer. Mais, malgré les abattements, l'impôt local reste non progressif, donc injuste. Nous avons de toute façon un niveau d'imposition qui atteint ses limites aujourd'hui. Vous avez décidé cette année de ne pas augmenter les impôts de la Ville de Montpellier après les avoir augmentés l'année dernière. En revanche, je vous demande un engagement sur le projet de taxe additionnelle qui a été évoqué au niveau de l'Agglomération. Vous avez ici 45 Conseillers d'Agglomération issus du Conseil municipal de Montpellier. Ce débat n'est pas encore tranché au niveau de l'Agglomération malgré le changement de Président. Je vous demande un engagement. Est-ce que les 45 Conseillers d'Agglomération issus du Conseil municipal de Montpellier s'engagent à ne pas créer cet impôt supplémentaire au niveau de l'Agglomération ? Je pense que tous les Montpelliérains attendent une réponse à ce sujet.

Hélène MANDROUX : Juste pour vous faire une réponse : quand cela avait été annoncé, je m'étais positionnée personnellement contre. Au dernier Conseil d'Agglomération, le nouveau Président Jean-Pierre MOURE a dit que cela n'était plus d'actualité.

Jean-Louis ROUMEGAS : Très bien. Nous attendons que les paroles soient suivies des actes.

Sur les charges de fonctionnement, évidemment, nous ne pouvons que soutenir la maîtrise des charges de fonctionnement, avec une exception. Il s'agit des besoins en personnel dans le domaine social, je veux parler bien évidemment des crèches, des écoles et des maisons de retraite. Nous avons besoin de personnels et ne pouvons fixer comme objectif la stabilité des effectifs. Il y a des besoins à satisfaire, ne serait-ce que par l'augmentation de la population, sans compter que sans cette augmentation, nous avons déjà un manque de places en crèches. Je ne nie pas les efforts effectués par la Ville, mais il s'agit d'un effort qu'il faut continuer. Je pense qu'il faut une exception sur ces emplois qui sont nécessaires pour répondre aux besoins sociaux.

Sur les choix d'investissement, je constate que le budget n'est pas aussi écologiste qu'il pourrait l'être. Je constate tout de même que l'essentiel de l'investissement en matière d'urbanisme va à la création de ZAC et de nouveaux quartiers. Il n'y a pas le rééquilibrage que nous souhaitons en faveur de l'existant, c'est-à-dire dans la rénovation des quartiers anciens, et ce, dans deux domaines. D'abord, dans celui de l'amélioration de l'espace public, et notamment des circulations piétonnes. Il va falloir investir là-dedans. Nous ne voyons pas d'inflexions très importantes là-dessus. Sur l'ensemble de la ville, nous ne sommes pas dans un plan de réinvestissement de l'espace public dans les quartiers existants. Sur le plan du logement, vous annoncez un effort en matière de création de logements neufs et de logements sociaux ; c'est très bien, mais nous ne voyons rien venir en matière de réhabilitation de logements anciens, notamment sur le plan thermique. Vous le savez, les factures de chauffage sont très élevées. Si nous voulons faire de l'écologie et du social, c'est-à-dire diminuer la consommation énergétique de la ville, et pas seulement dans les bâtiments publics, il faut avoir un plan massif d'investissement pour améliorer et rénover ces logements, mieux isoler et avoir des systèmes de chauffage plus performants. On ne voit pas cette inflexion dans votre budget, et c'est dommage.

On ne peut pas dire qu'on fait une véritable politique du climat si on se contente des bâtiments municipaux. Il ne s'agit là que d'une politique d'exemplarité. C'est bien, mais si nous voulons vraiment réduire la consommation énergétique de la ville, il faut s'attaquer au parc existant. Cela est fondamental et nos concitoyens l'attendent.

Enfin, dans la politique financière de la Ville, vous faites part d'un recours à l'emprunt qui est maîtrisé, d'une épargne qui s'améliore. Soit. Je voudrais attirer votre attention sur un axe de la politique financière qui n'existe pas dans la Ville, c'est le choix d'établissements bancaires éthiques. Cela a été un sujet. Nous ne vous proposons pas d'aller retirer tout votre argent des banques ; en revanche, nous pouvons très bien avoir une politique plus éthique en matière de banques, et une Ville peut donner l'exemple en choisissant les établissements bancaires qui n'ont pas de filiale dans les paradis fiscaux. Certaines des banques que vous avez choisies correspondent à ce critère, d'autres pas du tout. La banque Crédit Agricole, par exemple, est dernière dans ce classement. Elle a 100 filiales dans des paradis fiscaux et n'a de banque verte que le nom car elle investit dans tous les domaines les plus polluants qu'on peut imaginer. Elle n'a aucune éthique dans ses investissements alors que d'autres banques, comme le Crédit coopératif, la Banque postale, la Caisse d'épargne ont des choix d'investissement plus éthiques et refusent d'avoir des filiales dans les paradis fiscaux. Je pense que ce serait une bonne chose que la Ville de Montpellier accompagne le mouvement citoyen qui démarre et qui a décidé de soutenir les banques éthiques et de sanctionner celles qui continuent à détourner l'argent des Français pour aller jouer au casino de la bourse.

Voilà, vous avez un budget qui, je pense, est à l'identique des précédents. Nous n'avons pas eu l'honneur de participer à son élaboration, donc nous aurons la même position que les années précédentes.

Hélène MANDROUX : Je me posais la question : est-ce qu'une banque éthique existe ? En tous cas, sachez que le choix qui est fait, car on ne choisit pas une banque au hasard, est dicté avant tout par le taux d'intérêt qu'on nous propose. Nous n'avons aucun emprunt structuré. C'est tout de même une chose importante. Nous avons aujourd'hui des taux autour de 2 %, quand certaines Villes comme Saint-Étienne ont des taux de 24 %, comme M. LEVITA le rappelait tout à l'heure.

Francis VIGUIE : Bonsoir. Comme toujours M. LEVITA fait de bons constats, mais n'en tire pas de conclusions. Son introduction sur la crise, avec une dimension très pessimiste, est lucide, mais le problème est : quelles conclusions en tirez-vous par rapport au budget local ? Vous n'en tirez aucune conclusion. C'est une fois de plus un couteau sans lame. Depuis que je suis au Conseil municipal, il y a systématiquement une grande déclaration sur le fait que le gouvernement est méchant et que SARKOZY n'est pas bien. Vous avez raison de dire cela, mais une fois qu'on a fait ces déclarations, qu'en tirons-nous comme conclusions politiques ? Parce que vous dites quand même qu'on reste à budget constant. J'attends de voir. Car quand on est dans une situation où les dotations baissent, où vous ne faites pas, à juste titre, le choix d'augmenter l'impôt, cela se traduira d'une manière générale ensuite par une baisse des services rendus à la population. Il faut bien que quelqu'un paie. Je vous rappelle que nous sommes dans une situation, vous l'avez dit et redit, où nous avons les banques à qui ce gouvernement a donné beaucoup d'argent. Je remarque quand même que le Parti socialiste a voté à l'Assemblée le plan d'aide aux banques sans leur demander aucune garantie, et qu'aujourd'hui le grand jeu est de spéculer sur les dettes publiques. Après avoir provoqué la crise du capitalisme que nous connaissons, ces banques spéculent sur les dettes publiques. Nous voyons des États, dont certains dirigés par des gouvernements socialistes, faire des politiques d'austérité qu'on n'a pas vues depuis les années 20 : des baisses de salaires, des suppressions d'emplois de fonctionnaires, des nouvelles séries de privatisation, des reculs de l'âge de la retraite. Nous sommes dans une situation extrêmement grave. Soit nous croyons que Montpellier et la France vont passer à travers les gouttes miraculeusement, soit on pense que ce gouvernement, comme il vient de le

démontrer féroce­ment en allant jusqu'au bout, y compris en ayant démontré toute son illégitimité, va continuer à prendre des mesures contre les populations. Je pense donc qu'à ce niveau-là, vous ne pouvez plus vous en tenir à une dénonciation verbale et régulière des attaques de ce gouvernement. Le Parti socialiste a aujourd'hui les grandes Villes, les Départements, les Régions. Qu'attendez-vous pour créer un rapport de force sur l'affaire des dotations et des transferts de compétences ? Car au final, ce sont les populations qui en paient le prix. Nous ne pouvons pas l'accepter.

Ensuite, je me souviens que quand nous avons commencé à discuter du plan Campus, il y avait une version dithyrambique et idyllique. Certains, dont moi, ont pointé un certain nombre de problèmes sur les pôles d'excellence. Ces pôles d'excellence allaient laisser sur la route un certain nombre de gens. J'ai remarqué aujourd'hui que seul M. SAUREL reconnaît cela, puisque j'ai lu une de ses déclarations qui admet qu'il y a un problème. Là aussi, reconnaissons les choses telles qu'elles sont et menons des batailles continues. Quand nous sommes dans une telle situation, il me semble que par rapport à un budget, une mairie doit avoir un objectif social extrêmement fort et un lien resserré avec les associations, les syndicats et les partis, afin d'établir un rapport de force qui ne fasse pas payer la crise de ce système à ceux qui n'en sont pas responsables. En rapport, on pourrait s'attendre à ce qu'une municipalité tente de se redonner les moyens, de l'énergie et du souffle. Par exemple, nous pourrions mettre en régie la TAM, les parkings. A quoi bon donner cet argent à une multinationale comme Vinci ? Vinci n'organise pas les parkings pour la beauté du geste. On peut remettre en régie l'eau. Une série de mesures de ce genre est à prendre aujourd'hui. Je vais allègrement mélanger systématiquement dans mon intervention l'Agglomération et la Municipalité, car sinon il est impossible de discuter aujourd'hui, et comme de toute façon à l'Agglomération, la Ville de Montpellier a 45 élus, elle est totalement responsable de la politique suivie au niveau de l'Agglomération.

Autre point important, il me semble nécessaire que l'argent public aille à l'école publique. C'est un choix là aussi politique. Les subventions à certaines entreprises comme Ryanair, qui sont des entreprises scandaleuses, régulièrement dénoncées comme auteurs de troubles sociaux, ne sont pas souhaitables. Vous nous aviez dit que la vidéosurveillance allait s'arrêter, mais ce n'est pas le cas. Il s'agit tout de même d'un coût non négligeable pour Montpellier. Il n'y a pas de bilan. Les seuls sociologues qui tirent des bilans précis nous indiquent qu'au mieux, cela aide à 2 ou 3 % à l'élucidation d'un certain nombre de problèmes.

Le second problème majeur pour nous est l'élaboration du budget. Il est vrai qu'on évoque beaucoup la démocratie participative, le Printemps de la démocratie ou des choses comme cela. Le problème est qu'au mieux, on peut parler, mais jamais décider. Il me semble qu'à l'image de ce qui se fait dans un certain nombre de Villes, le budget doit pouvoir être élaboré avec les populations, et que certains choix prioritaires pourraient être discutés avec eux. Nous avons dit que le Printemps de la démocratie pourrait être une bonne idée, à partir du moment où il est centré, cerné, et qu'il met en place un débat contradictoire et public dans la ville sur des points précis. Pour nous, la démocratie n'est pas un vote tous les 6 ans. Il me semble donc qu'il y ait des choix à faire. Nous considérons que les besoins sociaux doivent devenir des droits. Il y a la question du logement social. Vous savez que des milliers de personnes sont en attente. Je compte sur vous pour mener une bataille à l'Agglomération, car la faiblesse des logements sociaux dans les autres villes de l'Agglomération demeure un scandale permanent. Préférer payer de fortes amendes plutôt que de faire du logement social est une pratique quasi-délinquante. Il y a aussi la question du blocage des loyers, la réquisition si nécessaire des logements vides et la question des crèches à multiplier.

Je terminerai sur la question d'aller vers la gratuité des transports publics. Il ne faudrait pas être autiste et prendre en compte ce qui se passe dans ce pays. Plusieurs villes développent déjà cette politique. En Allemagne, ce sont les jeunes socialistes qui mènent la campagne pour des

transports publics gratuits. En particulier à Francfort, elles en font l'enjeu central de la bataille. Je pense qu'il faudrait prendre du temps pour discuter de tout cela. Aller vers la gratuité des transports publics est un tout : des parkings gratuits à l'entrée de la ville, le maillage bus - tram - minibus, la question du déplacement doux avec les pistes cyclables. J'ai vu dans mon quartier que les pistes cyclables ont été réduites. J'ai vu aussi qu'on allait protéger un arbre, ce qui est très bien, mais je rappelle qu'on en a abattu 17 sans aucune raison dans mon quartier.

Il faut aller vers la question de fond d'un bouclier social fort, et là, tels que nous nous retrouvons, je pense qu'il n'y a pas la dimension de mobilisation. Dans ce contexte et avec ce gouvernement, imposer le partage des richesses ne se fera pas sans rapport de force.

Jacques DOMERGUE : Avec un slogan comme « Montpellier la cohérente », on est loin de « Montpellier la surdouée ». Vous me direz que les temps ont changé, que la période est plus difficile. Si je peux être d'accord avec M. LEVITA sur le constat national et international de la crise, je peux quand même dire que, contrairement à ce qui se passe dans pas mal de pays en Europe, nous ne sommes pas si mal lotis en France. La crise est certes là, c'est difficile, mais il n'y a pas eu encore de mesures drastiques comme cela a été le cas dans certains pays.

Pour en revenir à ce que dit M. VIGUIE sur les banques, je crois que malheureusement, contrairement à ce que vous dites, nous n'avons pas fait une si mauvaise affaire que cela en matière de prêt bancaire, puisque l'Etat a emprunté à 3 % et a prêté à 8 %. Nous venons de toucher 2 milliards d'euros récemment qui font du bien aux équilibres financiers.

Madame le Maire, vous nous proposez une baisse globale du montant d'investissement. En temps de crise, vous vous doutez bien que je ne peux qu'approuver cette décision. C'est ce que font tous les gestionnaires quand ils ont des difficultés. En effet, vous vous êtes portés en victimes d'un désengagement de l'Etat qui ne reposait que sur un argument purement électoraliste de votre part. En fait, l'Etat a augmenté jusqu'à cette année les dotations vis-à-vis des collectivités et des communes. Il a fallu qu'on arrive aujourd'hui à une période de crise pour constater que la diminution globale avait effectivement diminué. A force d'avoir crié au loup beaucoup trop tôt, on a finalement du mal à se faire croire. Cette année, la dotation globale de fonctionnement n'augmentera que de 0,2 %. C'est cela qui vous pousse à diminuer le budget de fonctionnement. Ce n'est pas une volonté de votre part, je le sais, car l'Etat pour une fois essaie de répercuter sur les collectivités locales l'effort que chacun, à son niveau, est obligé de fournir. Il serait illusoire que l'Etat mène une politique de rigueur qui ne soit pas suivie au niveau des collectivités locales. Comment pouvez-vous encore justifier une dette de la part de l'Etat alors que nous achevons de payer la construction d'un « palais » municipal ? Il est vrai que cela tombe mal, même si je reconnais que le bâtiment sera magnifique. En période de crise, ce genre d'investissement est pour le moins de mauvais goût. C'est en fait un gouvernement responsable et soucieux de la bonne répartition des deniers publics qui a décidé du gel de la DGF. J'approuve cela. Je me permets de vous faire remarquer, non sans ironie, que vous félicitez vos collègues du Département qui diminuent leurs subventions au budget de la Ville de 52 %. Certains élus ici sont également Conseillers généraux et pourraient défendre les intérêts de la Ville. Les représentants de la Ville au Conseil d'Agglomération ont supprimé toute participation de l'Agglo au budget de la Ville. Madame le Maire, vous venez d'être réélue Vice-présidente de l'Agglomération, nous pouvons dire que votre mandat débute mal par un signe plutôt négatif. Nous comprenons votre faible poids dans la structure de la Communauté d'agglomération qui gère tous les gros dossiers de Montpellier.

Alors, si votre budget d'investissement diminue, c'est d'une part parce que vos transferts de recettes d'Etat sont gelés, mais également parce que vos amis socialistes vous coupent les vivres. Mais c'est aussi parce qu'en bonne socialiste, vous appuyez au maximum sur le curseur du fonctionnement, dont le budget augmente encore et toujours. Je cite, parmi quelques dépenses

qui explosent, les frais d'administration de collectivités qui progressent de 5,75 %, les dépenses consacrées aux élus et au Conseil municipal de 15 %, les interventions sociales de 4 %, les défraiements pour les voyages. Etrange, alors que vous ne cessez de prétendre que la Ville fait montre d'une politique économe en matière d'énergie, que vous dépensiez sans compter pour vous rendre à Copenhague ou au Japon. Les dépenses d'éclairage public augmentent de 5 %, liées à l'éclairage permanent de votre nouvelle Mairie. Nous pouvons nous interroger. Au même moment, certains budgets sont sacrifiés. Si gouverner, c'est choisir, je n'ose imaginer les difficultés dans lesquelles vont se trouver certains de vos adjoints. J'aimerais entendre M. DELAFOSSE. Les budgets de fonctionnement consacrés à l'expression artistique vont diminuer de 68 %. L'investissement pour les musées va être réduit de moitié. Les investissements pour l'entretien du patrimoine culturel vont baisser de 21 %. Nous aimerions également entendre Mme BONIFACE qui voit que les budgets de fonctionnement pour les manifestations sportives vont être réduits d'un tiers et que l'investissement pour les gymnases et salles de sport va diminuer de 57 %. M. FLEURENCE aura sans doute son mot à dire, alors que la ville est asphyxiée d'embouteillages catastrophiques, pas uniquement dus aux travaux et que vous nous présentez un plan de circulation qui n'apporte aucune amélioration. Le budget d'investissement consacré aux routes et à la voirie diminue de 10 %. M. DUFOUR également pourra dire son mot avec toutes les manifestations concernant les marchés. Ce budget de fonctionnement diminue de 13 %, et là, c'est de l'activité économique. S'il y a des choix à faire, peut-être que ce n'est pas là qu'il aurait fallu les faire. Tous ces chiffres sont là pour vous démontrer qu'au-delà de tout discours d'intention, la situation financière de la Ville n'est pas aussi saine que vous ne le présentez, sans quoi pourquoi seriez-vous obligés de faire tant de baisses massives de budget dans tant de secteurs ?

Je tenais aussi à éclairer notre Assemblée sur le problème du « bouclier social » de la Ville dont vous vous gargarisez. Il s'agit des exonérations que la Ville a mises en œuvre afin de diminuer l'impôt de nos administrés les moins aisés financièrement. Savez-vous, mes chers collègues, que cette exonération décidée par le Conseil municipal est compensée par l'Etat ? Savez-vous que le montant de cette compensation par l'Etat a explosé de 15 % cette année ? Elle atteint près de 5 millions d'euros pour la seule taxe d'habitation. Je veux dire que quand la Ville, pour se donner une image sociale, décide d'une exonération d'un côté, ce n'est pas qu'elle gère finement ses finances, c'est qu'elle perçoit des sommes par un autre biais de la part de l'Etat.

Cette année, par le jeu des bases de l'accroissement démographique, le produit de l'impôt prélevé dans la poche des Montpelliérains augmente encore de 3,55 %. Certes, vous n'augmentez pas les impôts, mais je pense que pour le moins, c'eût été malvenu. Cette année, nous constatons une fois de plus le poids exorbitant de l'impôt communal. Montpellier a été pour la énième fois classé comme la ville de France de plus de 150 000 habitants la plus fiscalisée. Ce qui est aberrant, c'est la faiblesse de note ville en termes économiques. C'est là le manque total d'ambitions dans ce domaine de la part de la collectivité municipale. Certes, la principale responsable reste l'Agglomération, mais comme nous n'y sommes pas représentés au niveau de la présidence, les Montpelliérains doivent en souffrir. Par cette carence, c'est l'emploi qui en souffre, et ce sont nos administrés qui voient leurs revenus se maintenir à un niveau très faible par rapport aux autres villes de la même strate. Le potentiel fiscal par habitant à Montpellier s'élève à 934 euros, quand la moyenne nationale pour les communes de la même strate est de 1 323 euros. Cette moyenne démontre que chaque Montpelliérain est plus pauvre d'un tiers par rapport aux autres villes. Cet indicateur est très inquiétant. Quand on voit que parallèlement, la fiscalité est au sommet, le différentiel ne fait que s'accroître.

Un autre indicateur prouve la faiblesse de l'importance accordée par la Ville en matière économique se paie aujourd'hui, au moment de l'application du nouveau mode de calcul et de compensation financière liée à la suppression de la taxe professionnelle. Je ne peux manquer de vous présenter les nouveaux montants reversés aux collectivités : 46 millions d'euros en plus à

Grenoble, 32 millions à Toulouse, 16 millions à Marseille, 145 millions à Lyon, 111 millions à Lille. A Montpellier, le total du produit de la compensation de la suppression de la taxe professionnelle va diminuer de 15 %. Voilà le véritable problème que nous rencontrons ici, cela signifie 18 millions d'euros en moins. Est-ce une sanction dirigée vers les collectivités de gauche, comme j'ai pu l'entendre ? Pas du tout. Les villes que j'ai citées sont pour certaines de droite, et pour certaines de gauche. La réponse est qu'aujourd'hui la faiblesse de notre tissu économique fait que nous sommes pénalisés par cette péréquation. Si je vous ai indiqué que l'Etat versait une dotation globale de fonctionnement dont le montant est pratiquement gelé pour cette année, il n'en est pas de même pour le montant de la dotation nationale de péréquation. Vous nous indiquez dans le budget que le montant de celle-ci va progresser de 3,34 %. Comme son nom l'indique, la dotation de péréquation est un facteur d'équilibre entre communes riches et moins riches. Une hausse aussi importante de cette dotation n'est pas un très bon signe. L'Etat a estimé que notre ville avait besoin d'être encore plus aidée cette année. Est-ce un signe positif pour le devenir de notre commune ? Je ne crois pas.

Vous l'aurez compris, ce budget 2011 pour notre ville est plus qu'inquiétant. Sous votre autorité et celle des adjoints aux finances, des choix ont été effectués. Ils ne vont pas dans le sens qui servirait les habitants de Montpellier. Sur le plan économique, on ne peut pas imaginer que les 3 à 4 % de retard que nous avons sur les taux de chômage par rapport au niveau national vont s'améliorer. Voilà la clef aujourd'hui. Car si les Montpelliérains souffrent, certes nous essayons de les accueillir, certes nous essayons de leur trouver un toit, mais le problème aujourd'hui reste la faiblesse du tissu économique. Cela est gravissime en période de crise. Comprenez alors que devant ce constat, nous ne voterons pas votre budget.

Marc DUFOUR : Je souhaiterais féliciter mon collègue Max LEVITA pour son exposé clair et précis. Nous avons suivi avec beaucoup d'attention, et les élus du MoDem ont participé, chacun à son niveau, à l'élaboration de ce budget que nous soutenons et dont nous nous félicitons. Je souhaiterais faire quelques remarques sur ce budget, et signaler d'abord qu'on peut faire un budget dans un moment difficile, qui maîtrise les grands équilibres tout en étant à la fois innovant et dynamique. Cela reste très important. Je tiens à souligner le niveau d'investissement exceptionnel pour une ville de la taille de Montpellier dans un contexte difficile. C'est bien supérieur à ce que font beaucoup de collectivités. Je tiens également à souligner l'effort très symbolique mais important que fait la Ville de Montpellier sur le secteur de l'éducation, avec un plan ambitieux de rénovation des écoles. L'avenir de nos enfants se trouve préservé dans le cadre de ce plan. J'apprécie également la politique forte d'animation de l'espace public, aussi bien dans le domaine de la culture que dans celui de la dynamisation du centre-ville et des actions commerciales. Je suis très heureux de participer à une équipe qui défend un tel budget, et je pense que l'on peut dire, au travers de Max LEVITA, que cette ville, au niveau de ses finances, est parfaitement bien gérée, et je remercie l'administration qui le soutient.

Jacques TOUCHON : Il est facile de critiquer les choix de la Municipalité et de l'équipe de Madame le Maire. M. DOMERGUE critique, il a formulé pendant un temps très long un certain nombre de critiques, mais aucune proposition. Voilà la grande faiblesse de la majorité. Je préfère les Verts, qui critiquent mais font des propositions. Le groupe que je représente soutient l'action de la majorité à laquelle il appartient pour plusieurs raisons. D'une part, le maintien des investissements est extraordinairement difficile en période de crise. Le projet de ce bouclier social que vous critiquez, le maintien d'un tissu associatif fort dans la ville par le biais de la culture et du sport, tout cela est indispensable si l'on veut maintenir un vivre ensemble tel que le veut Madame le Maire. Nous soutenons ce budget, car il vient souligner le maintien de l'ambition de départ. Le symbole le plus fort en est peut-être ce qui se fait au niveau de la réussite éducative. Nous voterons bien sûr le budget.

Michel PASSET : Si M. DOMERGUE n'a pas fait de propositions, j'ai considéré qu'il avait, en

quelques phrases, résumé trois actions politiques fortes. La première est qu'on n'est pas si mal en France. Ce n'est pas mal de dire cela aux chômeurs. Il montre là en tous les cas une très grande ambition nationale en tant que député. Deuxièmement, il a cité ce formidable exemple de l'Etat français qui emprunte à 3 % et prête à 8 % à des États en difficulté. Il s'agit là d'un formidable élan de solidarité avec les peuples en difficulté. Même en difficulté, nous essayons de leur piquer de l'argent de leurs poches. Enfin en troisième, je trouve, M. DOMERGUE, que vous manquez de respect envers les élus locaux. Je n'accuserai ni le Maire de Perpignan, ni celui de Sète, ni celui de Béziers, de Montpellier ou de Nîmes d'être le premier responsable de la situation économique catastrophique dans notre région comme dans le reste du pays et des bas salaires pratiqués en France. Je ne suis pas du tout d'accord avec vous. Je considère qu'il s'agit d'une façon peu honorable pour un député de se décharger ainsi envers les élus locaux, député qui est responsable d'une politique nationale dont les banques et les entreprises abusent. Cette politique nationale au service de ces banques et des entreprises détruit l'emploi, notamment dans les régions où nous en avons le plus besoin, réduit le pouvoir d'achat, notamment en direction des catégories de populations les plus pauvres. Quand vous dites qu'on ne s'en sort pas si mal en France, vous devriez écouter certains experts économiques et certaines politiques nationales qui sont en train de se mettre en place. Par exemple, au niveau mondial, un certain nombre d'États sont en train de se rendre compte qu'augmenter le pouvoir d'achat n'est pas une mauvaise chose, car cela permet de relancer la consommation. Vous devriez écouter plutôt que de considérer qu'il n'est pas si mal que la masse des Français soit en difficulté, à condition qu'un certain nombre de privilégiés en profitent de plus en plus.

Sur le budget de la Ville, je ferai deux remarques. Nous avons dit, dans le Débat d'Orientation Budgétaire, que nous souhaitons que la part réservée à tout ce qui concerne la jeunesse, notamment en matière de formation et d'école, soit préservée au maximum. M. LEVITA a dit qu'il y avait dans quelques-uns de ces domaines une augmentation budgétaire, et nous nous en félicitons. Vous avez souligné à juste titre l'enjeu que représente l'avenir de ces générations pour notre ville. Dans chaque responsabilité d' élu, nous nous préoccupons de la situation des plus défavorisés et des jeunes.

La seconde chose est que je ne suis pas du tout contre le discours de M. VIGUIE. Je crois que nous sommes dans des budgets à la fois de résistance par rapport à la politique gouvernementale, et en même temps qui vont plus loin que cela. A travers les budgets de cette Ville, nous avons à réfléchir et à travailler afin que le service public soit maintenu et représente quelque chose pour la population française. Il faut voir les attaques qu'il y a quand ce service public dépend directement de l'Etat. Par exemple, la politique au niveau du personnel de la Ville de Montpellier n'est pas celle de l'Etat au niveau de l'Éducation nationale, et je m'en félicite. Il faut des employés pour répondre aux besoins des populations. Nous arrivons à démontrer que même en période de crise, il est possible et nécessaire de maintenir les effectifs, y compris d'améliorer le sort de ces personnes, avec la suppression de la précarité. Tous ceux qui pensent devoir élargir l'action des services publics ont la place dans la réflexion. Le fond reste celui-là, même si nous ne sommes pas d'accord sur un certain nombre de questions ou de propositions.

Mais il reste un enjeu déterminant. Il y a la bataille du gouvernement pour affaiblir les moyens financiers des collectivités territoriales, mais il y a aussi la réforme de ces collectivités, qui n'est pas simplement une question d'argent. Il est question du pouvoir des élus, afin de les empêcher de mener la politique souhaitée par la population à travers les élections. Cela va aussi aggraver les choses. Merci.

Hélène MANDROUX : Avant de repasser la parole à M. LEVITA, M. DELAFOSSE voudrait réagir puisqu'il a été dit qu'il est un adjoint très malheureux...

Michaël DELAFOSSE : Merci. Le leader de l'opposition m'a interpellé sur la présentation du budget culture. Je voudrais l'inviter à de la crédibilité dans la lecture des chiffres. Il en a annoncé plusieurs, par exemple celui de la facture d'électricité qui serait de + 5 %. Enfin, quand on gagne 3 500 habitants par an, et surtout quand les tarifs d'EDF augmentent au-delà de raison à la fois pour les collectivités et pour les ménages, cela est normal. Attention à la lecture de vos chiffres. En matière de culture, cela est du même ordre. Il n'y a pas de baisse du budget culture. D'ailleurs, avez-vous senti dans la ville une baisse de la dynamique culturelle ? Dans l'exposé que vient de faire Max LEVITA, furent présentées de nouvelles opérations. N'est-ce pas vous qui, voilà un mois, avez pilonné la politique en faveur de la musique ? C'est un budget qui gère et qui, avec les moyens alloués, met en œuvre des politiques publiques de manière transversale et qui recouperont l'une des priorités absolues de ce budget qui est celle de la réussite éducative. Il n'y a donc pas de baisse drastique du budget de la culture. Je voudrais rassurer le leader de l'opposition, qui appelait Montpellier « la cohérente ». Je voudrais vous rappeler votre propre cohérence : vous voterez contre un budget qui fait une place relativement faible au déficit quand le budget de l'Etat aura un déficit abyssal, qui fait une politique d'investissement ambitieuse en faveur de l'emploi et du dynamisme économique quand le budget de l'Etat continue de réduire la voilure en matière d'investissement. Le débat budgétaire est un débat suffisamment grave pour être mené avec la rigueur qui s'impose.

Hélène MANDROUX : J'aimerais moi aussi répondre à M. DOMERGUE. De temps en temps, vous parlez de notre fameux « bouclier social » en revenant sur votre fameux « bouclier fiscal » à vous. Vous êtes en train de réfléchir encore à votre bouclier fiscal. Il y a même des élus de votre majorité qui, depuis un certain temps, vous faisaient comprendre que ce bouclier fiscal était peut-être à revoir. Nous ne sommes pas en train de revoir la copie de notre bouclier social, bien au contraire. Nous continuons, car nous avons compris dans quel mur nous allions si nous continuions avec votre politique. Votre gouvernement est aussi en train de revenir sur une autre décision que j'avais dénoncée ici : la semaine de quatre jours. Mon cher confrère, d'un point de vue médical, vous savez très bien que la semaine de quatre jours pour un enfant de maternelle ou de primaire est une aberration. Là aussi, par rapport à cette réforme, vous étiez en train de sacrifier toute une génération d'enfants. Je crois qu'il faut prendre le temps de la réflexion, et quand on prend des mesures, les prendre de façon solide et dans la durée, ce qui n'est pas votre cas. Tout à l'heure, M. VIGUIE disait que nous dénonçons. C'est vrai, nous dénonçons, et nous nous apercevons qu'avec le temps, même eux reviennent sur ce que nous avons dénoncé.

Max LEVITA : Je remercie les Présidents des groupes de la majorité, M. DUFOUR, M. TOUCHON et M. PASSET, que je félicite pour sa défense du service public. Mon cher collègue, nous sommes sur la même longueur d'ondes.

M. ROUMEGAS, je ne suis pas contre ce que vous dites. C'est sûr qu'il reste des besoins à satisfaire et qu'il faut faire toujours plus. Nous sommes d'accord, simplement, il va falloir trouver les moyens pour satisfaire les besoins pour cette année 2011. Et là, je proteste avec violence contre les affirmations de M. VIGUIE. Pour cette année, il n'y a aucune baisse des services rendus à la population. Je vous mets au défi d'en trouver dans tout notre budget. Alors, l'année prochaine, vous en trouverez peut-être, car je ne peux savoir les dotations de l'Etat, mais cette année, il n'y en a pas ! Au niveau des personnels, l'administration a convenu qu'elle pouvait faire avec un personnel constant. Vous ferez des analyses contradictoires quand le temps viendra.

M. VIGUIE, j'en viens à vous, car vous nous rappelez notre jeunesse, le temps où nous voulions faire des choses extraordinaires, changer la vie. Ecoutez, vous avez raison sur le pôle d'excellence, ce projet que promet l'Etat. C'est un piège, nous en sommes parfaitement conscients. Il est vrai que l'Etat va choisir un certain nombre d'universités et va en laisser tomber d'autres. Oui, nous le savons. Alors comment fait-on ? On dit qu'on s'en va et qu'on va pêcher à

la ligne ? Je suis désolé, nous avons été élus pour défendre cette ville, nous la défendons. Pour Ryanair, vous avez raison, il ne vaudrait mieux pas les soutenir. Le problème est que cet élément est demandé par une partie des éléments économiques de la région. Ensuite, vous voulez mettre tout en régie. Pourquoi pas ? Simplement, à l'heure actuelle, il existe des contrats, avec l'eau jusqu'en 2014, avec des entreprises qui gèrent les parkings. Nous ne sommes pas contre, mais ne pouvons rien faire tant que ces contrats ne sont pas finis. Nous verrons le moment venu.

Vous dites que les besoins sociaux deviennent des droits. Mon cher collègue, je vous renvoie à la convention sur l'égalité réelle du Parti socialiste. Je vous invite à adhérer à notre parti, car à ce niveau, nous sommes en parfaite concordance avec vous. Vous parlez de rapport de force, je vous dis d'accord. Préparons 2012 main dans la main, et le rapport de force sera en notre faveur.

M. DOMERGUE, je suis désolé, mon cher collègue, mais vous avez un mauvais conseiller qui vous fait dire des sottises. Premier point, la DGF. Excusez-moi, demandez à n'importe quel expert, mais il existe des moyens de calculer objectivement ce que l'Etat nous doit. L'Etat truande, et la persistance du crime ne fait pas disparaître le crime. Cela fait 5 ans que l'Etat ne tient pas compte de notre population exacte. Cela lui permet d'économiser, mais cela nous brime. Allez au Trésor, il y a des règles pour calculer la dotation globale de fonctionnement. Nous ne demandons pas de règle particulière, mais simplement l'application des règles.

En second point, vous dites qu'il est normal que l'Etat répercute sur les collectivités locales. Je suis d'accord. L'Etat est dans une situation difficile, il n'y a pas de raison que les Départements et les Régions soient dans une situation facile. Discutons-en. Nous sommes prêts à faire un effort. Mais là, on fait une réforme des collectivités locales qui va droit dans le mur et va être une catastrophe. Pour l'Agglomération, je comprends que vous n'ayez pas très bien compris le mécanisme. Les nouvelles règles donneraient à l'Agglomération de Montpellier une augmentation d'impôts de 18 millions. L'Etat, faisant une œuvre de péréquation, nous pique 18 millions parce que l'Agglomération est favorisée. Ce n'est pas parce que nous sommes pauvres. Sur l'abattement de 14 millions, l'Etat nous apporte 2 millions.

Le dernier point concerne le développement économique. Vous avez raison sur ce point, mais faites simplement l'impasse sur le développement extraordinaire qu'a connu notre Agglomération. Elle a fait une politique extraordinaire en matière de développement économique et de création d'entreprises. Il reste un point sur lequel nous butons, mais sur lequel la France entière bute. Nous avons créé un très grand nombre d'entreprises. Ces entreprises se développent, et puis il y a le mur des 50 salariés. Ces entreprises créées ne se développent pas suffisamment ; oui, il y a un problème à résoudre. Essayons de le résoudre. Je vous invite à vous expliquer sur les pharmaciens qui piquent 400 millions. C'est plus que sur les HLM. Vous lisez les journaux. Vous avez vu que Google, grâce à un montage astucieux entre l'Irlande, les Pays-Bas et les Bermudes, arrive à payer 2,4 % sur ses bénéfices. C'est là-dessus qu'il y a un travail à faire. Je vous invite à travailler sur la fraude fiscale. Mais cela voudra dire que vous donnez davantage de fonctionnaires au fisc. Il est vrai, et là je suis d'accord avec M. VIGUIE, que l'ensemble de ce qu'a établi le Conseil National de la Résistance est en train d'être détricoté lentement, mais sûrement. C'est pour cela, mon cher collègue, que je vous invite à ce que nous travaillions tous ensemble à 2012. Merci.

Pour : 48 (Majorité municipale)
Contre : 8 (UMP-NI + M. Viguié)
Abstention : 4 (Verts)
Adopté à la majorité

M. Moralès quitte la séance et donne procuration à M. Subra, Mme Dombre-Coste quitte la séance et donne procuration à M. Delafosse, M. Majdoul quitte la séance.

2 - Création et participation au réseau REVMED, réseau méditerranéen de collectivités pour l'évaluation des politiques publiques.

Max LEVITA : Dans un contexte économique de plus en plus difficile, il est nécessaire de procéder à l'évaluation des politiques publiques, de manière à ce que nous puissions vérifier l'efficacité, l'utilité, la cohérence et la pertinence de nos politiques.

Préambule

Quel que soit le niveau de collectivité, les élus doivent sans cesse arbitrer entre les missions de service public et les moyens dont ils disposent. Cette nécessité est d'autant plus forte que le contexte socio-économique pèse sur leurs marges de manœuvre et oblige les élus à prioriser leurs interventions.

En permettant d'apprécier de manière objective et transparente les différents aspects d'une politique, l'évaluation des politiques publiques locales se positionne comme un outil indispensable d'aide à la décision. Partie intégrante des pratiques de bonne gouvernance, elle contribue à l'amélioration de l'action publique au niveau stratégique et opérationnel.

La nécessité d'évaluer les politiques publiques locales s'impose donc plus que jamais.

L'évaluation est une démarche ambitieuse qui vise à comprendre l'ensemble des maillons d'une politique publique, de la définition des **objectifs jusqu'aux impacts finaux**, afin d'en apprécier son **efficacité**, son **efficience**, son **utilité**, sa **cohérence** et sa **pertinence**.

En cela elle dépasse la simple description des ressources et réalisations de l'action publique. Elle constitue donc un outil irremplaçable au service des différents acteurs des politiques publiques dans l'aide à la décision, mais également un outil démocratique au service des citoyens. C'est pourquoi elle se doit de respecter une méthode et une déontologie à même de garantir l'impartialité et la qualité de son jugement : indépendance, transparence, pluralité des points de vue, compétences.

C'est pour développer ces pratiques d'évaluation que le projet de réseau méditerranéen de collectivités pour l'évaluation des politiques publiques a vu le jour. Leur mise en œuvre requiert en effet, une expertise et des moyens qu'il apparaît judicieux de mettre en commun.

REVMED (Réseau d'Evaluation MEDditerranéen), un réseau de collectivités engagées dans le développement de la démarche d'évaluation

Le réseau qui se constitue aujourd'hui, autour des collectivités fondatrices a pour ambition de répondre à plusieurs préoccupations et besoins :

- Améliorer le management de nos politiques avec le souci d'une économie de moyens
- Développer une culture et une expertise communes
- Echanger sur des pratiques qui peuvent être différentes
- S'enrichir de regards extérieurs

Concrètement le réseau fonctionnera grâce aux ressources et compétences mobilisées par chaque

collectivité et ce sans contrepartie financière.

C'est volontairement que les membres fondateurs ont choisi de commencer ce travail en commun sans créer de nouvelle structure juridique, mais en se dotant d'une charte qui précise les principes et l'éthique mis en œuvre au sein du réseau et de règles pour un fonctionnement clair et optimisé.

Ces deux documents sont annexés à la présente délibération.

Les collectivités fondatrices sont :

- le conseil général de l'Aude
- le conseil général du Gard
- le conseil général des Pyrénées Orientales
- le conseil général du Vaucluse
- la Ville de Montpellier
- la communauté d'agglomération Béziers Méditerranée
- la communauté d'agglomération d'Alès
- la communauté de communes de la Vallée de l'Hérault

En conséquence, nous vous proposons :

- d'adopter la charte et les règles de fonctionnement jointes,
- d'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au réseau REVMED,
- de désigner Max Lévitte représentant de la Ville au sein des organes décisionnels du réseau REVMED,
- d'autoriser Madame Le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

Sortie des administrateurs de la SEML TaM : Mmes Souche, Prunier et MM Hervé Martin, Subra, Fleurence, Moralès. Mme Qvistgaard et M. Gély sortent de la séance.

3 - PARKING DES ARCEAUX Délégation de service public - Contrat d'affermage VILLE/TAM

Max LEVITA :

Le parking des Arceaux est un ouvrage de surface de 220 places, qui se situe dans le quartier des Arceaux, aux pieds du Peyrou et de l'Aqueduc. Il offre une capacité en stationnement non négligeable pour les riverains et les activités commerciales du quartier des «Arceaux ». C'est également un parking pour les chalands du centre-ville arrivant notamment par le Nord/Ouest.

Par délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2007, la Ville avait autorisé la société TAM à exploiter les emplacements situés sur la place des Arceaux pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le contrat de délégation de service public arrivant à échéance le 31 décembre 2010, il convenait de lancer la procédure de renouvellement de la délégation de service public pour la gestion du parking des Arceaux. Ainsi, par délibération du 08 février 2010, le Conseil Municipal a

enclenché cette procédure, en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

En mars 2010, les formalités de publicité effectuées, la Commission désignée par le Conseil Municipal pour la sélection du nouvel exploitant, a reçu la candidature de 2 sociétés : TAM (délégataire sortant) et EFFIA, qu'elle a retenues pour présenter une offre.

A l'issue de la remise des offres par les deux candidats dans les délais impartis, l'étude et l'analyse de ces dernières ont conduit la Commission, dans le cadre de son rapport motivé d'analyse des offres de septembre 2010, à poursuivre la procédure avec les sociétés EFFIA et TAM et d'engager les négociations sur un projet de contrat.

Après étude et discussions, la proposition de TAM s'est révélée en tous points la plus intéressante pour la Ville ; il est donc proposé de la retenir.

Les caractéristiques de la convention retenue sont les suivantes :

- la délégation de service public sous forme d'affermage ;
- une durée de 5 ans, soit du 1 janvier 2011 au 31 décembre 2015 ;
- des travaux de rénovation du parc pour un montant de 27 458€ HT à la charge du délégataire, TAM ; ces travaux prévoient notamment la rénovation, a minima au vu du devenir incertain de ce parking, du revêtement et la reprise partielle du marquage au sol ;
- une redevance pour TAM, composée d'une partie fixe garantie de 900 000€ HT et d'une partie variable dont le montant cumulé avec la partie fixe est d'au minimum 966 000€ HT ;
- une politique tarifaire équilibrée favorisant notamment le stationnement résident avec une augmentation de l'abonnement travail, de 95€ à 100€ et la mise en place de la formule « petit rouleur » en fonction du nombre de sorties mensuelles, compris entre 10 et 25 ; le résident se verra attribuer un tarif réduit de 20€ à 25€ au lieu de 50€/mois pour un abonné résident classique ;
- une gamme de services accessibles au public : toilettes publiques ; location et stationnement vélos ; bornes de recharge électrique ; tarif préférentiel accordé aux services location de véhicules d'autopartage ;
- la reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation du parking, conformément à la Loi ;

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante : assurant, dans le cadre d'une exploitation équilibrée, au-delà d'une redevance significative pour la Ville, une amélioration de la qualité du service rendu aux usagers, à hauteur des attentes de la Municipalité, en parallèle de tarifs et abonnements attractifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal, au vu des offres issues des négociations entreprises avec les sociétés retenues par la Commission de délégation de service public :

- d'approuver le choix de la société TAM comme nouveau délégataire du parking des Arceaux ;
- d'approuver les termes de la convention de délégation de service public telle que jointe en annexe à conclure avec ladite société;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le contrat de délégation de service public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Francis VIGUIE : J'aurai une intervention sur le fond par rapport au débat que nous venons d'avoir. Je n'émetts aucun doute sur l'appréciation entre TAM et EFFIA, là n'est pas la question. Mais je répète que je ne vois pas quel est l'argument réel qui fait qu'il faut mettre aujourd'hui les parkings en délégation publique, y compris celui des Arceaux qui fonctionne tout de même bien. Ce parking rapporte pas mal d'argent. Dans une période où on nous explique qu'il existe des difficultés liées à la crise, je ne vois pas pourquoi une Municipalité se priverait de ressources pour ensuite les ventiler sur du social ou autre.

Ensuite je vous rappelle, car nous étions déjà intervenus sur ce sujet à une autre époque, que dans le quartier, il existe une association qui a un projet pour ce parking. J'aimerais savoir où en est cette discussion avec cette association. J'ai beaucoup discuté sur la question du PLD où on m'a raconté beaucoup de blagues, entre autres où on m'a expliqué qu'il fallait éviter de faire des aspirateurs vers le centre-ville et qu'il fallait limiter la circulation dans le centre-ville. Je note tout de même que les parkings continuent. Heureusement, un organisme a décidé qu'il n'y aurait pas de parkings sous le Peyrou. Dans cette affaire, une association avait sollicité et proposé un choix de parc jardin. Ont-ils pu être entendus ?

Serge FLEURENCE : Ce parking des Arceaux correspond vraiment à une forte demande, puisqu'il est pratiquement toujours plein. Même les abonnés ont parfois quelques difficultés pour pouvoir y accéder. Vous notez qu'il n'y a pas de parkings sous le Peyrou. Si cela avait été le cas, effectivement, ce qui sert de parking à la place des Arceaux aurait pu être réaménagé en tenant compte du projet Vie Active des Arceaux. En ce qui concerne le PLD, Madame le Maire a vu l'association des habitants la semaine dernière, nous irons présenter tout cela à l'association Vie Active et nous verrons les décisions concernant le PLD en fonction de leurs demandes.

En ce qui concerne la gestion en régie des parkings, nous avons la chance de ne pas avoir ce parking des Arceaux en gestion, c'est-à-dire de ne pas en avoir les inconvénients. En revanche, nous avons une redevance assez importante. Nous n'avons donc pas les ennuis, mais recevons des bénéfices. Pourquoi boudier notre plaisir ? Ceci étant, il n'est pas exclu non plus un de ces jours, notamment pour le parking de l'Hôtel de Ville, d'avoir une régie, ce qui vous fera énormément plaisir.

Jean-Louis ROUMEGAS : Sur la mise en régie, je ne mettrai pas sur le même plan TAM, qui est une Société d'économie mixte, et Vinci ou Véolia. Ce n'est pas la même chose. Les Sociétés d'économie mixte font un travail acceptable et sont contrôlées par la puissance publique. En revanche, je ne peux que renchérir sur les propos de M. VIGUIE en ce qui concerne le projet d'aménagement des Arceaux. On ne peut pas le mettre en échange du parking du Peyrou. Le parking du Peyrou a été créé à l'époque où le parking Gambetta avait été noyé, et comme une solution provisoire. Cela n'avait jamais été conçu comme un parking qui devait durer. Nous disons donc qu'il ne faut pas le parking sous le Peyrou et si nous avons la circulade ou le ring, que nous appelons tous de nos vœux avec le tramway, le nord de l'écusson sera desservi sans avoir besoin d'aspirer les voitures ni au Peyrou, ni aux Arceaux. Si nous faisons d'ailleurs un plan de déplacement mieux partagé qui irait vers l'expulsion du centre ville et des zones comme les Arceaux du trafic de transit, la question ne se posera plus. Nous n'aurions plus aucune raison d'attirer des voitures aux Arceaux. Il vaudrait mieux fixer le cap dès maintenant. Je regrette que vous vous engagiez sur une période aussi longue. Cela signifie que jusqu'à 2015 rien ne va bouger. Cela n'est pas un bon signe.

Pour : 40 (Majorité municipale)
Contre : 8 (UMP-NI + M. Viguié)

Abstention : 3 (Verts)
Adopté à la majorité

Rentrée des administrateurs de la SEML TaM : Mmes Souche, Prunier et MM Hervé Martin, Subra, Fleurence, Moralès. Mme Qvistgaard et M. Gély reviennent en séance.

4 - Régie d'exploitation des maisons pour tous, municipalisation des activités, dissolution et dévolution du patrimoine à la Ville de Montpellier

Patrick VIGNAL : Ce soir, nous tournons une page de 30 ans. Les premières Maisons pour tous, lors des campagnes de Georges FRECHE, avaient pour but de développer les quartiers. 30 ans, ce n'est pas rien. Chaque Maison pour tous dépendait d'une fédération d'éducation populaire, ce que nous voulons d'ailleurs garder. En 1982, fut créée la Coordination fédérale des Maisons pour tous, avec M. LAPORTE comme principal animateur. En 1984, arriva la coordination municipale ; en 1992, une fédération ; et en 1997, une régie municipale dont vous m'avez confié la présidence. Il est vrai qu'aujourd'hui, dans une réflexion où vous voulez mettre de l'humain dans l'urbain, dans une réflexion où nous avons envie que le citoyen s'implique plus et où nous voulons répartir mieux les richesses, vous avez décidé que cette régie soit municipalisée. Je voudrais remercier l'ensemble du Conseil municipal et Madame le Maire, car effectivement, ce ne sont pas toutes les Villes en France qui ont envie d'internaliser cette régie. Ce n'est pas rien, cela correspond à 250 pleins temps. De cette stratégie découle encore plus de service public au service du citoyen.

La régie d'exploitation des maisons pour tous créée par délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 25 septembre 1995, sous l'emprise des dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, est une régie personnalisée à caractère administratif.

Ces statuts ont été modifiés à la suite de l'entrée en vigueur du décret n° 2001-184 du 23 février 2001, afin de mettre ceux-ci en conformité avec le nouvel état du droit.

Dès son origine, cet organisme s'est doté, pour assurer ses missions, de personnels de statut privé et de fonctionnaires territoriaux mis à disposition par la Ville.

Le travail de fond réalisé par la régie d'exploitation des maisons pour tous a permis à la fois de dynamiser les territoires et de conduire de nombreuses actions qui ont marqué la vie socio-culturelle de Montpellier.

Cependant, la structure actuelle de la régie mêlant une activité de nature administrative avec des personnels relevant du droit privé, est juridiquement contestable.

Aussi, sans aucunement remettre en cause l'offre faite aux publics concernés d'activités culturelles, sociales, sportives, éducatives et de loisirs, il est apparu indispensable de clarifier le statut de leur structure.

Cet état des lieux a conduit naturellement la Ville à rechercher un nouveau mode d'organisation :

- En reconfigurant les moyens mis à disposition tant de la Ville que des acteurs locaux demandeurs de plus d'expertise et de compétences variées pour venir en appui à leur propre capacité d'interventions,

- En prenant acte des spécificités des territoires composant la Ville en matière de besoins de la population dans les secteurs sportifs, culturels, éducatifs et sociaux, et de la nécessité de développer les partenariats dans ce domaine,
- En concentrant les moyens humains et matériels au sein d'une même entité globale pour renforcer leur coordination, leur réactivité et leur efficacité.

Ce constat a amené la Ville à envisager la municipalisation des activités assumées par la régie d'exploitation des maisons pour tous, et donc la dissolution de cette dernière.

Cette municipalisation permet de résoudre la problématique juridique d'organisation tout en maintenant la nature de l'offre de services au public.

Ce transfert d'activités implique la dissolution de la régie d'exploitation des Maisons pour Tous en tant qu'organisme autonome.

Comme conséquence de cette dissolution, l'actif et le passif de la régie seront repris dans les comptes de la Ville de Montpellier.

De même, il sera procédé à la dévolution de la totalité de ses droits, biens et obligations à la Ville de Montpellier, collectivité de rattachement.

Dans ce cadre général, la question du personnel sera réglée par les dispositions de l'article L 1224-3 du code du travail. Elles assurent les conditions de reprise desdits salariés dans le respect des dispositions générales applicables au statut de la fonction publique territoriale, tout en garantissant le maintien des clauses substantielles des contrats initiaux.

Outre le maintien du niveau élevé de qualité de service public rendu aux usagers, une telle municipalisation est de nature à permettre à terme une optimisation des compétences et des moyens humains et matériels municipaux mis à disposition de l'animation des territoires de la Ville.

Consulté conformément aux articles L 2323-1 et suivants du code du travail, le comité d'entreprise de la régie lors de sa séance exceptionnelle du 1er décembre 2010 a rendu un avis favorable au projet présenté à l'unanimité de ses membres.

Le conseil d'administration de la régie a également été consulté en application de l'article R 2221-18 du code général des collectivités territoriales.

Le comité technique paritaire de la Ville a été consulté sur ce dossier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la municipalisation des activités dévolues initialement à la régie d'exploitation des maisons pour tous,
 - D'approuver, en conséquence, la dissolution de ladite régie prenant effet au 1^{er} janvier 2011 ;
 - D'approuver la dévolution subséquente à la Ville de Montpellier de l'ensemble des droits, biens, obligations et contrats de la régie à compter de cette même date ;
 - D'approuver le transfert à cette même date du personnel de la régie dans le respect des dispositions de l'article L 1224-3 du code du travail et de celles régissant le statut de la fonction publique territoriale ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphane MELLA : Je me félicite de voir que M. VIGNAL a longuement expliqué qu'il ne fallait pas s'inquiéter pour le personnel, dont acte. On lui fait confiance. Je voulais juste dire que

certaines personnels s'inquiétaient du basculement du statut privé au statut public. Je vous fais confiance pour vous assurer que le basculement se fasse dans les meilleures conditions. S'il s'agissait d'une difficulté juridique portant sur le statut de droit privé, le statut de la fonction publique territoriale permet bien évidemment de récupérer les contrats à plein temps ainsi que les contrats à mi-temps. Dans la territoriale, vous avez même une possibilité que l'on n'a pas dans la fonction publique d'Etat, c'est-à-dire permettre à des agents qui sont à moins que du mi-temps de travailler. Vous avez même la possibilité de les titulariser. Si effectivement, le basculement se fait sans aucun souci d'un point de vue social pour le personnel, nous nous en félicitons. Je suis particulièrement content de voir qu'on re-municipalise des services. Nous pouvons aussi faire des gains au niveau de l'efficacité.

Hélène MANDROUX : M. MELLA est un représentant des structures syndicales qui s'est toujours battu pour les agents. Il sait ce qu'est une bataille. Je voulais vous dire que toutes les centrales ont voté à l'unanimité des centrales. M. VIGUIE, êtes-vous d'accord ?

Francis VIGUIE : Nous pouvons en tirer des enseignements. La question de la régie est possible si nous en discutons. Evidemment, un des problèmes pour le personnel est que tout le monde n'était pas à temps plein. C'est tout de même une activité un peu particulière. Pour ceux qui étaient à temps plein, passer de droit privé en droit public n'est déjà pas simple. Avoir les Maisons pour tous en Mairie me semble une bonne initiative. Il reste un certain nombre de choses à revoir aujourd'hui, mais cela est normal.

Pour : 59

Adopté à l'unanimité

M Mella, Vignal, et Mme Fourteau quittent la séance

5 - Convention locale - CitésLab, le réseau d'amorçage de projets

Marc DUFOUR : Il s'agit du renouvellement d'une convention.

Le Service d'amorçage de projet porté par l'association Boutique de Gestion BGE Montpellier permet une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires, définis dans le CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale), visant à développer le nombre de porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Ce service permet de :

- Déterminer les potentiels de projets en adéquation avec le territoire,
- Favoriser l'information de proximité des dispositifs de financement de la création d'entreprise.
- Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs locaux pour la création d'entreprises,
- Informer la population et des acteurs locaux des services proposés,
- Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises,
- Aider les personnes à formuler leur idée,
- Les faire entrer dans une démarche de construction de projet,
- Les orienter ensuite vers les services adaptés à leur besoin,
- Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou les institutions ressources.

Cette action lancée en 2007 est soutenue par la Caisse de Dépôts et Consignation, l'Etat, le Conseil Général de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier dans le cadre de l'appel à projet du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Compte tenu du bilan très positif de cette action, il a été décidé par les différents partenaires de proposer la reconduction de cette convention de partenariat 2008-2010.

Une nouvelle convention triennale 2011-2014, annexée en pièce jointe, précise donc le mode de fonctionnement de ce service et l'engagement des différents partenaires.

Il est donc proposé qu'au titre de cette action la ville renouvelle ses précédents engagements, à savoir:

- Mettre à disposition de l'agent d'amorçage les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences notamment au sein des Maisons pour tous des quartiers concernés
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers,
- Appuyer la démarche de l'agent d'amorçage auprès des différents organismes intervenant sur chacun des quartiers concernés.

Le co-financement de l'action fera l'objet d'un vote annuel en Conseil Municipal.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer cette convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS : Je propose de profiter de cette affaire pour adresser une requête à M. DUFOUR. Pourriez-vous nous faire un marché de Noël plus beau, plus digne de Montpellier ? Cette année, je le dis sans malveillance, nous sommes tombés dans le quantitatif, mais vraiment pas dans le qualitatif. Tout le monde le dit, on ne peut plus circuler sur la Comédie. Il n'y a aucune sélection en termes qualitatifs. On trouve des breloques qui viennent de partout. La qualité et la beauté des stands laissent vraiment à désirer. Allez voir ce qui se fait à Strasbourg ou en Allemagne. Je crois que Montpellier mérite mieux que ce supermarché de Noël. Il s'agit d'une requête sans aucune malveillance, mais qui correspond à une demande des Montpelliérains. Au passage, le sapin de Noël en fil de fer n'est pas le plus heureux non plus, je préférerais un vrai sapin.

Hélène MANDROUX : M. ROUMEGAS, vous devriez être pour, car cela fait un sapin de moins de coupé !

Marc DUFOUR : D'abord, sur le sapin de Noël, effectivement, voilà quelques années, nous recevions des lettres assez virulentes contre ces arbres de 30 ou 50 ans qui étaient coupés pour un mois de décoration place de la Comédie. Je pensais qu'un tel arbre recueillerait le soutien de personnes comme vous, qui se battent pour le développement durable.

Pour ce qui est du marché de Noël, cette année, pour la première fois, c'est une commission de sélection composée de représentants de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, des commerçants et des agents de la Ville qui a procédé à l'étude de 450 dossiers pour 160 places. Jusqu'à présent, cela était fait d'une manière beaucoup plus interne. Comme nous avons été critiqués sur un certain nombre de choix, cette année, les critères de sélection ont été

définis : la qualité des produits, leur attachement à Noël et la qualité des stands ont été retenus. Je m'étonne donc de cette critique. Il est vrai que les chalets sont un peu moins sympathiques que ceux de l'année dernière, mais sinon, au niveau de la qualité des produits, je pense qu'un effort considérable a été fait dans la sélection. Ce n'est pas un supermarché. Nous avons eu des remarques très positives de la part des Montpelliérains, que je tiens à votre disposition sur le blog de la Ville de Montpellier. Si vous regrettez comme moi la suppression de la patinoire, nous tenterons l'année prochaine de la remettre en place. Il s'agissait d'un élément ludique et agréable. Les contraintes budgétaires ont mené à sa suppression. Nous essaierons de trouver l'année prochaine d'autres animations que nous tenterons de financer à l'aide de partenariats publics-privés avec des entreprises. Au-delà de cela, je vous rassure, les retours que j'ai des Montpelliérains sont extrêmement positifs.

Philippe SAUREL : Sur ce sujet, je voudrais très rapidement conforter l'avis de M. DUFOUR. L'autre jour, il y avait à la télévision un reportage passionnant sur les marchés de Noël dans les villes. Un certain nombre de villes, comme la nôtre, ont fait le choix de mettre en régie un marché municipal, c'est-à-dire organisé par les services de la Ville. D'autres villes ont confié ce marché à un privé. Ce qui résultait de cette enquête était que, justement, là où les choses étaient privées, ne ressortait que le profit et la super-marchandisation des stands. Je rejoins donc M. DUFOUR, et je crois que le choix de la Ville de le faire en régie est courageux.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

6 - Réalisation du pont de la République et élargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat - Bilan de la concertation - Arrêt des projets et mise à disposition du public

Philippe SAUREL :

1. Rappel :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpelliérain depuis de nombreuses années a amené la Ville à organiser son développement dans le cadre d'un vaste projet urbain dont l'opération Port Marianne, développée sur plus de 400 hectares à l'est de Montpellier, constitue un des éléments principaux.

Ce développement urbain, initié au début des années 1980 avec le projet Antigone, puis Richter et Consuls de Mer dans les années 1990, se poursuit aujourd'hui par la réalisation des quartiers du nouvel hôtel de ville, Jacques Cœur et Parc Marianne et, demain, par les quartiers Rive Gauche et République. Ces opérations s'organisent dans le cadre d'un schéma d'aménagement général s'appuyant en particulier sur un maillage hiérarchisé de voiries primaires et de desserte, imaginé dès l'origine du projet Port Marianne et fixé depuis 1990 dans le document d'urbanisme de la Ville sous forme d'emplacements réservés.

A ce jour, certaines de ces voies sont réalisées ou en cours de requalification (avenue Marie de Montpellier, Avenue du Mondial 98, avenue Raymond Dugrand) et d'autres restent à réaliser

(avenue Théroigne de Méricourt, avenue Nina Simone, pont de la République, avenue Germaine Tillon (à l'emplacement de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local ou VFIL).

Ce schéma viaire, connecté au reste du réseau de la ville et de l'agglomération, fait l'objet d'une mise en œuvre opérationnelle progressive, au fur et à mesure du développement des nouveaux quartiers et des besoins de desserte des nouvelles constructions.

Aussi, dans la perspective de la livraison du futur hôtel de ville en 2011, de la poursuite de l'aménagement des quartiers Jacques Cœur et Parc Marianne jusqu'en 2015, ainsi que de la livraison des premiers logements des quartiers Rive gauche et République en 2012 et 2014, l'achèvement opérationnel du schéma viaire de Port Marianne devient aujourd'hui une nécessité. Cette nécessité est confirmée par les conclusions de l'étude de circulation confiée par la Ville au bureau d'études EGIS, réalisée au 1^{er} semestre 2009.

Cela consistera à réaliser :

- l'élargissement et l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès,
- l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez (pont de la République) et l'avenue du pont Trinquat,
- le nouveau pont sur le Lez (pont de la République),
- l'avenue Théroigne de Méricourt, en rive gauche du Lez, permettant de se connecter à la future place Pablo Picasso, elle-même reliée aux avenues Raymond Dugrand et Nina Simone.

L'état actuel d'avancement des procédures d'aménagement relatives à ces opérations peut se résumer comme suit :

- l'avenue Raymond Dugrand est en cours de réalisation et l'avenue Nina Simone, située dans sa perpendiculaire, fait actuellement l'objet d'études complémentaires avant l'engagement des travaux programmés en 2011,
- l'avenue Théroigne de Méricourt fait elle aussi l'objet d'études et les travaux sont envisagés courant 2012,
- l'engagement des procédures relatives à l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès a été décidé par délibération du Conseil municipal lors de sa séance du 26 juillet 2010 et les études sont en cours,
- enfin, la réalisation du pont de la République et l'élargissement et réaménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du pont Trinquat) qui font l'objet de la présente délibération.

La construction du pont de la République a été décidée par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009, qui en a confié les études et la réalisation à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche. L'élargissement et le réaménagement de la rue des Acconiers a également été confié à la SERM par un avenant n°7 à la convention publique d'aménagement de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer approuvé lors du Conseil municipal du 9 février 2009.

Considéré comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain, le principe d'élargissement et d'aménagement de la rue des Acconiers et la réalisation du pont de la République a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne puis traduit sous forme d'emplacement réservé dans les documents d'urbanisme successifs de la Ville. Aujourd'hui encore, ces aménagements font l'objet, avec l'avenue Théroigne de Méricourt, de l'emplacement réservé C37 du plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006.

En termes de programme, les objectifs de ces aménagements consistent notamment à :

- poursuivre la politique de développement urbain responsable de la Ville en anticipant les questions de desserte des futures constructions et en offrant aux futurs habitants du secteur et à l'ensemble des montpelliérains un maillage viaire performant et évolutif ;
- construire un nouveau pont sur le Lez et élargir la partie de la rue des Acconiers située dans son prolongement afin d'achever le bouclage du réseau viaire de Port Marianne et assurer sa continuité vers la rive droite du Lez et l'ouest de la ville ;
- élargir et réaménager la rue des Acconiers pour assurer notamment le confort et la sécurité des piétons et des cycles en cohérence avec les dispositifs existants sur le reste du réseau ;
- constituer un nouveau moyen de franchissement du Lez pour l'ensemble des usagers (piétons, cycles, véhicules motorisés), afin d'offrir un moyen d'accès plus direct au centre ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac ;
- diffuser une partie du trafic sur le pont de la République et la rue des Acconiers pour limiter la saturation des carrefours Ernest Granier et Moularès/Antonelli, points névralgiques du réseau viaire à l'échelle de la ville ;
- permettre, par la rue des Acconiers réaménagée, la desserte du projet autour du futur hôtel de Ville et notamment de l'extension de la ZAC Consuls de Mer en cours d'étude (entre 400 et 600 logements prévus à terme).

Les caractéristiques des deux ouvrages à réaliser sont les suivantes :

- le pont de la République aura une largeur d'environ 17 mètres, pour une longueur d'environ 75 mètres. Il pourra ainsi accueillir confortablement piétons, cycles, et véhicules motorisés (une voie de circulation dans chaque sens) et sera raccordé à l'ensemble des réseaux de déplacement ;
- la rue des Acconiers, actuellement d'une largeur de 3 mètres sans trottoir, sera réaménagée sur une largeur d'environ 23 mètres avec une voie à double sens de circulation, de larges trottoirs accessibles et sécurisés, des pistes cyclables reliées au reste du réseau et du stationnement bilatéral.

2. Concertation

Considérant la continuité et la complémentarité de leur aménagement, une concertation auprès du public a été organisée de manière concomitante sur les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement de la rue des Acconiers. En application des dispositions des articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme, cette concertation s'est déroulée du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010 conformément aux objectifs programmatiques et aux modalités adoptés par délibération du Conseil municipal en date du 26 juillet 2010.

La concertation s'est organisée selon les modalités suivantes :

- une mise à disposition du public du dossier relatif au projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat, du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010 inclus. Les dossiers soumis à la concertation comprenaient les éléments suivants :
 - élargissement/réaménagement de la rue des Acconiers :
 - notice explicative du projet d'aménagement,
 - plans : plan de situation, plan de masse, profil en travers type et schéma de circulation,
 - projet d'étude d'impact,
 - estimation sommaire des dépenses,
 - réalisation du pont de la République :
 - notice de présentation et programme du projet d'aménagement,

- plans : plan de situation, périmètre du projet, profil en travers type et schéma de circulation,
 - étude de faisabilité du projet.
- une réunion publique de concertation organisée le mercredi 10 novembre 2010 à la mairie de Montpellier (salle Urbain V). Lors de cette réunion, les documents suivants ont notamment été présentés :
- un plan de localisation du projet et un schéma de circulation du secteur permettant de présenter le positionnement de ces opérations au sein du territoire montpelliérain et leur articulation avec l'ensemble des quartiers adjacents et des réseaux de déplacements ;
 - des extraits graphiques des documents d'urbanisme de la ville de Montpellier montrant l'antériorité de la planification des aménagements envisagés (depuis le plan d'occupation des sols de 1990 jusqu'au plan local d'urbanisme de 2010), et faisant apparaître l'emplacement réservé C37 destiné à la création d'un nouvel axe constitué par la rue des Acconiers, le pont de la République et l'avenue Théroigne de Méricourt ;
 - un plan du projet d'aménagement envisagé pour la rue des Acconiers ;
 - les profils en travers pour chacun des deux ouvrages (rue des Acconiers et pont de la République), permettant d'appréhender la manière dont seront organisés les différents usages des futures voies.
- des avis
- parus dans la presse :
journal « l'Hérault du Jour » du 30 octobre 2010 ;
journal « Midi Libre » du 31 octobre 2010 ;
hebdomadaire « La Gazette de Montpellier » du 28 octobre au 3 novembre 2010;
 - le journal municipal « Montpellier Notre Ville » n°351 du mois de novembre 2010.
 - parus sur Internet :
 - site « Montpellier.fr / Mairie en ligne » à partir du 28 octobre 2010.

Le bilan de la concertation, annexé à la présente délibération, reprend et analyse les remarques du public sans faire apparaître d'opposition de la population au projet de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) qui lui a été présenté.

Le caractère d'intérêt général du projet n'a pas été remis en cause.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le bilan de la concertation organisée auprès du public sur les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) qui lui ont été présentés ;
- d'arrêter les projets de réalisation du pont de la République et d'élargissement/aménagement de la rue des Acconiers (section entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat) ;

- de dire que ces dossiers seront mis à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie au public ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à l'unanimité

7 - ZAC Port Marianne-Consuls de Mer - Elargissement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat - Arrêt du dossier d'enquête publique relative à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique - Arrêt du dossier d'enquête parcellaire

Philippe SAUREL : La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer, initiée au début des années 1990 le long de la rive droite du Lez et dans le prolongement du quartier d'Antigone, a d'ores et déjà permis la construction de près de 3 000 logements, de bureaux, de commerces de proximité, ainsi que de nombreux équipements publics, dont notamment l'hôtel de Police Nationale, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, et le futur hôtel de Ville de Montpellier en cours d'achèvement.

La réalisation de cette opération s'est organisée en trois périmètres successifs depuis 1993, dont le dernier en date a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 2008 et a porté la superficie totale de la ZAC à environ 25 hectares.

Ce secteur, qui constitue la 3^{ème} phase de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, est situé au sud de la ZAC existante, dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville et de son parc. Sa réalisation a été confiée à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) via un avenant n°7 à la convention publique d'aménagement dont les termes ont été approuvés par le Conseil municipal par délibération du 9 février 2009.

Sur une superficie d'environ 4 hectares, cette extension a notamment pour objectifs d'assurer une continuité urbaine avec les programmes de la ZAC existante et de poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'opérations de logements et de bureaux autour du futur hôtel de ville. Elle a également pour objectif d'organiser la densification de l'urbanisation à proximité des lignes 1 et 3 du tramway qui la bordent et de contribuer ainsi à satisfaire la demande en logements toujours croissante sur la ville, en particulier en matière de logements sociaux (25 % de logements sociaux minimum seront construits).

Cette extension de ZAC prévoit enfin la réalisation des infrastructures de voirie nécessaires à la desserte de l'opération, et notamment ses accès ouest (avenue Germaine Tillion) et sud (rue des Acconiers).

L'avenue Germaine Tillion a fait l'objet d'un projet d'aménagement conjoint à la ligne 3 du tramway qui la borde, dont les travaux sont en cours de réalisation.

La rue des Acconiers, dont la configuration actuelle est héritée du temps où ce secteur des bords du Lez constituait la limite de la ville, est une voie étroite de 3 mètres de large desservant en impasse quelques habitations. L'aménagement de cette rue, prévu dans le cadre de la mise en œuvre du projet urbain Port Marianne, a été défini et traduit dans les documents d'urbanisme au début des années 1990.

La réalisation prochaine de l'avenue Théroigne de Méricourt en rive gauche du Lez et du pont de la République, dont la mise en service est prévue au premier semestre 2013, nécessite d'engager dès aujourd'hui le réaménagement de la rue des Acconiers dans le prolongement de ces ouvrages, sur sa section comprise entre l'avenue du Pont Trinquat et le Lez (longueur d'environ 250 mètres).

Ce réaménagement permettra d'assurer non seulement la desserte des opérations alentours mais aussi d'achever le maillage des liaisons inter-quartier entre Port Marianne et les Prés d'Arènes, telles que projetées dans le schéma directeur d'aménagement du secteur défini au début des années 1990.

Prenant en compte le projet du pont de la République, l'aménagement de la rue des Acconiers consistera à élargir l'emprise de la rue afin d'organiser l'ensemble des fonctionnalités d'usage de l'espace public, tant en regard du développement urbain environnant que des impératifs de sécurité et de développement durable liés à chaque mode de déplacement. Suivant ces objectifs, le profil en travers de la nouvelle voie se déclinera selon ce principe : deux voies de circulation automobile en double sens (3 mètres d'emprise par sens de circulation), stationnement bilatéral, plantation d'arbres d'alignement et dégagement d'espaces confortables affectés aux modes de déplacements doux (piétons et cycles). L'ensemble ainsi aménagé concernera une emprise d'une largeur totale d'environ 23 mètres.

Le projet d'aménagement prévoit également la réalisation des réseaux secs et humides aptes à répondre aux nouveaux besoins d'assainissement et de consommation et nécessaires au maillage cohérent de ce secteur avec le reste de la ville (eaux pluviales, eaux usées, électricité, gaz...).

Une concertation du public a été organisée du 3 au 23 novembre 2010 sur le projet d'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat, conformément aux articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme. L'arrêt de ce projet et la présentation du bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu font l'objet d'une autre délibération inscrite à l'ordre du jour de la présente séance du conseil municipal.

La maîtrise foncière n'étant pas à ce jour totalement assurée par la collectivité sur l'emprise du projet, la Ville de Montpellier doit solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la région Languedoc Roussillon, sa déclaration d'utilité publique et l'organisation préalable de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire qui s'y rattachent.

Le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à la protection de l'environnement annexé à la présente délibération contient, conformément aux articles R.11-3-I et R.11-14-2 du code de l'expropriation :

- une note explicative,
- le plan de situation,
- le plan général des travaux,
- les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants,
- l'appréciation sommaire des dépenses,
- une étude d'impact,
- un document mentionnant les textes qui régissent l'enquête et indiquant la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

Le dossier d'enquête parcellaire ci-annexé contient, conformément à l'article R.11-19 du code de l'expropriation :

- un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments,
- la liste des propriétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'arrêter le dossier d'enquête publique relatif à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que le dossier d'enquête parcellaire relatifs à l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat ;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la région Languedoc Roussillon, d'engager les procédures administratives préalables et d'ouvrir conjointement l'enquête publique relative à la protection de l'environnement et préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez et l'avenue du Pont Trinquat, ainsi que l'enquête parcellaire ;
- de solliciter de Monsieur le Préfet la déclaration d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité qui se rattachent à cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

8 - Accession aidée à la propriété : Attribution de subventions au titre du dispositif Prêt Pass Foncier

Philippe SAUREL : Cette convention permet à des jeunes couples d'accéder à la propriété, ce à quoi ils ne pourraient pas parvenir sans l'aide de la Ville. 26 foyers sont concernés aujourd'hui et 80 000 euros accordés.

La Ville de Montpellier s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique en faveur de l'accession sociale à la propriété qui vise à :

- développer une offre accessible pour des ménages qui ne trouvent pas de produits adaptés à leurs ressources sur le territoire de la Ville de Montpellier,
- favoriser les parcours résidentiels positifs en proposant une offre diversifiée, notamment pour des ménages sortant du parc locatif social,
- libérer des logements locatifs.

Afin de compléter et renforcer cette politique, le conseil municipal a approuvé par délibération en date du 3 mai 2010 la mise en œuvre du dispositif Prêt Pass Foncier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier s'est engagée à attribuer à des ménages à revenus modestes une aide financière complémentaire au Prêt Pass Foncier porté par les organismes du 1% logement au titre des opérations dites « accédants ».

Une convention de partenariat spécifique a été signée le 30 juillet 2010 avec le Groupe CIL UNICIL, CIL référent pour la mise en œuvre du dispositif en lien avec le CIL CILEO partenaire de l'action, afin de définir notamment les modalités de soutien financier apporté par la Ville de Montpellier.

A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à participer financièrement aux projets présentés par les accédants selon les critères suivants :

Par rapport aux accédants :

- être primo accédant de sa résidence principale,
- respecter les plafonds de ressources du PLSA (prêt social location accession),
- respecter les caractéristiques d'éligibilité au Prêt Pass Foncier.

Le montant de la subvention a été fixé à 3000 euros pour un logement destiné à être occupé par un ménage de 1 à 3 personnes et 4000 euros pour un ménage de 4 personnes et plus.

Par rapport aux logements éligibles :

Par délibérations du conseil municipal en date des 26 juillet et 4 octobre 2010, trois programmes immobiliers ont fait l'objet d'un agrément prévoyant des logements éligibles au Prêt Pass Foncier et en conséquence à l'aide de la Ville.

Ces programmes, situés sur la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, sont les suivants :

- Ilot 17A, attribué au promoteur BOUYGUES Immobilier pour la programmation de 13 logements pouvant bénéficier de la subvention spécifique Pass'Foncier de la Ville.
- Ilot 17B, attribué au promoteur KAUFFMAN & BROAD L.R pour la programmation de 6 logements pouvant bénéficier de la subvention spécifique Pass'Foncier de la Ville de Montpellier.
- Ilot 17C, attribué au promoteur GROUPE ARCADE SFHE pour la programmation de 18 logements pouvant bénéficier de la subvention spécifique Pass'Foncier de la Ville.

Faisant suite à l'expertise de la faisabilité des projets d'accession par les CIL UNICIL et CILEO, 13 demandes de subventions éligibles à l'aide de la Ville de Montpellier pour un montant total de 40 000 euros ont été transmises.

En conséquence, il est proposé :

- D'attribuer 13 subventions pour un montant total de 40 000 € aux ménages dont la liste ainsi que le montant de la subvention sont annexés à la présente délibération, sous réserve de l'octroi définitif des prêts Pass foncier.
- D'indiquer que chaque subvention attribuée sera déposée auprès d'un notaire sur un compte séquestre au nom du bénéficiaire et sera versée au ménage lors de la signature de l'acte authentique constatant le transfert de propriété.
- De prélever ces sommes prévues au budget de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

9 - ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde - Agrément de candidature ROXIM Management (îlot J1)

Philippe SAUREL : La société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée comme concessionnaire de l'opération ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde par

délibération du conseil municipal en date du 30 mars 1998 afin d'en réaliser les études et les aménagements.

Ces études ont été confiées à Christian de Portzampac, architecte. Les dossiers de création et de réalisation de ZAC ont été approuvés par délibérations du conseil municipal respectivement du 20 décembre 1999 et du 29 septembre 2000. Une procédure d'extension de la ZAC sur l'îlot Z, correspondant aux anciens terrains de l'ASPTT a été engagée, et le dossier de réalisation y afférant a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005.

L'objet de cette opération est de réaliser, dans le cadre du projet urbain Port Marianne, un nouveau quartier à vocation principale d'habitat, sans toutefois exclure les activités, notamment le long des voies primaires (avenue Pierre Mendès France et avenue du Mondial 98).

Cette ZAC est entrée en phase opérationnelle en 2003 avec, toutefois, une première réalisation de bureaux dès l'année 2000.

La SERM propose, conformément à la convention publique d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de ROXIM Management en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs dans cette ZAC.

- Dénomination du candidat : ROXIM Management
Espace Pitot
230 place Jacques Mirouse
Bât. E
34000 Montpellier
- Localisation : Ilot J1
ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde
- Parcelles cadastrées : Section DL n°525a et 514a
- Nature du projet : Environ 76 logements collectifs
- SHON maximale : 5 500 m² dont 2 090 m² SHON en accession à la propriété aidée
- Surface maximale constructible : 5 700 m²

La SERM précise que la candidature de ROXIM Management prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est demandé :

- d'approuver la candidature de ROXIM Management en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs sur l'îlot J1 de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

10 - ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature 1ère tranche lot 5C - ACM

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipe ment de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM.

Maître d'ouvrage : A.C.M.

407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°86 et 116 p

Surface du lot : 1 141 m²

Nature du projet : 38 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 2890 m² SHON

3035 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature d'A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

11 - ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - 1ère tranche lot 7BisB - ACM

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM.

Maître d'ouvrage : A.C.M.
407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°8p et section PC n°160

Surface du lot : 666 m²

Nature du projet : 15 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 1085 m² SHON
1100 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'agréer la candidature d'A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

12 - ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - 3ème tranche lot 10B - ACM

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004.

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur

les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM.

Maître d'ouvrage : A.C.M.
407, avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°196p

Surface du lot : 1760 m²

Nature du projet : 46 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 3378 m² SHON
3730 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature d'A.C.M.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56
Adopté à l'unanimité

Mme Fourteau revient en séance

13 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville- Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux des lots 6.2, 7, 9, 10, 15, 19, 21 ,22, 26, 29, 31, 32

Philippe SAUREL : Cela représente toute une série d'actions sur le nouvel Hôtel de Ville. Cela concerne les façades, le réseau informatique qui a été modifié, les salles techniques, la peinture, la sécurité et l'accessibilité. Nous avons été contraints à un certain nombre d'actions afin d'être dans les normes et de faire bénéficier le nouvel Hôtel de Ville de nouvelles technologies. Cet avenant est d'ailleurs intégré dans les prévisions qui faisaient partie du financement de l'Hôtel de Ville. Je rappelle que l'enveloppe que nous avons dédiée à ce nouvel Hôtel de Ville est de 128 millions d'euros. Nous sommes toujours dans l'enveloppe des 128 millions d'euros, mais nous avons fixé un plafond maximum de 130 millions d'euros que nous n'atteignons pas aujourd'hui.

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques. L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} février 2005.

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises LABASTERE – DL Pyrénées et l'entreprise sous traitante LAUBEUF SA, pour assurer les travaux du lot 6 : « Vêtages - Brises soleil fixes - Menuiseries extérieures ». Par avenant n°1, les travaux du lot 6 ont été transférés de la société LABASTERE à la société LABASTERE 64.

Par avenant n°2, la partie de travaux « vêtages inox et Brises Soleil fixes » a fait l'objet d'une cession par le groupement à l'entreprise LAUBEUF SA. Ces lots ont été rebaptisés :

6-1 : Menuiserie extérieures et brises soleil

6-2 : Vêtages et brises soleil fixes

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise LAUBEUF SA, pour assurer les travaux du lot 7 : « Grandes Façades ».

Par délibération du Conseil Municipal du 4 février 2008, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise SODAC pour assurer les travaux du lot 09 : « Cloisons doublage Plâterie ».

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise CLESTRA, pour assurer les travaux du lot 10 : « Cloisons démontables ».

Par délibération du Conseil Municipal du 26 juillet 2007, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise SODIFRA Agencement, pour assurer les travaux du lot 15 : « Parquet et Platelage bois ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, pour assurer les travaux du lot 19 : « Peinture revêtement muraux et sols ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise FONTBONNE & FILS SAS, pour assurer les travaux du lot 21 : « Serrurerie - Métallerie ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise FONTBONNE & FILS SAS, pour assurer les travaux du lot 22 : « Serrurerie fine ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise MULTITEC, pour assurer les travaux du lot 26 : « Electricité, courant fort ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, pour assurer les travaux du lot 29 : « Courant faible ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise TUNZINI AZUR, pour assurer les travaux du lot 31 : « Plomberie, Sanitaire ».

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise AXIMA, pour assurer les travaux du lot 32 : « C.V.C.D. ».

Les présents avenants ont pour objet la prise en compte technique et financière dans les marchés de travaux, sans bouleversement des marchés initiaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution.

Pour le lot 6.2, il s'agit essentiellement de modifications de façades demandées par la Ville, afin d'améliorer la clarté intérieure des locaux, et de l'intégration de portes coupe-feu devant les escaliers de secours, portant le marché du titulaire, l'entreprise LAUBEUF à 9 228 440,27€ HT.

L'augmentation du lot 7, correspond à diverses modifications de façades liées à la réglementation incendie. Le montant du marché, après prise en compte de l'avenant, sera de 3 011 800,68€ HT.

Les modifications liées à l'évolution du programme (salle du Conseil Municipal, recloisonnement des salles techniques et accueils d'étages) sont à l'origine de l'augmentation de l'enveloppe des travaux du lot 9, dont l'entreprise SODAC est titulaire, pour un montant de 1 675 376,90 € HT.

Concernant le lot 10, l'augmentation est due à l'incorporation dans les cloisons, des meubles de rangement, ce qui porte le marché de l'entreprise CLESTRA, titulaire de ce lot, à 3 192 021,92 € HT.

Le souhait de la Ville de traiter en parquet les sols des grandes salles de réunion, la création d'un plancher intermédiaire dans le noyau D, les diverses modifications sur la salle du Conseil Municipal ainsi que sur les planchers techniques, portent le marché du lot 15 (parquet et platelage bois), de l'entreprise SODIFRA à 1 137 866,50 € HT.

La mise en peinture des plafonds béton dans les bureaux porte le montant du marché du lot 19 (peinture, revêtement muraux et sols), attribué à ATELIER MEDITERRANNEEN, à 518 140,40€ HT.

La réalisation de divers ouvrages complémentaires, la mise en stabilité au feu des murs rideaux du hall, le bardage des locaux techniques en toiture, des modifications de portes de distribution de certains locaux, et la mise en place de potelets inox démontables liaisonnant les chemins de câbles pour assurer la flexibilité des bureaux, portent le montant du marché du lot 21 (métallerie-miroiterie) de l'entreprise FONTBONNE & FILS, à 2 649 121,20€ HT.

Concernant le lot 22 (serrurerie fine), dont le titulaire est l'entreprise FONTBONNE & FILS, la mise en place de garde-corps complémentaires en toiture, l'habillage de la cage d'ascenseur du noyau D et les modifications des murs rideaux du hall, portent son marché à 987 173,20 € HT.

La motorisation des brise-soleil des bureaux, l'augmentation de la puissance du transformateur, la modification des prestations des bureaux, et celles de la salle du Conseil Municipal, ainsi que l'augmentation de la puissance des onduleurs, portent le marché de l'entreprise MULTITEC, titulaire des lots 26 (Electricité, courants forts) à 4 302 465,65 € HT.

Le passage à la technologie sous IP du système de vidéo surveillance, les travaux liés aux modifications du programme, l'équipement des salles informatiques en baies de brassage, portent

le montant du marché de l'entreprise FONTANIE du lot 29 (Courant faible) à 2 255 855.17€ HT.

La modification du système de désenfumage lié à la sécurité incendie, la modification de la climatisation des salles informatiques et les modifications de la salle du Conseil Municipal porte à 4 550 600,02€ HT le montant du marché de l'entreprise AXIMA, titulaire du lot 32 (C.V.C.D.).

Enfin, l'ajout des équipements intérieurs sanitaires, l'adaptation des équipements sanitaires à la réglementation d'accessibilité à l'horizon 2015 et la prolongation, à la demande des pompiers, de la colonne sèche jusqu'aux terrasses techniques, portent le montant du marché n°31 (Plomberie sanitaire) de l'entreprise TUNZINI AZUR à 791 471.80€ HT.

Les montants et pourcentages d'augmentation par rapport aux montants initiaux des marchés sont présentés comme suit :

| N° avenant | Désignation | Entreprise | Marché initial HT | Montant avenant HT | Montant total HT | % augmentation |
|---------------|---|--------------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|
| 3 | lot 6.2 : Vétages et brises soleil fixes | LAUBEUF SA | 8 415 000,00 | 873 440,27 | 9 288 440,27 | 10,38% |
| 1 | Lot 7 : Grandes Façades | LAUBEUF SA | 2 868 646,58 | 143 154,10 | 3 011 800,68 | 4,99% |
| 1 | Lot 9 : Cloisons, Doublage | SODAC | 1 382 546,70 | 292 830,20 | 1 675 376,90 | 21,18% |
| 1 | Lot 10 : Cloisons démontables | CLESTRA | 2 793 804,40 | 398 217,52 | 3 192 021,92 | 14,25% |
| 1 | Lot 15 : Parquet et platelage bois | SODIFRA | 924 923,00 | 212 943,50 | 1 137 866,50 | 23,02% |
| 1 | Lot 19 : peinture, revêtement | Atelier Méditerranéen | 453 189,60 | 64 950,80 | 518 140,40 | 14,33% |
| 1 | Lot 21 : Serrurerie Métallerie | FONTBONNE & Fils | 2 175 708,42 | 473 412,78 | 2 649 121,20 | 21,76% |
| 1 | Lot 22 : Serrurerie fine | FONTBONNE & Fils | 896 000,00 | 91 173,20 | 987 173,20 | 10,18% |
| 1 | Lot 26 : Electricité Courant fort | MULTITEC | 3 762 008,61 | 540 457,04 | 4 302 465,65 | 14,37% |
| 1 | Lot 29 : Courant Faible | FONTANIE SOMITEG JP ELEC | 1 829 493,34 | 426 361,83 | 2 255 855,17 | 23,30% |
| 1 | Lot 31 : Plomberie, sanitaire | TUNZINI AZUR | 679 200,00 | 112 271,80 | 791 471,80 | 16,53% |
| 1 | Lot 32 : CVCD | AXIMA | 4 224 926,00 | 325 674,02 | 4 550 600,02 | 7,71% |

L'ensemble des avenants proposés représentent 5.32% du montant des marchés notifiés, il n'y a donc pas lieu de procéder à la modification du bilan financier global de l'opération qui reste dans les objectifs fixés initialement par le maître d'ouvrage.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°3 au marché de l'entreprise LAUBEUF SA, lot 6.2 pour un montant de 873 440.27 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise LAUBEUF SA, lot 7 pour un montant de 143 154.10 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise SODAC, lot 9 pour un montant de 292 830.20 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise CLESTRA, lot 10 pour un montant de 398 217.52 € HT,

- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise SODIFRA, lot 15 pour un montant de 212 943.50 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise ATELIER MEDITERRANNEEN, lot 19 pour un montant de 64 950.80 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise FONTBONNE & FILS, lot 21 pour un montant de 473 412.78 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise FONTBONNE & FILS, lot 22 pour un montant de 91 173.20 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise MULTITEC, lot 26 pour un montant de 540 457.04 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise FONTANIE – SOMITEG - JP ELEC, lot 29 pour un montant de 426 361.83€ HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise TUNZINI AZUR, lot 31 pour un montant de 112 271.80 € HT,
- d'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise AXIMA, lot 32 pour un montant de 325 674.02 € HT, de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Jacques DOMERGUE : Je trouve que la note est un peu salée. Nous sommes toujours dans l'enveloppe, mais quand je vois les augmentations poste par poste qui fluctuent entre 7 et 23 %, 5,32% en tout, cela fait 4 millions d'euros en plus de ce qui était prévu. Pouvez-vous justifier ces augmentations ?

Hélène MANDROUX : Ce n'est pas 4 millions en plus, puisque c'est dans l'enveloppe. Nous avons justement provisionné suffisamment.

Jacques DOMERGUE : Ce n'est pas parce que vous avez provisionné qu'on ne le paie pas. Nous allons le payer à un moment. Si vous parlez d'augmentation...

Hélène MANDROUX : Le projet date de 2002. Remarquez que 9 ans après, nous sommes toujours dans l'enveloppe prévue. Les travaux ont démarré en 2004.

Jacques DOMERGUE : Je veux bien, mais si c'étaient des augmentations liées à l'inflation, nous ne serions pas dans des taux aussi élevés pour certains postes.

Hélène MANDROUX : Nous sommes justement dans une augmentation liée à l'inflation.

Christian DUMONT : Vous vous moquez du monde en justifiant le coût par l'inflation. Nous lisons dans la délibération le souhait de la Ville de traiter en parquet le sol des grandes salles de réunion, la création d'un plancher intermédiaire dans le noyau D, les diverses modifications sur la salle du Conseil municipal. Le parquet, c'est du luxe en plus ! Vous nous dites que nous sommes dans le cadre de l'enveloppe, mais quand allons-nous dépasser cette enveloppe ? Et si on la dépasse, bien entendu, les Montpelliérains ne le sauront jamais.

Hélène MANDROUX : L'enveloppe ne sera pas dépassée. Il faut que vous compreniez que le choix du matériau est un choix dans le temps. Aujourd'hui, nous savons que nous pouvons construire un bâtiment de façon très rapide qui va durer 30 ans. Nous sommes dans un bâtiment qui va, je l'espère, durer 50 ou 100 ans. Le matériau choisi est bien évidemment de qualité. Sur le temps, le rapport qualité/prix est exceptionnel.

Philippe SAUREL : Je voudrais ajouter à la suite de vos propos que les normes en termes de construction et d'accessibilité varient chaque année. Nous sommes obligés de les réévaluer. Il y a

aussi des modifications de bon sens à exécuter, qui parfois se pressentent dans la fonctionnalité du bâtiment. Voilà pourquoi nous mettons dans chaque ligne des réserves financières pour pouvoir nous adapter. C'est comme quand vous fabriquez une ville ou un quartier. Vous fabriquez sur les plans, et dans la fonctionnalité arrivent des modifications pour que l'usage soit meilleur. Nous avons prévu et sommes donc toujours dans l'enveloppe.

Hélène MANDROUX : En plus, l'opposition aura ses bureaux dans la prochaine Mairie. Vous ne serez plus à part dans le triangle.

Pour : 56

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à la majorité

14 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Futur Hôtel de Ville- Autorisation de signer l'avenant n°1 au marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et au marché d'ordonnancement, pilotage et coordination

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

Par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2005, la Ville de Montpellier a désigné la société ARTEBA Coordination pour assurer la mission d'O.P.C. de l'opération.

Par délibération du Conseil Municipal du 1^{er} octobre 2007, la Ville de Montpellier a désigné la société ARTEBA Coordination pour assurer la mission de C.S.P.S de l'opération.

Concernant la mission de C.S.P.S., l'avenant prend en compte les incidences de prolongation de la durée des travaux, à savoir 6 mois supplémentaires à compter de la date de notification du 26 octobre 2007, mais également la coactivité interentreprise liée à la présence de plusieurs chantiers mitoyens au chantier du Futur Hôtel de Ville.

Concernant la mission d'O.P.C., l'avenant prend en compte les incidences de prolongation de la durée de l'opération entraînant, par rapport à la durée initiale de 30 mois, une augmentation de la durée de la mission de 15 mois supplémentaires à compter de la date de notification du marché (1^{er} décembre 2005).

De plus les modificatifs apportés au projet en phase d'exécution ont une implication directe sur le contenu de cette mission, notamment en termes d'études supplémentaires et de reprise des plannings.

Par voie de conséquence, les honoraires de la société ARTEBA Coordination, assurant la mission de C.S.P.S de l'opération doivent être ajustés par une rémunération complémentaire correspondante à une augmentation de 28 228 € H.T., soit 31.5% par rapport au montant d'honoraires de 89 602.50 € H.T. issu du marché initial.

Quant aux honoraires de la société ARTEBA Coordination, assurant la mission d'O.P.C. de l'opération ceux-ci doivent être ajustés par une rémunération complémentaire correspondante à une augmentation de 102 228 € H.T., soit 40.82%% par rapport au montant d'honoraires de 250 450 € H.T. issu du marché initial.

En conséquence, après passage à la Commission d'appel d'offre du 6 juillet 2010, il est proposé au conseil municipal :

- d'accepter l'avenant en plus value de 28 228 € H.T au contrat de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dont le nouveau montant est de 117 830.5 € H.T.
- d'accepter l'avenant en plus value de 102 228 € H.T au contrat de D'ordonnancement, pilotage et coordination dont le nouveau montant est de 352 678 € H.T.
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer l'avenant et plus généralement, à signer tous documents relatifs à cette affaire de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

MM Abbou, Delafosse (avec une procuration) sortent de séance.

15 - Zac Port Marianne - Consuls de Mer - Lot 24-A : Agencements mobiliers spécifiques du Futur Hôtel de Ville

Philippe SAUREL : Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F.Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Pour réaliser les travaux du lot 24 – A, Agencements mobiliers spécifiques, comprenant le mobilier des espaces publics de l'Hôtel de Ville dont celui de la Salle du Conseil (hors fauteuils), de la salle des mariages avec bancs, des bureaux Vie quotidienne et Etat civil, des bars et de la Salle Hors Sac, et des accueils d'étage, un marché à procédure adaptée a été lancé le 17 septembre 2010, conformément aux articles 27 et 28 du Code des Marchés Publics.

La commission d'appel d'offres en date du 19 octobre 2010 a décidé d'attribuer le lot **24- A, Agencements mobiliers spécifiques**, à l'entreprise ci-dessous désignée. L'offre présentée, répond aux critères techniques et administratifs, exprimés dans la consultation.

| Lot | Entreprise | Montants retenus en €HT |
|--|------------|-------------------------|
| 24- A : Agencements mobiliers spécifiques | SODIFRA | 827 574.09 |

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et, plus généralement, de signer tous documents relatifs à cette affaire de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 100 40

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

16 - Cession gratuite d'un cheminement piéton entre la rue Gilles Martinet et le carrefour Flandres-Dunkerque - Propriété « Résidence Le Molière »

Philippe SAUREL : La résidence « Le Molière », située rue Gilles Martinet, est propriétaire d'une parcelle cadastrée IM 243 d'une superficie de 1 184 m², non bâtie, concernée par un Espace Boisé Classé (EBC). Cette parcelle est constituée d'une promenade piétonne ombragée entre la rue Gilles Martinet et le carrefour Flandres-Dunkerque.

Afin de ne plus assurer l'entretien et la gestion de cet espace, la résidence souhaite céder cette parcelle à la ville, à l'euro symbolique.

L'assemblée générale de copropriétaires s'est prononcée favorablement à la cession gratuite de la parcelle IM 243 représentant une promenade piétonne.

Après étude, les services consultés – DIPAN, DAP et DGU, ont émis un avis favorable à cette acquisition, afin de permettre la préservation des arbres, tout en proposant une liaison piétonne entre l'avenue de Toulouse et le boulevard Paul Valéry.

L'Office Notarial de Baillargues a en charge les intérêts de la résidence « Le Molière ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la cession, à titre gratuit, de la parcelle IM 243 d'une contenance de 1 184 m², concernée par un Espace Boisé Classé, afin d'en assurer la préservation et de permettre une

liaison piétonne entre l'avenue de Toulouse et le boulevard Paul Valéry.

- de saisir l'Office Notarial de Baillargues pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

17 - Foncier - Impasse Louis Charles Eymar - Projet d'élargissement - Résidence "621 av. Paul Parguel"

Philippe SAUREL : Afin d'améliorer la desserte du Collège des Eçossais, un projet d'élargissement de l'impasse Eymar à 12 m a été étudié pour créer les trottoirs inexistants à cet endroit, et organiser le stationnement des véhicules actuellement anarchique.

Les négociations ont été engagées auprès des copropriétaires de la résidence « 621 av. Paul Parguel », afin d'acquérir l'emprise nécessaire délimitée par le cabinet de géomètres Amphoux, soit une superficie de 53 m² à extraire de la parcelle AR 237.

Les copropriétaires ont donné leur accord à la transaction sur la base d'une acquisition à 70 euros /m², sous réserve que la Ville prenne à sa charge la reconstitution de la clôture le long de l'impasse Eymar.

Il est donc proposé d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée AR 269 de 53 m² pour un montant total de 3 710 euros, et de prévoir les travaux de reconstitution de la clôture. Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles sur le budget de la Ville, ligne « acquisition terrain ».

D'autre part, il est proposé de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AR 238 de 99 m², intégrée dans le domaine public communal (voirie) depuis 1969, mais appartenant encore à la résidence « 621 av. Paul Parguel ». Cette régularisation aura lieu à titre gratuit, compte tenu de la nature du bien cédé.

Me Olivier, notaire à Montpellier, a été désigné par les vendeurs. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié de transfert de propriété des deux parcelles, aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, il est proposé :

- d'acquérir la parcelle cadastrée AR 269 de 53 m² pour un montant de 3 710 euros auprès de la résidence « 621 av. Paul Parguel », et de prévoir les travaux de clôture au nouvel alignement,
- de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AR 238 de 99 m² à titre gratuit,
- de saisir Maître Olivier pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

18 - Foncier - Aménagement de la rue Pouget - Propriété "DOMINIUM SA - SCI 8 rue Abbé de l'Epée"

Philippe SAUREL : Je voudrais sur ce dossier faire un petit aparté, car il nous est souvent dit que nous construisons de nouveaux quartiers, mais ne renouvelons pas le tissu existant de la ville. Je voudrais prendre ce petit exemple pour montrer que nous avons traité le tissu urbain déjà construit avec une certaine prévoyance. En effet, nous avons acquis cette propriété il y a maintenant 6 ans. Nous y avons installé le Club de l'âge d'or de La Treille, nous avons maintenu l'ensemble du tissu végétal qui s'y trouvait. Après une série de concertations avec les riverains, nous avons construit du logement en centre-ville avec des gabarits acceptables pour ces rues de centre-ville. En plus, nous avons bénéficié de cet apport en mètres carrés qui nous permet d'élargir le trottoir et donc de traiter l'espace public pour pouvoir le réhabiliter et le rendre plus accessible. Cette opération est véritablement un petit exemple de ce que l'on peut faire quand on prévoit un peu et qu'on travaille sur le dossier en transversalité avec l'ensemble des services.

La société « DOMINIUM SA – SCI 8 rue Abbé de l'Epée » a réalisé une opération immobilière sur la parcelle BR 620, d'une contenance totale de 1 323 m², située à l'angle de la rue Abbé de l'Epée et rue Pouget, constituée d'un immeuble de 16 logements collectifs.

A l'occasion de cette opération immobilière, la société « DOMINIUM SA – SCI 8 rue Abbé de l'Epée » a souhaité céder l'emprise du terrain nécessaire à l'amélioration du domaine public au droit de son opération. Il s'agit de créer un trottoir et d'aménager la rue Pouget pour un élargissement à 8 m.

Le terrain est cédé gratuitement, la Ville réalisera les travaux d'aménagement pour incorporer cette emprise dans son domaine public communal.

Ce terrain d'une contenance de 45 m², issu de la parcelle BR 620, est en cours de numérotation auprès des services du cadastre.

Maître CAULIER, notaire à Baillargues, a en charge les intérêts de la société « DOMINIUM SA – SCI 8 rue Abbé de l'Epée ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'acquérir une emprise de 45 m² issue de la parcelle BR 620, (en cours de numérotation), à titre gratuit, permettant la création d'un trottoir et l'aménagement de la voie dénommée « rue Pouget »,
- de saisir Maître CAULIER, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

19 - Foncier - Cheminement piéton - Impasse des Deux Ruisseaux - Propriété "Pascal LAURENT"

Philippe SAUREL : Monsieur Pascal LAURENT a déposé et obtenu un permis de construire sur la parcelle MW 242, d'une contenance de 606 m², située impasse des Deux Ruisseaux, afin de réaliser une maison individuelle.

Cette propriété est concernée par l'opération C 60 du Plan Local d'Urbanisme, qui prévoit la réalisation d'un cheminement piéton allant du bassin de rétention de la Colombière à l'avenue du Père Soulas.

Dans le cadre de l'instruction de ce permis de construire, il est prévu d'acquérir une emprise de terrain d'une contenance de 72 m², nouvellement cadastrée MW 252, pour un montant de 2 520 € (deux mille cinq cent vingt euros).

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de Monsieur Pascal LAURENT.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'acquérir, la parcelle nouvellement cadastrée MW 252, d'une contenance de 72 m², afin de permettre la réalisation d'un cheminement piéton entre le bassin de rétention de la Colombière et l'avenue du Père Soulas, opération C60 du Plan Local d'Urbanisme, au prix de 2 520 € (deux mille cinq cent vingt euros).
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

20 – Foncier - Protection d'un arbre remarquable - Boulevard d'Orient - Propriété "URBAT - SCCV Le Voltaire"

Philippe SAUREL : La société URBAT a réalisé une opération immobilière sur la parcelle HL 551, d'une contenance de 1 261 m², sise angle avenue de Palavas et boulevard d'Orient, pour la construction d'un immeuble de 38 logements.

Cette parcelle est frappée de la réserve C 16 au Plan Local d'Urbanisme, pour permettre la préservation d'un arbre remarquable.

La société « URBAT – SCCV Le Voltaire » souhaite céder l'emprise concernée à l'euro symbolique à la Commune, qui devra entretenir et préserver le micocoulier remarquable qui s'y trouve. Les services de la DIPAN ont donné leur accord.

Il s'agit maintenant d'acquérir des emprises de terrain nouvellement cadastrées HL 589 pour 8 m² et HL 590 pour 36 m².

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la société « URBAT – SCCV Le Voltaire ».

En conséquence, il est proposé :

- d'accepter la cession gratuite des emprises nouvellement cadastrées HL 589 pour 8 m² et HL 590 pour 36 m², afin de permettre la gestion, l'entretien et la préservation d'un micocoulier, arbre remarquable qui s'y trouve.
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS : Quand c'est bien, il faut le dire, donc tant mieux qu'on classe un arbre. J'aurai simplement une remarque. Vous faites une délibération pour un arbre qui est classé. Mais si vous faisiez une délibération à chaque fois qu'un arbre est coupé, on aurait une pile grosse comme cela à chaque Conseil municipal. Je sais que ce n'est pas toujours à cause de vous, mais aussi parfois de l'Agglomération pour faire passer le tramway.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

21 - Régularisation foncière - Avenue du Professeur Etienne Antonelli - Immeuble RIVE DROITE

Philippe SAUREL : L'opération immobilière « RIVE DROITE » située avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur les parcelles EY 630, EY 632 et EY 634, d'une contenance totale de 5 571 m², comprend 3 bâtiments de logements.

Cette opération a été l'occasion d'ouvrir des négociations avec le promoteur et l'ensemble des copropriétaires de l'immeuble « Rive Droite » par l'intermédiaire de leur syndic, afin de procéder à des régularisations foncières, le long de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur la base d'échanges fonciers.

Après l'intervention du cabinet SIRAGUSA, géomètres experts, il convient de procéder aux échanges fonciers suivants :

- **La copropriété RIVE DROITE cède au total 31 m², répartis sur 4 parcelles :**
EY 750 pour 7 m² EY 753 pour 18 m² EY 754 pour 2 m² EY 755 pour 4 m²
- **La Commune de Montpellier cède, au total, 109 m², répartis sur 2 parcelles :**
EY 770 pour 37 m² EY 744 pour 72 m²

Cet échange représente une différence de 78 m², au détriment de la Commune. Les services fiscaux ont évalué le terrain à 385 €/m². Il en résulte une soulte de 30 030 € (trente mille trente euros).

Le promoteur, à savoir la Société NEXITY, qui a réalisé l'opération immobilière, a la charge du règlement de cette soulte, qui est payable sous forme de travaux pour un montant de 26 218,47 €, et le solde, soit 3 811,53 € sera versé en numéraire.

L'assemblée générale de la copropriété « RIVE DROITE » a donné son accord à l'échange foncier, qui concerne aujourd'hui des parties communes de la copropriété.

Maître Bernard VIDAL, notaire à Montpellier, a été désigné par les coéchangistes. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié avec les trois intervenants, aux frais de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à l'échange foncier, entre la copropriété RIVE DROITE et la Commune de Montpellier, portant sur des parcelles détaillées ci-dessus,
- de faire intervenir à l'acte la société « NEXITY GEORGE V » en tant que tiers payeur pour le paiement à la Ville de la soulte, soit un montant de 3 811,53 €,
- de saisir Maître Bernard VIDAL, notaire, pour rédiger l'acte notarié tripartite, aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

22 - P.R.U. Cévennes-Petit bard - Cession d'un terrain à la S.E.R.M. - Rue Paul Rimbaud - Parcelle cadastrée KV 11

Philippe SAUREL : Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil Municipal a désigné la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.) comme titulaire de la concession d'aménagement pour le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard-Pergola) dite « concession d'aménagement pour le Petit Bard ».

Dans le cadre de ce projet, il est prévu la restructuration du quartier et notamment l'aménagement de l'ilot des Trolles par la réalisation d'un programme de logements. Dans cet ilot, la Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée KV 11 d'une superficie de 4390 m² située rue Paul Rimbaud. Ce terrain accueillait la salle de boxe et le gymnase Rocca, qui sont actuellement démolis. Ces deux équipements sportifs sont déplacés dans ce même quartier et notamment dans l'ancienne église du Petit Bard acquise par la Ville.

Afin de permettre la réalisation des objectifs envisagés dans ce quartier, la S.E.R.M. se propose d'acquérir ce terrain nu désaffecté et déclassé du domaine public communal.

Les services fiscaux ont évalué ce terrain à 469 730 €. Cependant, il est proposé de le céder à la S.E.R.M. à titre gratuit afin de ne pas grever le bilan de cette opération à caractère très social.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation de la parcelle KV 11 et de la déclasser du domaine public communal,
- de céder à titre gratuit à la S.E.R.M. la parcelle cadastrée KV 11 d'une superficie de 4390 m2,
- de demander à Maître Bonnary, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte de vente aux frais de la S.E.R.M.,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Ne prend pas part au vote : 1 (M. Lévit)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

MM Abbou, Delafosse (avec une procuration) entrent en séance.

23 - Réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc - Acquisition à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de partie des parcelles TP 104 et TP 120 dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Malbosc

Philippe SAUREL : Par délibération en date du 14 juin 2010, la Ville a arrêté les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire pour la réalisation d'un nouveau groupe scolaire pour le quartier Malbosc et autorisé le recours à la procédure d'expropriation en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des terrains concernés par l'opération.

Les parcelles TP 104 et TP 120, appartenant à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), sises dans la Zone d'Aménagement Concerté Malbosc, sont partiellement concernées par cette opération.

La Ville se propose d'acquérir partie de ces parcelles, soit 42 m2 pour la parcelle TP 104 et 69 m2 pour la parcelle TP 120, à titre gratuit à la SERM, car elles sont en nature de voirie et sont destinées à être remises à la Ville dans le cadre des équipements publics de la ZAC.

L'avis des Domaines a été requis pour le calcul du salaire du Conservateur, sachant que l'acte, dont les frais seront pris en charge par la Ville, sera établi par Maître André Bonnary, notaire à Montpellier.

En conséquence, après étude, il demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'acquisition à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), de partie des parcelles cadastrées TP 104 (pour 42 m2) et TP 120 (pour 69 m2), sises dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté Malbosc, pour la réalisation du nouveau groupe scolaire du quartier Malbosc,
- de dire que cette acquisition s'effectuera à titre gratuit, compte tenu de la nature du foncier cédé (voirie), et de la remise d'équipements à la Ville, les frais de l'acte à intervenir, établi par Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, étant pris en charge par la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte

ou document concernant cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

24 - MISSION GRAND CŒUR - Subventionnement dans le cadre de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré

Philippe SAUREL : Cette affaire est intéressante car elle montre le degré de précision chirurgicale que nous utilisons pour traiter la ville ancienne. Lors des campagnes de ravalement qui sont menées avec pertinence par la mission « Grand Cœur », il nous arrive de découvrir des patrimoines exceptionnels sous les crépis. Nous avons décidé de mettre de côté une enveloppe de 25 000 euros qui sera susceptible d'être mobilisée pour mettre en valeur les patrimoines trouvés sous ces anciens crépis.

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », il est proposé de mettre en place un dispositif de subventionnement visant à favoriser la bonne restauration/restitution de vestiges rares voire uniques, ainsi que les dispositions remarquables d'édifices ayant un intérêt architectural ou historique.

La Ville pourra ainsi participer au financement du surcoût engendré dans le cas de découvertes fortuites ou de travaux lourds sur un patrimoine historique ayant été altéré.

Principe d'attribution :

Ces subventions seront allouées sous condition de la participation financière conjointe de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) qui peut subventionner des travaux intérieurs et extérieurs en secteurs protégés et sur les bâtiments protégés au titre des monuments historiques.

Les demandes de subventionnement seront instruites par une commission constituée des membres suivants :

- le conservateur régional des monuments historiques,
- le conservateur régional de l'archéologie,
- l'architecte des Bâtiments de France,
- l'Adjoint délégué au projet urbain, à l'urbanisme et à l'aménagement durable,
- le directeur général adjoint des services de la Ville responsable du département aménagement et urbanisme,
- le directeur de la mission Grand Cœur,
- le chef du service patrimoine historique de la mission Grand Cœur, ou leurs représentants.

Les demandes de subventionnement retenues par la commission sont ensuite présentées au Conseil municipal pour validation.

Montant de la subvention :

Le montant de la subvention allouée par opération sera au maximum égal au montant de la subvention versée par la DRAC.

Il est proposé de bloquer une enveloppe de 25 000 € pour l'année 2011. Cette enveloppe utilisable pour une ou plusieurs opérations sera prise sur la ligne subventions ravalement de la mission Grand Cœur (ligne n°16413). Chaque année cette enveloppe sera précisée dans le cadre de la mise en œuvre du budget.

Interventions subventionnables :

La subvention pourra être octroyée pour tout ou partie de l'intervention prescrite.

Pour être éligibles, les travaux devront faire l'objet d'une mission complète de maîtrise d'œuvre confiée à un architecte spécialisé dans la restauration du patrimoine et d'une demande d'autorisation de travaux acceptée.

Réduction des frais de voirie :

L'attribution de ces subventions pourra être assortie d'une réduction des frais de voirie occasionnés par l'allongement de la durée des travaux lié à la réalisation des travaux d'intérêt architectural.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement ci-annexé,
- d'approuver la constitution de la commission,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Je regarde les photographies. Est-ce EDF qui fait passer ces fils devant la façade ? Parce que vu l'effort fait par la Ville, j'aimerais bien qu'il y ait une convention avec EDF par rapport à tous ces fils qui pendent un peu partout.

Philippe SAUREL : Je suis extrêmement favorable à une convention avec EDF ainsi qu'avec les organes de téléphonie, parce qu'on a beau restaurer des places, il faut être capables de repositionner ces fils soit en sol, soit au bord des génoises. Cela se fait sur certains endroits. Il y a eu un contentieux pendant longtemps avec EDF, mais je souhaite que les services se rapprochent un maximum pour pouvoir régler cela en urgence.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

25 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Philippe SAUREL : Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

| | |
|---|-------------|
| M. Fernand DURAND, 5 rue Marguerite | 6.167,78 € |
| P.M.S. syndicats de copropriété, 38 bis rue du Faubourg Saint Jaumes | 8.863,22 € |
| M. Arnaud GUYOT ou Mme Laetitia AUBY, 11 rue Bornier | 9.892,81 € |
| M. et Mme Renée VENTALON, 4 rue Lunaret (100 % de la subvention/façade 1) | 862,32 € |
| M. Philippe VERINE (syndic bénévole), 22 rue Marceau (50 % de la subvention) | 2.825,71 € |
| M. ROQUEFORT ou Mlle SEDARD, 15 bd. Renouvier (plafond subvention) | 4.857,20 € |
| FONCIA DOMITIA, (résid. Aurore) copropriété 27, 27 bis et 27 ter rue Adam de Craponne | 28.500,00 € |
| Mme Séverine HERAN, 59 rue du Faubourg Boutonnet (50 % de la subvention) | 833,47 € |
| Cabinet Alain POUX, copropriété 22 rue de la Verrerie | 1.500,00 € |
| M. Gilles GOHAUD, 10 rue du Général Mathieu Dumas | 8.080,21 € |
| SDC chez URBANIA (résid. Le Valencay), 7 rue Jeanne d'Arc | 22.673,18 € |
| SCI ALRIC, 11 rue Jeanne d'Arc (50 % de la subvention) | 1.596,77 € |
| SC 3 place Bouschet de Bernard, A/S SARL MAB PLANCHON, | 9.566,75 € |
| Mme Sarah MESBAHI, 11 rue du Général Claparède (50 % de la subvention) | 1.861,85 € |

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'attribution et le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

26 - Montpellier Grand Cœur - Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », la Ville de Montpellier poursuit le développement de la campagne de ravalement obligatoire initiée en 1987 sur l'Ecusson. En effet, cette action participe non seulement à la requalification de l'ensemble du bâti mais aussi à celle des espaces publics.

Pour répondre aux demandes justifiées de délais supplémentaires quand la réalisation des travaux de ravalement est retardée par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain, il est nécessaire de compléter le règlement pour autoriser un report des échéances imposées aux propriétaires.

Pour réaliser des travaux de ravalement, il existe trois types d'échéances :

- les échéances de début et de fin de travaux données dans les DCM d'instauration du ravalement obligatoire, pour chacun des secteurs, conditionnant le taux de subventionnement (30, 20 et 10%),
- l'échéance de dix ans pour le déblocage des subventions liées à des paiements partiels en cas de phasage des travaux (DCM du 22 juin 2009),
- les échéances pour les injonctions et les sommations.

La coordination, justifiant des délais supplémentaires, est gérée par l'instruction des autorisations

d'occupation du domaine public (échafaudage, emprise de chantier). Si l'autorisation délivrée impose un décalage dans le temps, les échéances de ravalement suscitées seront reportées d'autant (hors délai d'instruction de la demande d'occupation du domaine public d'un mois maximum).

Un article supplémentaire est ajouté au règlement pour définir cette disposition (article 9).

Par ailleurs, le cahier de préconisations générales mentionné aux articles 3 et 7, et annexé au règlement a fait l'objet d'une nouvelle mouture. Le nouveau cahier de prescriptions précise celles-ci afin qu'elles soient plus adaptées à la diversité des immeubles et plus facilement comprises et applicables pour les propriétaires et les entreprises spécialisées.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement modifié du ravalement obligatoire et son annexe, le cahier des préconisations générales,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Sortie des administrateurs de la SERM : MM Lévit, Passet, Dufour, Touchon, et Mme le Maire sortent de la séance.

27 - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée Cévennes 1 - Désignation d'une équipe de suivi animation. Lancement de la phase conduite d'opération. Demande de subventions

Christian BOUILLE : Dans le cadre du suivi du parc immobilier privé sur le territoire communal, la Ville de Montpellier dispose depuis 2008 d'un observatoire des copropriétés. Les premiers résultats de cet « outil de veille » des copropriétés au regard de descripteurs urbains, environnementaux, sociaux et économiques ont fait apparaître des signes de fragilisation sur la copropriété des Cévennes 1. En effet, cette copropriété implantée entre l'avenue Ravaz et l'avenue Paul Rimbaud, composée de 7 bâtiments d'habitations et de commerces construits dans les années 60, fait l'objet d'une attention soutenue de la part de la Ville de Montpellier. Regroupant 444 logements soit environ 2000 personnes, elle fonctionne au sein d'un ensemble immobilier plus vaste : la copropriété des Cévennes, et connaît un niveau de dégradation qui progressivement s'amplifie.

Face à ce constat, la Ville de Montpellier a immédiatement engagé un projet global d'intervention sur cette copropriété en réalisant :

- une étude de recomposition urbaine sur l'ensemble du site,
- une étude pré-opérationnelle d'OPAH copropriété dégradée sur la copropriété Cévennes 1, en lien avec la précédente.

Les conclusions de ces deux pré-études ont justifié la nécessité d'intervenir sur les espaces

extérieurs communs du site des Cévennes et sur l'ensemble bâti de la copropriété « Cévennes 1 ».

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier, en partenariat avec l'Etat, le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a signé une convention d'OPAH le 27 juillet 2010 permettant la mise en œuvre du programme de réhabilitation et actant les engagements des différents financeurs.

Cette convention vise à :

- requalifier durablement la copropriété en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mise aux normes thermiques, électriques et acoustiques,
- inciter à la réhabilitation complète des parties communes intérieures des immeubles,
- mettre en œuvre des outils financiers adaptés afin de solvabiliser les propriétaires,
- repérer des logements indignes à l'habitation,
- maintenir les propriétaires occupants.

Pour ce faire, l'OPAH doit permettre l'amélioration de l'ensemble des parties communes de la copropriété. Elle s'attache également à la réhabilitation de près de la moitié des logements en parties privatives soit environ 174 logements dont 70 logements locatifs et 104 logements réhabilités par des propriétaires occupants.

La conduite d'opération de cette OPAH nécessite l'intervention d'une équipe de suivi-animation, sur une période de 5 ans (2011-2015), dont les missions d'assistance technique, juridique, administrative, financière et de communication seront garantes de la réussite de l'opération.

A la suite d'une consultation, 5 équipes ont fait acte de candidature. L'analyse des candidatures a permis de classer les candidats au regard des critères définis dans le règlement de consultation à savoir la pertinence de la note méthodologique pour 50%, le prix de la prestation pour 30 % et les moyens mis en œuvre pour 20 %.

Au regard de l'analyse des offres, c'est la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui a présenté l'offre la plus avantageuse pour le suivi-animation de l'OPAH copropriété des Cévennes.

Le montant total du marché s'élève à 418 780 € HT pour les 5 ans ; il se décompose en un prix forfaitaire de 378 000 € HT et de prestations rémunérées par application de prix unitaires 40 780 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de retenir la société SERM qui sera chargée du suivi animation de l'OPAH copropriété dégradée Cévennes 1,
- de solliciter les partenaires financiers pour l'attribution des subventions les plus larges possibles et au meilleur taux pour cette phase opérationnelle de suivi-animation,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

Rentrée des administrateurs de la SERM :

MM Lévi, Passet, Dufour, Touchon, et Mme le Maire reviennent en la séance.

M. Bouillé sort de séance.

28 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

| | |
|--|------------|
| M. et Mme DERIEN (copropriété Eupalinos), 3 ter rue des Pins | 356,00 € |
| M. GOHAUD Gilles (syndic bénévole), 10 rue Général Mathieu Dumas | 1.829,70 € |
| CENTURY 21 syndic copropriété, 16 rue de l'Université | 4.000,00 € |
| Mme LELLOUCHE Lara-Mathilda, 14 rue Chaptal | 600,00 € |
| Mlle BONNET Barbara, copropriété 18 rue Lallemand | 4.000,00 € |

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'attribution et le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

29 - Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local à l'Association les Amis du Musée Fabre

Christian BOUILLE : Par décision et convention de mise à disposition en date du 8 novembre 2006, la Ville de Montpellier a mis à la disposition de l'association « Les Amis du Musée Fabre » les locaux, d'une superficie de 154 m², situés 2 rue Montpelliéret.

Cette convention étant arrivée à son terme, il convient de la renouveler pour une durée de 16 mois.

Compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par cette association, la mise à disposition est

consentie à titre gratuit.

La gratuité du loyer constitue une subvention en nature d'un montant de 22 586 € pour les 16 mois d'occupation. Ce montant devra être reporté à la fois sur le compte administratif de la Ville et dans les comptes annuels de l'association.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter de conclure avec l'association « Les Amis du Musée Fabre » une convention de mise à disposition pour les locaux situés 2 rue Montpelliéret;
- que cette mise à disposition, consentie pour une durée de 16 mois à compter du 1^{er} novembre 2009 prendra fin le 28 février 2011 ;
- que, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par cette association, la mise à disposition est consentie à titre gratuit ;
- que la gratuité du loyer constitue une subvention en nature d'un montant de 22 586 euros pour les 16 mois d'occupation. Ce montant devra être reporté à la fois sur le compte administratif de la Ville et dans les comptes annuels de l'association Les Amis du Musée Fabre;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Christian DUMONT : Cette question est particulièrement mal rédigée. On comprend qu'il y a eu une mise à disposition de la Ville de Montpellier à l'association « Les Amis du Musée Fabre » d'un local d'une superficie de 154 m². On nous dit que cette convention est arrivée à son terme, et que donc il convient de la renouveler pour une durée de 16 mois. Nous sommes donc en droit d'attendre que cette convention soit renouvelée pour une durée de 16 mois à compter du 28 février 2011, puisque dans le dispositif de la délibération, il est dit ceci : « que cette mise à disposition, consentie pour une durée de 16 mois à compter du 1^{er} novembre 2009, prendra fin le 28 février 2011 ». Est-ce à dire qu'on nous demande de nous prononcer en rétroagissant ? C'est-à-dire qu'à partir du 28 février 2011, on ne part plus pour 16 mois. Nous aurions dû voter cette délibération en réalité le 1^{er} novembre 2009. Il y a donc entre le corps et le dispositif de la délibération une rédaction qui n'est pas appropriée.

Pour : 50

Contre : 6

Adopté à la majorité

M. Vignal entre en séance.

30 - Convention entre la Ville et l'association Les Chiens Andaloux, dispositif Ecole et Cinéma

Michaël DELAFOSSE : Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 15 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National de la Cinématographie et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Remarquable du point de vue de sa qualité, de son exigence et de sa rigueur, il a pour but de faire découvrir aux écoliers le cinéma en tant qu'art. Les enseignants et leurs élèves assistent en salle à la projection de films représentant la diversité cinématographique. Cette rencontre avec l'œuvre favorise la formation du jugement, du goût et de la sensibilité et permet de cultiver une attitude

de curiosité pour les productions artistiques, patrimoniales et contemporaines.

Depuis 13 ans l'association « Les Chiens Andaloux » est le coordinateur de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Images et Son – CRIS, coordinateur Education Nationale, implanté à l'Ecole Georges Simenon, dans le quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les écoles et les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux des villes. Il concerne près de 9000 élèves sur le département de l'Hérault, dont environ 2000 sur la ville de Montpellier.

Les élèves de l'ouest de la ville sont, pour l'année 2009-2010, 57 à avoir pu participer à ces 3 séances annuelles. C'est pourquoi le Cinéma Nestor Burma souhaite signer une convention avec le coordinateur départemental, de façon à accueillir dès l'année scolaire 2010-2011 les élèves des établissements à proximité de cette nouvelle salle.

Pour cette première édition 5 écoles sont déjà pré-inscrites, ce qui représente environ 220 élèves (14 classes au total). Ces classes pourront donc assister dès l'ouverture du Cinéma Nestor Burma à 3 films ; le directeur de la salle accueillera et présentera à chaque séance ces films, un Cahier de note sur le film sera remis à chaque enseignant pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film. Un tarif de 2.50 € est prévu pour chaque enfant, avec un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe
- D'approuver le tarif de 2.50€ par enfant pour la participation à ces séances
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

31 - Avenant à la convention d'objectifs entre le Conseil Général de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Régie des Maisons pour Tous Théâtre Jean Vilar

Michaël DELAFOSSE : Le Conseil Municipal du 18 juin 2007 a voté la signature d'une convention ayant pour objet de préciser les objectifs du Théâtre Jean Vilar et des deux collectivités (Ville et Département) pour les trois années à venir jusqu'au 27 septembre 2010.

Chaque année nous procédons à l'actualisation financière des dotations du Conseil Général.

Ainsi, l'avenant n° 7 à la convention de financement 2007 modifie l'article 3 qui doit s'écrire ainsi :

Article 3 : Engagement du Département

Le Département attribue au Théâtre Jean Vilar au titre du budget 2010 :

Une subvention d'un montant de 5 000 €, pour la résidence de la compagnie Les Grisettes.

Les aides financières ne pourront pas faire l'objet d'un reversement à un autre organisme conformément à l'article L 1611 – 4 du CGCT (modifié par la loi n°2009-526 du 12 mai 2009).

Les aides financières seront versées et créditées sur le compte de la Régie municipale des Maisons pour Tous pour le Théâtre Jean Vilar, ouvert à la Banque BDF MONTPELLIER n° de compte 30001 – 00572 –E3400000000 – 10, après signature du présent avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la modification financière portée dans l'avenant n°7
- d'autoriser Madame le Maire à signer cet avenant et tout document s'y rapportant.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

32 - Culture et Patrimoine - Attributions de subventions au titre de l'exercice 2011

Michaël DELAFOSSE : Il s'agit ici de voter des débuts de subvention pour éviter que des structures associatives ne soient fragilisées par les votes qui pourraient intervenir un peu plus tard dans l'année d'exécution budgétaire. Cela permet de ne pas fragiliser les emplois dans ces structures.

1 – Association La Vista, théâtre de la méditerranée

L'association Le Théâtre de la Vista, théâtre de la méditerranée est un lieu de diffusion essentiel sur le quartier Figuerolles et sur la Ville. Ouvert à toutes les formes de création, il propose tout au long de l'année des dizaines de spectacles accessibles à tous les publics, jeunes et moins jeunes. Il développe également à travers le « pass Vista » une politique tarifaire intéressante pour les publics en difficultés.

Pour assurer la continuité de cette importante structure notamment en ce qui concerne les charges liées au personnel, il est proposé qu'une subvention de 20 000 € soit accordée à l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée au titre de l'exercice 2011.

2 – Association Music Events

L'association Music Events gère depuis ses débuts un lieu de création et de diffusion implanté au cœur de la cité Gély, La Chapelle Gély. Outre les spectacles qu'elle accueille tout au long de l'année, elle est aussi un lieu de création ouvert aux écritures artistiques contemporaines. Afin de s'intégrer au mieux dans le quartier elle propose au public montpelliérain des guinguettes gitanes, qui sont autant de moments conviviaux et indispensables dans cette implantation atypique.

Pour assurer la continuité de cette importante structure notamment en ce qui concerne les charges liées au personnel, il est proposé qu'une subvention de 50 000 € soit accordée à l'association Music Events au titre de l'exercice 2011.

3 – Association La Comédie du Livre, Littérature et Bande Dessinée

L'association La Comédie du Livre, Littérature et Bande dessinée gère une importante manifestation littéraire qui a lieu chaque année fin mai.

Pour assurer ce rendez-vous prisé d'un large public de tous âges, réunissant des auteurs connus et

moins connus venus de France mais aussi du monde entier cette association organise et coordonne durant trois jours la présence et la participation des libraires indépendants de la Ville à la manifestation ainsi que différents partenaires publics et privés au travers de présentations de livres, de différentes rencontres et débats autour de l'actualité littéraire.

Pour assurer la continuité de cette importante structure notamment en ce qui concerne les charges liées au personnel, il est proposé qu'une subvention de 50 000 € soit accordée à l'association La Comédie du Livre, Littérature et Bande Dessinée au titre de l'exercice 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les subventions 2011 proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2011 de la Ville, fonction 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à ces affaires.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Mmes Labrousse et Troadec-Robert sortent de séance.

33 - Mise en conformité des offices et salles de restaurant, aménagement de la salle d'activités et rénovation des sanitaires filles et garçons à l'école Sigmund Freud. Autorisation de signer et déposer la déclaration préalable

Jean-Louis GELY : À cette occasion, je voudrais me réjouir de la priorité qui est mise concrètement sur la réussite éducative. Cela se traduira, au-delà des opérations qui accompagnent les nouveaux quartiers, notamment par l'affectation d'une enveloppe de 1 million d'euros par an jusqu'en 2014 pour une approche amélioratrice des équipements anciens et par une augmentation des crédits globalisés qui permettent d'assurer la maintenance, qui passeront de 3,5 millions à 5 millions d'euros. Je voulais insister là-dessus, et, d'une certaine façon, cette délibération est parfaitement raccord avec la logique d'ensemble.

Dans le cadre du programme de mise en conformité des offices et des salles de restaurant scolaire dans les différentes écoles maternelles et élémentaires de la ville de Montpellier, il est prévu de réaliser une opération de mise en conformité et de réaménagement de l'école élémentaire Sigmund FREUD, sise 2 rue des Tourterelles – Quartier Aiguelongue / Hôpitaux Facultés.

Les travaux programmés comprennent :

- ➔ La création d'un office propre.
- ➔ La création d'un office sale.
- ➔ La création de vestiaires pour le personnel du restaurant scolaire.
- ➔ La rénovation des deux salles de restaurant
- ➔ L'aménagement de la salle d'activités.
- ➔ La rénovation des sanitaires « filles » et « garçons ».

- ➔ La création d'une salle de réunion.
- ➔ La création d'un bureau pour la permanente

Le montant global de cette opération est de 450.000 € TTC, prévu au budget 2010 de la ville. Les travaux seront réalisés en 4 phases successives et seront livrés pour la rentrée de septembre 2011.

Ces travaux sont assujettis au dépôt d'une déclaration préalable auprès de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel.

Par conséquent, après étude, il est proposé au conseil municipal :

- d'adopter cette opération et le lancement de sa réalisation,
- d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable, nécessaire à la réalisation des travaux,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, et notamment l'autorisation d'urbanisme correspondante, à savoir la déclaration préalable.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

34 - Les Offres Culturelles 2011 - Attributions de subventions

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier conduit une politique volontariste de réussite éducative, qui vise à accompagner l'enfant dans son parcours scolaire et social. A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir la mise en place d'activités éducatives innovantes dans le temps scolaire. Le caractère artistique, culturel et scientifique des actions intégrées au temps scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant et facilite les apprentissages fondamentaux.

Les projets retenus, permettant la réalisation de ces activités éducatives, se dérouleront de janvier à juin 2011. Les projets ont été réceptionnés au préalable par les Inspecteurs de l'Education Nationale (IEN) des circonscriptions de Montpellier, dès la rentrée scolaire, puis soumis à une commission tripartite en novembre. La commission se compose de la Ville de Montpellier, de l'Inspection Académique (IA) et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Les dossiers sont examinés après validation des services de l'Education Nationale, examen du secteur d'implantation et avis des services de la DRAC. La commission examine également le contenu et la cohérence du projet ainsi que la transversalité avec d'autres actions menées par la Ville de Montpellier. Cet ensemble d'éléments permet d'émettre un avis favorable.

Après examen des projets, la commission tripartite a validé 65 projets et a réparti le budget à hauteur de 71 046 euros. Suite à cette répartition, la Ville participera au financement de 52 projets. Les offres culturelles de la Ville de Montpellier, en partenariat avec la DRAC et l'IA, offriront à près de 3 650 enfants, répartis dans 146 classes des écoles de Montpellier, ces prestations culturelles, artistiques et scientifiques.

La Ville a également choisi de financer des projets particuliers car ils contribuent au bon développement de notre politique en matière d'apprentissage culturel et de réussite éducative. La Ville renouvelle son appui à ces actions, au vu de leur qualité et de l'engouement des enfants et des équipes pédagogiques. Pour l'année 2011, 3 projets seront soutenus à hauteur de 17 800 euros. Ces actions sensibiliseront également environ 8 330 enfants, qui auront pu ainsi accéder aux prestations validées par les projets tripartites.

En résumé, la Ville de Montpellier propose de soutenir 55 projets et d'affecter à ce titre un budget de 54 762 euros, réparti comme suit :

- un budget de 36 962 euros pour les 52 projets cofinancés avec la DRAC et l'IA :
 - participation DRAC : 23 060 euros
 - participation IA : 11 024 euros
- un budget de 17 800 euros pour les projets entièrement financés par la Ville.

Après étude de la commission, il est proposé de financer les projets présentés par les associations suivantes :

PROJETS FINANCES PAR LA VILLE - En partenariat avec les services de la DRAC et de l'IA :

4 Projets « ARTS PLASTIQUES » subventionnés à hauteur de 2 476 euros qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|---|---|--|-----------------|-------------------|----------------|
| ARTS PLASTIQUES | ACTION ARTE | 3 classes maternelles | ROUX | CENTRE | 438 € |
| ARTS PLASTIQUES | L'ATALANTE | 2 classes élémentaires | BAUDELAIRE | MOSSON | 830 € |
| ARTS PLASTIQUES ET APPLIQUES | A I A P (Atelier Itinérant d'Art Plastique) | 2 classes élémentaires | SPINOZA | CEVENNES | 680 € |
| ARTS PLASTIQUES ET CULTURE SCIENTIFIQUE | L'APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain) | 5 classes maternelles | COCTEAU | PRES D'ARENES | 528 € |
| 4 projets | 4 associations | 8 classes maternelles et 4 élémentaires | 4 écoles | 4 secteurs | 2 476 € |

8 Projets « ARTS DU CIRQUE » subventionnés à hauteur de 6 034 euros qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|--------|------------------------------------|------------------------|----------|----------|---------|
| CIRQUE | CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALHAZAR | 3 classes maternelles | BRES | CEVENNES | 1 020 € |
| CIRQUE | CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALHAZAR | 4 classes élémentaires | GALILEE | MOSSON | 1 472 € |
| CIRQUE | CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALHAZAR | 2 classes élémentaires | KUROSAWA | MOSSON | 1 024 € |

| | | | | | |
|------------------|-------------------------------------|---|-----------------|-------------------|----------------|
| CIRQUE | CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR | 1 classe maternelle | LUTHER KING | MOSSON | 534 € |
| CIRQUE | CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR | 1 classe élémentaire | ROOSEVELT | MOSSON | 448 € |
| CIRQUE | KEROZEN ET GAZOLINE | 4 classes maternelles | DEROIN | CEVENNES | 480 € |
| CIRQUE | ZEPETRA | 2 classes élémentaires | CHAPLIN | CENTRE | 480 € |
| CIRQUE | ZEPETRA | 1 classe élémentaire | MALET | MOSSON | 576 € |
| 8 projets | 3 associations | 8 classes maternelles et 12 élémentaires | 8 écoles | 3 secteurs | 6 034 € |

5 Projets « CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE » subventionnés à hauteur de 2 944 euros qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|-----------------------------------|------------------------------------|---|-----------------|-------------------|----------------|
| CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | L'A P I E U | 1 classe élémentaire | SUN YAT SEN | CEVENNES | 480 € |
| CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS | 3 classes maternelles | CERVANTES | MOSSON | 628 € |
| CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS | 6 classes maternelles | SURCOUF | CROIX D'ARGENT | 676 € |
| CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | LE PASSE MURAILLE | 3 classes maternelles | JOYCE | MOSSON | 480 € |
| CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE | LE PASSE MURAILLE | 1 classe élémentaire | GALILEE | MOSSON | 680 € |
| 5 projets | 3 associations | 12 classes maternelles et 2 élémentaires | 5 écoles | 3 secteurs | 2 944 € |

11 Projets « DANSE » subventionnés à hauteur de 5 572 euros qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|-------|------------------|-----------------------|------------|----------|-------|
| DANSE | ALLONS'Z'ENFANTS | 4 classes maternelles | GOETHE | CEVENNES | 480 € |
| DANSE | ALLONS'Z'ENFANTS | 1 classe élémentaire | LOUISVILLE | MOSSON | 430 € |

| | | | | | |
|-------------------|--|---|------------------|-------------------|----------------|
| DANSE | ANIMA | 2 classes maternelles | CHAPTAL | CENTRE | 768 € |
| DANSE | CENTRE CHOREGRAPH IQUE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC- ROUSSILLON | 5 classes maternelles | PROKOFIEV | PORT MARIANNE | 480 € |
| DANSE | CENTRE CHOREGRAPH IQUE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC- ROUSSILLON | 1 classe élémentaire | BOULLOCHE | MOSSON | 480 € |
| DANSE | CIE CARAMBOLE | 1 classe maternelle | FIGUIER | CENTRE | 480 € |
| DANSE | CORPS A L'ESSAI | 2 classes élémentaires | CONDORCET | CENTRE | 480 € |
| DANSE | MARIE LOUISE BOUILLONNE | 1 classe élémentaire | MOULIN | CENTRE | 576 € |
| DANSE | ODETTE LOUISE | 2 classes maternelles | CARPANTIER | MOSSON | 434 € |
| DANSE | DANSE ET DIT | 2 classes maternelles | AQUITAINE | CROIX D'ARGENT | 484 € |
| DANSE | TEMPS DANSE | 4 classes maternelles | BOUCHER | CROIX D'ARGENT | 480 € |
| 11 projets | 9 associations | 20 classes maternelles et 5 élémentaires | 10 écoles | 5 secteurs | 5 572 € |

1 Projet « ENVIRONNEMENT » subventionné à hauteur de 960 euros :

| | | | | | |
|-----------------|----------------------|--------------------------------|----------------|-------------------|--------------|
| ENVIRONNEMENT | L'A P I E U | 1 classe maternelle | BEETHOVEN | CROIX D'ARGENT | 960 € |
| 1 projet | 1 association | 1 classe maternelle | 1 école | 1 secteur | 960 € |

2 Projets « JEU » subventionnés à hauteur de 916 euros qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|----------------------|----------|---------------------------|--------|-------------------|-------|
| JEUX DE STRATEGIE | STATA'JM | 2 classes élémentaires | SAVARY | CROIX D'ARGENT | 484 € |
|----------------------|----------|---------------------------|--------|-------------------|-------|

| | | | | | |
|-------------------|----------------------|--|-----------------|-------------------|--------------|
| JEUX DE STRATEGIE | STATA'JM | 3 classes maternelles | BRES | CEVENNES | 432 € |
| 2 projets | 1 association | 3 maternelles et 2 élémentaires | 2 écoles | 2 secteurs | 916 € |

1 Projet « LECTURE » subventionné à hauteur de 630 euros :

| | | | | | |
|------------------|----------------------|-------------------------------|----------------|------------------|--------------|
| LIVRE ET LECTURE | ARTE FACTO | 2 classes élémentaires | BLAISE PASCAL | HOP/FAC | 630 € |
| 1 projet | 1 association | 2 classes élémentaires | 1 école | 1 secteur | 630 € |

2 Projets « MUSIQUE » subventionnés à hauteur de 960 euros et qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|------------------|--|-------------------------------|-----------------|-------------------|--------------|
| MUSIQUE | E U T E R P (Opéra National de Montpellier) | 1 classe élémentaire | BERT / HUGO | CENTRE | 480 € |
| MUSIQUE | EUTERP | 1 classe élémentaire | BALARD | MOSSON | 480 € |
| 2 projets | 2 associations | 2 classes élémentaires | 2 écoles | 2 secteurs | 960 € |

4 Projets « PATRIMOINE » subventionnés à hauteur de 8 736 euros et qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|------------------|---------------------------------|--------------------------------|-----------------|-------------------|----------------|
| PATRIMOINE | L' A P I E U | 1 classe élémentaire | RONCARD | CROIX D'ARGENT | 480 € |
| PATRIMOINE | LE RELAIS DES ENFANTS | 5 classes élémentaires | DELTEIL | CEVENNES | 4 800 € |
| PATRIMOINE | LE RELAIS DES ENFANTS | 3 classes élémentaires | ARMSTRONG | CEVENNES | 2 880 € |
| PATRIMOINE | LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAULT | 1 classe élémentaire | FERRY | HOP/FAC | 576 € |
| 4 projets | 3 associations | 10 classes élémentaires | 4 écoles | 3 secteurs | 8 736 € |

14 Projets « THEÂTRE » subventionnés à hauteur de 7 734 euros qui se répartissent ainsi :

| | | | | | |
|---------|----------------------------|------------------------|-------|--------|-------|
| THEATRE | AU SINGULIER ET AU PLURIEL | 2 classes élémentaires | SIMON | CENTRE | 500 € |
|---------|----------------------------|------------------------|-------|--------|-------|

| | | | | | |
|-------------------|-------------------------------------|---|------------------|-------------------|----------------|
| THEATRE | LA COMPAGNIE DE L'ESCARGOT | 2 classes maternelles | FRANK | PRES D'ARENES | 584 € |
| THEATRE | LA COMPAGNIE DE L'ESCARGOT | 2 classes élémentaires | ALIGHIERI | CEVENNES | 480 € |
| THEATRE | CIE CARAMBOLE | 5 classes élémentaires | RABELAIS | HOP/FAC | 800 € |
| THEATRE | COMPAGNIE LES FOURMIS ROUSSES | 2 classes élémentaires | SIBELIUS | HOP/FAC | 480 € |
| THEATRE | COMPAGNIE LES FOURMIS ROUSSES | 1 classe élémentaire | BERT / HUGO | CENTRE | 580 € |
| THEATRE | COMPAGNIE LES FOURMIS ROUSSES | 3 classes élémentaires | POTTIER | CENTRE | 480 € |
| THEATRE | COMPAGNIE LES FOURMIS ROUSSES | 1 classe élémentaire | LOUISVILLE | MOSSON | 530 € |
| THEATRE | L'ATALANTE | 2 classes maternelles | WOOLF | MOSSON | 484 € |
| THEATRE | L'OUTIL THEATRE | 1 classe élémentaire | PERICLES | CENTRE | 480 € |
| THEATRE | L'OUTIL THEATRE | 2 classes élémentaires | BREL | PRES D'ARENES | 676 € |
| THEATRE | L'OUTIL THEATRE | 2 classes élémentaires | ARMSTRONG | CEVENNES | 580 € |
| THEATRE | THEATRE LA VISTA | 3 classes maternelles | GARNIER | CENTRE | 300 € |
| THEATRE | THEATRE LA VISTA | 5 classes élémentaires | SEVIGNE | CENTRE | 780 € |
| 14 projets | 7 associations | 7 classes maternelles et 26 élémentaires | 14 écoles | 5 secteurs | 7 734 € |

PROJETS UNIQUEMENT FINANCES PAR LA VILLE :

3 Projets particuliers sur des périodes ponctuelles ou sur plusieurs semaines de l'année, proposés aux écoles, subventionnés à hauteur de 17 800 euros et qui se répartissent entre les associations suivantes :

1 Projet « Cinéma » : Association « Festival International du Cinéma Méditerranéen »

L'Opération du Festival Jeune Public fait découvrir un cinéma de qualité et des grands films du patrimoine cinématographique sur grand écran aux écoles maternelles et primaires ainsi qu'aux centres de loisirs sur une dizaine de jours en octobre. Avant première du cinéma méditerranéen, il donne accès à des films de qualité à environ 5000 enfants :

7 000 euros

1 Projet « Echec » : Association « Montpellier Echecs »

Cette activité culturelle permet à l'intérieur des l'école d'aborder le jeu des échecs durant 14 semaines, finalisée par un vrai tournoi à la salle des rencontres au mois de juin, 15 classes y participent composées de près de 330 enfants :

6 300 euros.

1 Projet « Chorales » : Association « Swing Gum Enfance »

Afin de promouvoir la pratique chorale, des musiciens intervenants apprennent le chant choral aux enfants en temps scolaire sur un répertoire adapté. Les rencontres chorales de 150 classes permettent à 3000 enfants d'aborder les notions de sociabilisation, de citoyenneté et le respect de soi et des autres. Elles se finaliseront par des spectacles en fin d'années scolaires : les Chœurs d'Enfants. **4 500 euros**

Après étude de cette affaire, il est proposé au conseil municipal :

- d'attribuer des subventions aux associations qui réalisent ces ateliers d'animations culturelles dans les écoles pour un montant total de 54 762 euros. Les crédits concernant ces subventions sont prévus au budget au chapitre 922, nature 6574 (n° LDC 1495).
- d'établir une convention entre la Ville et chaque association. Ces conventions ont pour but de préciser les modalités de réalisation des projets, ainsi que le versement de la subvention.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : M. GELY dans sa présentation a fait référence à la qualité des projets. Si je peux me permettre de la compléter, le *leader* de l'opposition ferait bien de prêter attention. Les crédits de l'Etat, pour ces actions de type culturel, sont à la baisse. Nous pouvons donc financer moins de projets, ou avec moins d'envergure. Cela témoigne hélas des moyens de suivi pour l'école publique.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

Mme Labrousse rentre en séance.

35 - Crèche collective multi accueil - Quartier Port-Marianne - Proposition de dénomination Adélaïde CAMBON

Françoise PRUNIER : Nous proposons le nom d'Adélaïde CAMBON pour une crèche. En 1846, Montpellier a vu l'ouverture de la première structure petite enfance privée appartenant aux sœurs de Notre-Dame et située rue Saint-Pierre. Suite à une demande du prêtre de la paroisse Saint-Denis, qui fit part au Conseil municipal de l'extrême nécessité de créer une structure petite enfance au quartier Puech-Pinson, cette dernière voit le jour en 1872 avec l'aide financière du Comité des Dames. Ces structures ne s'appelaient ni crèche, ni halte-garderie, mais salle d'asile. Cette salle d'asile, bien que subventionnée par le Comité des dames, reste cependant entièrement

gérée par la Ville. Elle se situe dans la maison Fornier, rue de Lorraine. Cette rue est située entre la rue de la Méditerranée et la rue de Barcelone. Elle porte encore ce nom. La directrice de cet asile, Madame Adélaïde CAMBON, est nommée le 18 octobre 1872 et est installée dans ses fonctions le 1^{er} novembre. Elle est mère de 7 enfants et possède son logement attenant à la salle

d'asile pour lequel elle perçoit une indemnité de la Ville. Les archives de la Ville ne possèdent aucune trace d'Adélaïde CAMBON, ni dans les registres de naissance, ni dans ceux de mariage ou de décès. De même, son dossier personnel n'a pas été retrouvé. A cette époque, le quartier non bâti était constitué de champs. C'est un quartier qui a pris son essor après la guerre de 1870. Au fur et à mesure de la création de nouvelles rues, celles-ci sont nommées en souvenir de provinces perdues, d'où la rue de Lorraine. C'est pour cette raison que nous désirons appeler la crèche proche de l'Hôtel de Ville crèche Adélaïde Cambon, car elle a été la première directrice de la première crèche municipale.

Dans le cadre de sa politique d'accueil des jeunes enfants, la ville de Montpellier prévoit l'ouverture d'un nouvel établissement d'accueil dans le quartier Port-Marianne, à proximité du Nouvel Hôtel de Ville. Par délibération du 08 Février 2010, le Conseil municipal avait autorisé le principe de cette réalisation, le lancement des appels d'offres et la recherche des subventions pour ce projet.

Cet établissement, dont l'ouverture est prévue en Septembre 2011, comptera 61 places d'accueil, dont 52 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial. Il s'inscrit dans une dynamique globale de développement de l'offre d'accueil destiné à répondre aux besoins des familles dans un objectif de solidarité et d'équipement social des quartiers.

Ce projet s'inscrit dans une tradition profonde d'accueil des jeunes enfants, puisque la première crèche municipale a été fondée en 1872 dans le quartier Puech Pinson, correspondant à l'actuel secteur « Méditerranée ». Elle était dirigée par Madame Adélaïde Cambon, nommée à ce poste le 19 octobre 1872.

Afin de lui rendre hommage, il est proposé au Conseil Municipal de dénommer ce nouvel établissement « Crèche Adélaïde Cambon ».

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter cette proposition de dénomination,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

36 - Attribution de subventions à des associations

Hélène MANDROUX : Dans le cadre des actions qui contribuent au « vivre ensemble » par la rencontre, l'échange et la convivialité, la Ville de Montpellier soutient les animations de quartier à l'occasion de la fête de la Saint Jean ou des fêtes de quartier.

En 2010, il est proposé d'accorder une subvention de :

► **700 €**aux comités de quartier ou associations de quartier dont les noms figurent ci-dessous :

- Comité de Quartier La Chamberte
- Comité de Quartier Cévennes et Environs

- Comité de Quartier Tastavin-Lemasson-Mas Drevon-La Marquerose
- Association Bout'Entrain
- Association SOS Amitié
- Association des Résidents d'Antigone
- Association Animation et Vie des Aubes

► **500 €**aux structures suivantes :

- Comité de Quartier Pasquier Don Bosco
- Solidarité DOM TOM

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants de subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget Primitif 2010 (imputation budgétaire n°6574/920232 LC 1260)
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

Mme Troadec-Robert rentre en séance.

37 - Réalisation d'un support pédagogique avec le Centre Régional de Documentation Pédagogique - Autorisation de signer la convention de partenariat

Régine SOUCHE : Le Centre Régional de Documentation Pédagogique (CRDP) de l'académie de Montpellier est un établissement public national à caractère administratif régi par les articles D314-70 et suivants du code de l'éducation. Sa mission est de produire et de diffuser des ressources éducatives, d'en promouvoir les usages, dans tous les champs de l'éducation, en direction des acteurs et partenaires des communautés éducatives et universitaires.

Le Centre Régional de Documentation Pédagogique a sollicité le soutien de la ville de Montpellier pour mener à terme un projet de support pédagogique en lui proposant de participer à la production d'un ensemble de vidéogrammes (ou DVD) sur la thématique de la violence verbale. Ce DVD est destiné à être édité dans la collection nationale « ressources formation vidéo » pour la formation de différents publics.

Trois modules à l'intérieur de ce DVD seront spécifiquement réservés à la Ville de Montpellier permettant pour les besoins du scénario de mettre en scène des situations de violences verbales

avec des agents de la ville.

Afin d'accompagner la réalisation de ce support pédagogique une convention de partenariat a été établie précisant d'une part l'objet du DVD, les caractéristiques techniques, le calendrier de réalisation ainsi que les engagements du CRDP et d'autre part la participation financière de la Ville sous la forme d'une subvention pour un montant de 6000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer la convention de partenariat, entre le Centre Régional de Documentation Pédagogique de l'académie de Montpellier et la ville de Montpellier, jointe en annexe de cette délibération,
- d'attribuer une subvention de 6000 € prélevée sur les crédits inscrits au BP 2010, ces crédits sont transférés du chapitre 920 (nature 6184) vers le chapitre 920 (nature 6574),
- d'autoriser Madame le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tous autres documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Mme Prunier et M. Passet sortent de séance.

38 - Attributions de subventions dans le cadre des actions territoriales

Patrick VIGNAL : La Ville de Montpellier poursuit en 2010 sa politique visant à favoriser la mise en place sur les quartiers d'actions territoriales. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique, axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Afin de permettre la réalisation de ces actions territoriales, la Ville de Montpellier souhaite attribuer une subvention aux associations suivantes :

Association EVEN COM

L'association EVEN COM est une association loi 1901 dont l'objectif est de participer de façon active au développement des activités physiques et sportives ainsi qu'à la promotion d'évènements à caractère culturel et éducatif. L'activité principale de cette structure est le développement du « mieux vivre ensemble ».

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers, l'association propose de mesurer les attentes et les souhaits des habitants et de mettre en place des évènements à caractère social. L'association propose ainsi de réaliser une enquête de terrain sur les quartiers Petit Bard, Mosson et Centre. Cette enquête permettra :

- de connaître le ressenti et le souhait des habitants quant à l'avenir de ces quartiers et la manière dont ils perçoivent le « Vivre ensemble »,
- d'émettre des propositions à caractère économique et urbanistique,
- d'organiser des évènements sociaux, notamment autour de la communication des résultats de l'enquête.

Cette enquête, réalisée par des étudiants, permettra de sensibiliser des jeunes à la thématique de

la cohésion sociale.

Afin d'aider cette association dans la mise en place de cette action, il est proposé d'attribuer à cette structure une subvention d'un montant de 4 000 €.

Collège Las Cazes

Le collège Las Cazes, situé dans le quartier des Cévennes, souhaite mettre en place au sein de l'établissement le projet « vise 1 peu la voie pro ! » avec une classe de 3^{ème} SEGPA. Ce projet, en partenariat avec l'association Les Ziconofages, propose d'accompagner des élèves déjà engagés dans des classes préprofessionnelles à approfondir et valoriser leur choix d'orientation par la réalisation de reportages vidéo. Ces reportages seront ensuite présentés aux autres classes de 3^{ème}.

La diffusion de ces reportages permettra de valoriser les élèves de SEGPA qui voient souvent de manière dévaluée leur orientation en filière préprofessionnelle et permettra aux autres collégiens de réfléchir sur leurs possibilités d'orientation. Ainsi, la mise en place de ce projet contribuera à favoriser la réussite scolaire qui constitue un des enjeux identifiés en termes de cohésion sociale sur ce quartier.

Afin de soutenir la mise en place de ce projet, il est proposé d'attribuer au Collège Las Cazes une subvention d'un montant de 2 185 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer aux structures les subventions indiquées ci-dessus ;
- de prélever la somme de 6 185 € sur les crédits inscrits au BP 2010 (6574/925 LC 17698) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

39 - Financement de la mission prévention spécialisée Ville/ Département de l'Hérault - Année 2010

Patrick VIGNAL : Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance. Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que "dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ...des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..." et l'article 221-1... "le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2^{ème} de l'article L121-2".

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse et la structure associative est bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc

été confié par le Conseil Général à l'association APS 34, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée. Le Département a autorisé l'association par arrêté du Président du Conseil Général en date du 24 juillet 2007 pour une durée de 15 ans.

Les communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. Par ailleurs, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée. Ainsi, par délibération du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'association APS 34 et de participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs. Cette participation, qui s'élève à 151 000 € pour l'année 2010, est versée à terme échu au Département de l'Hérault qui assure de par sa compétence le lien avec APS 34.

La Ville de Montpellier participe au pilotage de la mission de prévention spécialisée. Une convention entre la Ville et le Département, prise par délibération en date du 23 novembre 2009, fixe les modalités de mise en œuvre de cette mission et de coopération entre les deux collectivités. Cette convention a été conclue pour une durée de 13 ans.

En application de l'article 1 de cette convention, le Département propose à la Ville de signer un avenant pluriannuel, annexé à la présente délibération. Cet avenant vise à définir, pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2011, le territoire d'action de la prévention spécialisée, les axes généraux d'intervention, les publics visés et enfin la composition des instances de concertation et de décision.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant ci-joint entre le Département de l'Hérault et la Commune de Montpellier ;
- de prélever la participation financière de la Ville à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs sur les crédits inscrits au BP 2010 (65733/925 LC16306) ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

**40 - Concession d'exploitation du domaine public Kiosque Albert 1er
Modification de dénomination de l'exploitant - Exonération partielle de
la redevance - Prolongation de la durée de la convention**

Marc DUFOUR : Par délibération N°2009/115 en date du 30 mars 2009, la Ville de Montpellier a concédé à la SARL « Las Ramblas » l'exploitation d'un kiosque alimentaire situé 11 Place Albert 1^{er} pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} juin 2009.

Or, à ce jour, l'exploitation de ce lieu n'a toujours pas démarré. En effet, le kiosque ayant été aménagé selon les normes de 2005, et les 2 précédents concessionnaires s'étant désistés entre-temps, cette société a dû supporter les mises aux normes électriques et d'accessibilité, retardant ainsi l'accord du Permis de Construire déposé en mars, accordé en septembre, Permis de Construire dont dépendait le démarrage des travaux.

D'autre part, à la suite de la modification des statuts de la SARL « Las Ramblas » en avril 2009, le gérant initial auquel avait été attribué la convention s'est désisté au profit de M. Girardi, qui devient de fait, gérant de la SARL « Las Ramblas ». Il devient donc nécessaire de modifier la dénomination initiale de l'exploitant et d'autoriser M. Girardi gérant de cette SARL, à poursuivre l'exploitation de cet établissement, en lieu et place de M. Saintagne, précédent gérant.

C'est donc au vu de ces éléments, et de la non exploitation de ce commerce depuis la date initiale de la convention (juin 2009) que M. Girardi, gérant de cette société, a sollicité l'exonération de sa redevance pour le 1^{er} semestre 2010 (sachant qu'il a réglé le 2^{ème} semestre 2009), soit d'un montant de 7 725 €, ainsi que la prolongation d'une année supplémentaire de la durée de la convention, dont le terme était initialement prévu au 31 mai 2017.

Eu égard à ces demandes, et après examen de cette affaire, il vous est donc proposé d'accepter :

- la modification de la dénomination du titulaire de la convention, et dire que M. Girardi devient titulaire de la convention d'exploitation du domaine public pour l'exploitation du kiosque Albert 1^{er} ;
- la demande de remise gracieuse d'un montant de 7725 € représentant un semestre 2010, pendant lequel le concessionnaire n'a pu exploiter ce kiosque,
- la modification de la durée de la convention, dont le terme est fixé au 31 mai 2018,
- de modifier en conséquence, par avenant, la convention d'exploitation du domaine public initiale liant la Ville à la SARL « Las Ramblas », et plus précisément les articles relatifs à la dénomination du titulaire de la concession, à la durée de la convention et à l'exonération partielle de la redevance de l'année 2010.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

41 - Convention d'exploitation du domaine public - Café sportif du skate park de la Mosson - Appel à candidatures - Désignation du candidat

Marc DUFOUR : Par délibération du Conseil Municipal en date du 14 juin 2010, la Ville a décidé la création d'un café sportif sur le skate park de La Mosson, avenue du Professeur Blayac et le lancement d'un appel à candidatures afin de choisir le concessionnaire chargé de gérer,

entretenir et sécuriser le site, proposer des animations en relation avec le lieu, et offrir une restauration rapide répondant aux attentes de la clientèle du skate park.

M. Abdellah BEDJAÏT a été l'unique candidat de cet appel à candidatures.

Son dossier répondant aux critères personnels et commerciaux exigés, nous proposons de répondre favorablement à cette candidature.

La convention entre la Ville et l'exploitant serait conclue pour une durée de 3 ans. La part fixe demandée par la Ville pour la redevance annuelle s'élevait à 3600 € ; la part variable annuelle proposée par le candidat est de 1200 € soit un total de 4800 €.

Après examen de cette affaire, il vous est proposé :

- d'accepter la candidature de M. Abdellah BEDJAÏT en tant qu'exploitant du café sportif du skate park de La Mosson pour une durée de 3 ans et une redevance annuelle de 4800 € ;
- d'accepter le projet de convention ci-joint ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

Mmes Boyer et Beccaria sortent de séance.

42 - Convention de mutualisation entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur l'entretien des chaufferies - Autorisation de signature

Frédéric TSITSONIS : Par cette occasion, je profite pour annoncer au Conseil municipal qu'au début du mois de décembre, nous avons fêté, à l'initiative de Madame le Maire, les 25 ans du service Énergie et les 30 ans du service Chauffage. Tous les agents de la Ville sont très fiers d'appartenir à ces services.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses compétences, met en œuvre de nombreuses actions afin de réduire la consommation de combustibles d'origine fossile et de développer les énergies renouvelables.

La gestion optimisée des installations climatiques des bâtiments dont elle a la charge s'inscrit dans cette politique de lutte contre l'effet de serre et contribue à une meilleure maîtrise de la dépense publique.

La Ville de Montpellier dispose en interne d'un service d'entretien et de maintenance des installations climatiques performant qui permet de répondre à ces objectifs.

Par convention de mutualisation depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Communauté d'Agglomération.

En 2007, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier ont souhaité étendre cette mutualisation des services de génie climatique à d'autres bâtiments relevant du patrimoine communautaire, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-I du Code Général des Collectivités territoriales.

Compte tenu du bilan très positif de cette collaboration, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé de conclure une nouvelle convention, de même type que la convention actuelle, de mutualisation de service sur la partie génie climatique du parc de bâtiments de la Communauté d'Agglomération présentant les caractéristiques suivantes :

La durée de la convention est fixée à 4 ans.

Dans le cadre de la convention, la Communauté d'Agglomération mettra à disposition de la Ville de Montpellier trois agents. La masse salariale correspondante sera à la charge de la Communauté d'Agglomération. Elle remboursera par ailleurs à la Ville le montant des frais de fonctionnement du service établi conformément à la convention à 165 766 Euros par an.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention de mutualisation du service Energie entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer la convention de mutualisation du service Energie entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Jacques DOMERGUE : J'aimerais revenir sur le problème de la mutualisation. Vous aviez évoqué la possibilité de mutualiser des services entre l'Agglomération et la Ville. Je crois même que la future salle du Conseil municipal pourrait très bien accueillir le Conseil d'Agglomération. Avez-vous progressé dans cette voie, comme dans certaines Villes comme Alès, qui n'ont pas différencié les services de l'Agglomération des services municipaux ? Par les temps qui courent, la mise en commun de certaines actions, surtout quand on sait l'importance qu'a l'Agglomération dans la gestion de la Ville de Montpellier, serait bénéfique pour les contribuables.

Hélène MANDROUX : Nous avons déjà commencé à mutualiser la centrale d'achats. Nous avons mutualisé avec certaines communes, comme par exemple Castelnau. Là, nous mutualisons sur l'entretien des chaufferies. Je pense qu'au fur et à mesure, nous avançons dans ce sens. La mutualisation va permettre de réaliser des économies de fonctionnement.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

43 - Réhabilitation de la Mairie de Proximité Tastavin et du Centre de Loisirs sans Hébergement - Autorisation de signer des Avenants - Lot n° 10 : Sols souples – Peinture - Lot n° 11 : Enduits de façades

Frédéric TSITSONIS : Par délibération du Conseil Municipal n° 2009/524 en date du 10 novembre 2010, l'entreprise : SUD AMENAGEMENT, a été attributaire du marché de travaux pour la réalisation du lot n° 10 : Sols souples – Peinture et l'entreprise VILLENEUVE a été attributaire du marché de travaux pour la réalisation du lot n° 11 : Enduits de façades.

Dans le cadre de l'exécution de ces marchés, il est nécessaire de réaliser les prestations

suivantes :

- Pour le lot n° 10 (Sols souples et peinture) : Sur demande du bureau de contrôle et pour des raisons de sécurité et d'accessibilité, l'escalier bois a été remplacé par un escalier béton qu'il est nécessaire de revêtir en sol souple.
- Pour le lot n° 11 (Enduits de façades) : Suite à la démolition, pour des raisons de sécurité structurelles d'une partie du bâtiment, la reconstruction à l'identique implique le traitement à l'enduit de façades non prévues dans le marché initial.

Il est donc proposé de passer un avenant n° 1 avec l'entreprise SUD AMENAGEMENT sise 30980 Langlade, titulaire du lot n° 10 : Sols souples et peinture ainsi qu'avec l'entreprise VILLENEUVE sise 34000 Montpellier.

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, le nouveau montant du marché s'élève à :

| Lot | Entreprise | Montant initial du marché en Euros H.T. | Montant de l'Avenant n° 1 | Nouveau Montant du marché en Euros H.T. | Pourcentage : Montant de l'avenant / Montant marché initial |
|-------------------------------|-----------------------------------|---|---------------------------|---|---|
| 10 – Sols souples et peinture | SUD AMENAGEMENT 30980 Langlade | 26 729,50 | 3 182,00 | 29 911,50 | 11,90 % |
| 11 – Enduits de façades | VILLENEUVE 34000 Montpellier | 27 483,00 | 4 933,25 | 32 416,85 | 17,95 % |

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la passation de ces avenants n° 1 dans le cadre de l'opération ci-dessus rappelée ;
- d'autoriser Madame le maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer les avenants n° 1 avec les entreprises et plus généralement, à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la ville :
 - o D.A.I - Service Architecture : Nature : 2313 - Fonction : 900 201 - Programme : 10383

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

Mme Prunier et M. Passet rentrent en séance.

44 - Ouverture et fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier - Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE : Le présent dossier a pour objet le marché d'ouverture et de fermeture des parcs et squares de la Ville de Montpellier.

Il est établi pour l'année 2011 renouvelable deux fois maximum par expresse reconduction.

1. Présentation du marché :

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un mini de 120 000 € HT et un maxi de 330 000 € HT par an.

2. Financement au budget primitif :

Service espaces verts et parc zoologique, sur l'imputation budgétaire suivante : section fonctionnement et investissement (908.928).

3. Rappel de la procédure :

La procédure de passation est celle d'une procédure adaptée en application des articles 30 et 77 du code des marchés publics.

La date limite de remise des offres a été fixée au 8 novembre 2010. L'ouverture des plis a eu lieu le 9 novembre 2010.

Après analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 25 novembre 2010 a retenu le candidat suivant : T2S Gardiennage.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le marché avec l'entreprise adjudicataire.

Francis VIGUIE : Je ne veux pas apparaître comme monomaniacque, mais tout de même, pour ce marché, nous pourrions peut-être réfléchir. Y a-t-il réellement une obligation, ou ne pourrions-nous pas traiter cela d'une autre façon ? Je vois que les coûts sont entre 120 000 et 330 000 [euros], ce qui n'est pas une somme modique. Je ne vois pas l'impératif qui fait que nous soyons dans l'obligation de sous-traiter une fermeture des parcs et des jardins. Il doit y avoir d'autres moyens de le faire. Il existe tout de même une surveillance ou un suivi. J'avoue que pour la somme, cela me semble quelque chose d'assez particulier, dans lequel je ne me retrouve pas.

Jacques DOMERGUE : Nous avons parfois des points communs avec M. VIGUIE. Tout à l'heure, M. SAUREL nous disait que pour le marché de Noël, il valait mieux une régie municipale plutôt que de faire appel au privé. Et là, nous avons l'impression qu'on fait appel au privé alors que nous pourrions utiliser le personnel municipal. Je fais alors la même remarque que M.VIGUIE. Quand on a un effectif aussi important que la Ville de Montpellier, il existe peut-être des moyens de réorganisation pour que le personnel municipal joue ce rôle et permette d'éviter cette dépense qui me paraît inutile.

Serge FLEURENCE : Si nous avons recours à des sociétés privées pour cela, c'est d'abord parce que les parcs et jardins sont très nombreux. Il en existe pratiquement dans tous les quartiers. Ensuite, nous avons une forte demande de la population à la fois de laisser ouvert le plus longtemps possible et à la fois de le fermer à partir d'une certaine heure. Ce qui fait que si on calculait ce que cela représenterait pour la collectivité de payer des agents, y compris en heures supplémentaires et les week-ends, cela reviendrait plus cher que d'avoir recours à une société privée. Quant à la somme, je vous précise qu'il s'agit des minis et des maxis, et que cela ne signifie pas que nous allons utiliser les 330 000 euros. Il est sûr qu'on ne les dépassera pas, mais il n'est pas obligé que nous dépensions cette somme-là. Le personnel existant actuellement ne dispose pas de plages horaires pour effectuer ce travail.

45 - Plan d'actions pour les villes et la biodiversité - Autorisation de prise en charge financière des déplacements et de l'hébergement de deux délégués.

Serge FLEURENCE : Lors du Sommet des Villes pour la Biodiversité auquel avait été invitée la Ville de Montpellier et de la conférence des états signataires de la Convention pour la Diversité Biologique, qui se sont tenus parallèlement fin octobre à Nagoya, une déclaration finale des états mentionne que la Ville de Montpellier accueillera la première réunion pour la mise en œuvre du plan d'actions pour les villes et la Biodiversité, plan d'actions adopté lors de ce même Sommet.

Cette réunion organisée conjointement par la Ville et la Convention pour la Diversité Biologique va réunir à Montpellier, les 17 et 18 janvier prochains, une cinquantaine de délégués de villes telles que Nagoya (Japon), Curitiba (Brésil), Montréal (Canada), Bonn (RFA), New Dehli (Inde), Paris (France), de gouvernements (Brésil, Singapour, Canada, Grande Bretagne), d'organismes dépendants de l'ONU (UN habitat, UNEP, UNESCO) et d'autres organismes internationaux (Comité des régions de l'Union Européenne, UICN, ICLEI Afrique du Sud, URBIO, Stockholm, résilience center, etc...).

Les Villes jumelées à Montpellier sont associées également à cette réunion. Le gouvernement français est bien entendu associé à cet événement.

Afin de favoriser la venue de certains délégués de pays émergents, un courrier cosigné par le secrétaire exécutif de la Convention pour la Diversité Biologique et Madame le Maire a été adressé à Madame le Ministre de l'Ecologie afin que l'état français puisse prendre en charge les déplacements de trois délégués (New Dehli, Gouvernement du Brésil et un délégué de la Convention).

Dans le même esprit, il est proposé que la Ville de Montpellier prenne en charge les déplacements et hébergements de deux délégués : la Ville de Curitiba et l'organisation Internationale ICLEI Afrique du Sud.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la prise en charge financière de deux délégués dans le cadre de la Convention pour la Diversité Biologique, sur la section fonctionnement du budget 2010 de la Direction des Relations Internationales (920)
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS : Bien sûr, nous ne pouvons qu'accepter ce geste de solidarité en faveur de la biodiversité. Ceci étant, j'en profite pour vous rappeler qu'on vous a interpellés à travers la presse pour que la Ville de Montpellier soit aussi signataire du Pacte de Mexico, qui est un engagement des Villes pour la biodiversité. Beaucoup de Villes françaises l'ont fait. Pourquoi ne pas s'engager à travers ce Pacte ?

Ensuite, quand on fait ce type de déplacement, un geste possible pour montrer qu'on va un peu

plus loin est aussi de financer une compensation carbone. C'est-à-dire que pour tous les déplacements que vous faites en avion, je vous suggère de compenser en donnant à un organisme qui fait de la lutte contre le réchauffement climatique. Vous pourriez faire cela. J'ai vu que vous aviez acheté un abonnement à Air France. Cela serait cohérent.

Hélène MANDROUX : Si les avions n'avaient plus besoin de fuel, cela serait encore mieux.

Jean-Louis ROUMEGAS : Non, c'est quelque chose de très sérieux. La compensation carbone permet de compenser réellement. L'argent versé permet de faire des économies ailleurs de carburants. Nous ne sommes pas utopistes et savons très bien qu'il y aura toujours une dépense de carbone. On peut dire qu'il y a parfois des nécessités de prendre l'avion mais que si, par ailleurs, on aide à faire des efforts là où cela est possible, cela ne donne pas simplement bonne conscience. Il s'agit d'un geste réel pour diminuer et participer.

Frédéric TSITSONIS : La compensation carbone est une idée intéressante que l'on essaiera de mettre en place dans le cadre du plan climat. Quant au pacte de Mexico, à un moment il ne faut pas trop aller signer des pactes à droite à gauche. Aujourd'hui, la Ville est signataire du pacte des maires et d'une charte au niveau du climat. L'action qui est faite par la Ville sur le terrain en matière de biodiversité vaut tous les pactes qui seraient signés sur ces questions. L'engagement est clair, et il ne faut pas se disperser dans les divers pactes que les Villes peuvent signer. Il faut aller de l'avant une fois que nous avons une feuille de route.

Hélène MANDROUX : Il faudrait aussi savoir où vont ces sommes.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

46 - Marché public relatif à l'enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, de nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art. Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : La dégradation par les graffitis des façades et des portes est une des préoccupations majeures de la municipalité de Montpellier, qui est une des premières villes de France à avoir décidé d'intervenir gratuitement pour enlever les affiches et graffitis. Elle a, en outre, mis en place un système informatique permettant de confondre, lors de leur interpellation, les auteurs de ces incivilités grâce à l'enregistrement de photographies.

Depuis juin 2005, la Ville a étendu cette prestation au traitement préventif des portes, volets et devantures, redonnant aux montpelliérains et aux touristes le plaisir d'admirer les façades sans être agressés visuellement.

Le marché avec la société Ciel vert arrivant à son terme le 31 décembre 2010, la Ville de Montpellier a décidé de lancer un appel d'offres européen ouvert, conformément aux articles 57, 58 et 59 du code des marchés publics, en vue de confier à une entreprise les prestations ci-après :

- Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage du mobilier urbain et des ouvrages d'art de la Ville de Montpellier.
- Traitement préventif des portes, volets et devantures et autres surfaces.

La consultation a porté sur un marché constitué d'un lot unique d'une durée de trois ans.

Ce marché comporte des prestations à prix global et forfaitaire et des prestations occasionnelles soumises à la procédure des marchés à bons de commande avec un minimum et un maximum.

- Prestations payées à prix forfaitaire

1. Enlèvement des graffitis

Enlèvement dans les délais impartis des graffitis de l'ensemble des surfaces et équipements définis au C.C.T.P.

2. Enlèvement de l'affichage sauvage

Enlèvement dans les délais impartis de l'affichage sauvage de l'ensemble des surfaces et équipements définis au C.C.T.P.

3. Nettoyage de mobilier urbain

Nettoyage de l'ensemble du mobilier urbain présent sur l'espace public de la Ville de Montpellier afin qu'il soit conforme à l'objectif de résultats défini au C.C.T.P.

4. Nettoyage d'ouvrages d'art de la Ville

Nettoyage spécifique des espaces et surfaces définis au C.C.T.P.

- Prestations payées selon un bordereau de prix unitaire dans la limite d'un minimum et d'un maximum

Traitement préventif des portes, volets, devantures et autres surfaces : par application d'un traitement préventif anti-tag.

Les prix minimum et maximum pour cette prestation sont de :

Minimum : 42 000 € HT par an

Maximum : 200 000 € HT par an

Pour réaliser ces prestations, un appel d'offres ouvert a été lancé avec les critères de sélection pondérés de la manière suivante :

- La valeur technique (qualitative et quantitative) des offres, à hauteur de 65%
- Les propositions financières, à hauteur de 35%

Lors de la réunion du 25 novembre 2010, la commission d'appel d'offres a retenu la société Ciel Vert dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour réaliser ces prestations pour un montant de :

- 2 624 970 € HT pour 3 ans pour les prestations forfaitaires
 - 126 000 € HT minimum et 600 000 € HT maximum pour 3 ans pour les prestations soumises à la procédure du marché à bons de commande.
- Pour mémoire le montant révisé fin 2010 du marché actuel s'élève à 3 060 021 € HT.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, M. l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec

l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

47 - Rue des Pertuisanes - Avenue des Etats du Languedoc - Amélioration des accès aux abords du Polygone - Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE : Dans le cadre du protocole transactionnel Odysseum – Polygone, du 21 février 2006, la Ville de Montpellier s'engageait à réaliser un certain nombre d'aménagements d'espaces publics et de travaux de voirie visant à améliorer les accès automobiles et piétons au Centre Commercial du Polygone.

Les travaux de réaménagement d'une partie de l'avenue des Etats du Languedoc, du carrefour Michelet et de la rue des Pertuisanes jusqu'au droit de l'hôtel "PULLMAN", sont prévus dans le protocole et font suite aux travaux de couverture de la trémie Bastion de Ventadour.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie comprenant une tranche ferme, une option et une tranche conditionnelle, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :

- Garanties techniques et financières.
- Références professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise.
- Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 25 novembre 2010, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 tranche ferme option 1 + tranche conditionnelle : l'entreprise COLAS Midi Méditerranée pour un montant de 455 116,92 € HT.
- Lot 2 : l'entreprise SOTEM pour un montant de 149 428,56 € HT.
- Lot 3 : l'entreprise Pousse Clanet pour un montant de 7 574,88 € HT.
- Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908221, programme 10250.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

48 - Rue du Faubourg Boutonnet - Aménagement de la voie - Marché à Procédure Adaptée - Autorisation de signer les marchés

Serge FLEURENCE : La Ville, en collaboration avec les associations et les commerçants du quartier Boutonnet a engagé une réflexion globale pour améliorer la sécurité des piétons dans ce quartier et réduire la vitesse de circulation des véhicules.

Ces objectifs ont été amorcés avec l'aménagement de la place Krasucki et de la rue Marie Caizergues. Ils se poursuivent avec l'aménagement de la rue du Faubourg Boutonnet entre la rue du Colonel Marchand et la place Krasucki.

L'aménagement s'inscrit dans un périmètre de zone 30. Il prévoit :

- l'agrandissement des trottoirs piétons pour le confort et l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- le maintien d'une voie en sens unique de la rue du Colonel Marchand vers la place Krasucki ;
- la création de plateaux surélevés à l'entrée et au débouché de la rue ainsi qu'au carrefour avec la rue de l'Abbé de l'Epée ;
- le maintien d'une file de stationnement ;

La Communauté d'Agglomération doit également procéder à la remise en état du réseau unitaire d'assainissement situé sous la chaussée et la société VEOLIA doit reprendre la canalisation d'alimentation en eau potable et ses branchements en plomb.

Une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et la société VEOLIA, dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, fixe les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement, convention approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 29 mars 2010.

La Ville, titulaire de ce groupement a lancé une consultation d'entreprises selon la procédure adaptée avec 1 lot divisé en 3 chapitres (Assainissement Unitaire, Adduction d'eau potable, Voirie.) en vue de la réalisation des travaux de réseaux et d'aménagement de surface, avec les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières,
 - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise,
 - o Prix des prestations

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 25 novembre 2010 a retenu :

- l'entreprise EHTP a été retenue pour réaliser les travaux pour un montant total de 1 151 373,50 €H.T soit 1 377 042,71 € TTC.

Les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908221, programme 10410.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver cette opération
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Mmes Augé-Caumon et Deloncle sortent de séance.

49 - Rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement - Exercice 2009

Serge FLEURENCE : Jusqu'au 31 décembre 2009, la Ville de Montpellier exerçait en propre ses compétences en matière d'eau potable. Au 1^{er} janvier 2010, cette compétence a été transférée à la Communauté d'agglomération de Montpellier qui assurait déjà les compétences en matière d'assainissement.

Le Conseil de communauté a adopté le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement par délibération en date du 28 septembre 2010.

L'article D2224-3 du code général des collectivités territoriales dispose que le maire présente au Conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement établi par la Communauté d'agglomération de Montpellier complété par le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de distribution d'eau potable établi par la Ville.

Les indicateurs techniques et financiers figurant obligatoirement dans ce rapport et les modalités concernant la rédaction et la mise à disposition du public de ce rapport et de l'avis du Conseil municipal sont notamment précisés par les décrets n° 95-635 du 6 mai 1995 et n°2007-675 du 2 mai 2007.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous vous présentons donc, pour l'exercice 2009 :

- une note liminaire,
- un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de distribution publique d'eau potable de la Ville,
- un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement de la Communauté d'agglomération.

Les informations contenues dans ces documents concernent quatre thèmes principaux :

- l'organisation de l'exécution du service (répartition des compétences, gestion directe et déléguée),

- les indicateurs techniques, qui traduisent l'importance de l'activité et la qualité du service,
- les indicateurs financiers, essentiellement le prix de l'eau, sa décomposition et son évolution depuis l'année précédente,
- les principaux aménagements réalisés, programmés et à venir, notamment pour améliorer la qualité du service

🔑 Eau Potable 🔑

Organisation du service de Montpellier

En 2009, la Ville de Montpellier exerçait pleinement sa compétence en matière d'eau potable. L'exploitation du service public de distribution d'eau potable, y compris le relevé des compteurs et la facturation, est affermée à la Générale des eaux par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 1989.

La Ville a réalisé et financé les études et travaux neufs relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

Le service public de distribution d'eau potable dessert les communes de Montpellier et Juvignac et fournit de l'eau en gros au SMEA du Pic St Loup, au SIAE du Salaison et aux communes de Montferrier sur Lez, Grabels et Prades le Lez.

Indicateurs techniques

Les volumes produits aux stations d'Arago et de Portaly représentent 33 416 360 m³, soit une légère hausse de 0,41 % par rapport à l'exercice 2008.

Cette production a été assurée à 98% par la source du Lez. Un appoint d'eau de B.R.L d'un volume de 439 560 m³ a été nécessaire afin de freiner le rabattement de la nappe.

Sur la commune de Montpellier, le nombre total d'abonnés du service public de distribution d'eau potable est d'un peu plus de 33 000 dont 96% d'abonnés domestiques.

Les volumes vendus s'établissent à 17 264 908 m³ et sont en légère baisse par rapport à l'année 2008.

La qualité du service est tout à fait satisfaisante :

- la qualité de l'eau distribuée est irréprochable : plus de 800 prélèvements soit plus de 13000 paramètres analysés, dont environ 9600 analyses officielles de contrôle, l'ont confirmé,
- le rendement du réseau d'eau potable est bon et atteint 80,2%,
- la télégestion et la télésurveillance informatisées de l'ensemble des équipements hydrauliques et électromécaniques du service jouent parfaitement leur rôle.

Prix de l'eau potable

La ville de Montpellier a anticipé le transfert de la compétence eau potable à la Communauté d'Agglomération dans le cadre des dispositions de l'avenant n°8 qui a été signé fin 2009. Ainsi certaines charges d'administration et de service disparaissent en raison de la mutualisation des moyens, le prix de l'eau a été réduit en proportion.

La facturation comporte une partie fixe faible correspondant à l'abonnement et une partie proportionnelle au volume réellement consommé.

Au 1er janvier 2009, les tarifs s'établissent de la manière suivante :

- La part fixe, pour un abonnement domestique, s'établit à **17,9 €TTC** (-0,11%)
- La part proportionnelle, assainissement non compris, se décompose comme suit:

- part du fermier de 1 à 120 m³ exploitation et renouvellement des équipements) **0,9332 €HT** (- 8,90%)
- part du fermier à partir 121 m³ exploitation et renouvellement des équipements) **0,9681 €HT** (nouveau tarif)
- part de la collectivité : investissements nécessaires à la sécurité de la distribution d'eau potable et à l'extension du patrimoine) **0,0627 €HT** (+ 0%)
- part Agence de l'eau : prélèvement sur les ressources en eau et redevance pollution domestique) **0,2827 €HT** (+0%)

Soit un montant total pour la part proportionnelle, assainissement non compris s'élevant à **1,3489 €TTC** de 1 à 120 m³ et à **1,3857 €TTC** à partir de 121 m³.

Principaux aménagements réalisés

3 498 ml de réseaux ont été renouvelés principalement avenue du Maréchal Leclerc, rue des Bouissettes, chemin de la Pinède, avenue du Pic Saint Loup, Boulevard de Strasbourg et avenue de Palavas, rue Marie Caizergues, rue des Arbousiers et avenue des Moulins.

L'extension du réseau d'eau potable réalisée par le service des eaux de la Ville a concerné 260 ml, chemin de Poutingon.

Dans le cadre du programme pluriannuel de suppression des branchements en plomb, 1630 unités ont été supprimées et remplacées.

1129 compteurs ont été remplacés de manière à maintenir l'âge du parc inférieur à 15 ans.

Principaux aménagements programmés

L'évolution réglementaire récente sur les problématiques de vulnérabilité et de sécurisation des installations des services d'eau potable a été intégrée par le déploiement d'un programme d'amélioration de la situation actuelle.

Enfin lors de l'implantation d'installations radios numériques et radiotéléphoniques dans les ouvrages du service d'eau potable, la garantie de l'intégrité des ouvrages pour éviter tout contact avec l'eau a été prise en compte.

↪ Assainissement ↪

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement pour l'année 2009 traite les différentes activités du service de l'assainissement de la Communauté d'agglomération comprenant la gestion de la station d'épuration Maera, le soutien d'étiage du Lez et la gestion des systèmes d'assainissement des 31 communes concernées.

Pour la station d'épuration Maera et le réseau d'assainissement, les principaux faits marquants de l'exercice 2009 sont :

- La poursuite de la mise en œuvre du schéma Directeur d'Assainissement adopté le 21 décembre 2004, qui détermine la politique à mener dans les quinze années à venir,
- Le raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la Commune de Palavas-les-flots le 30 Juin 2009
- La 2^{ème} tranche de l'Intercepteur Est et le raccordement à MAERA des Communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, Assas, Teyran, Saint-Aunès
- La réalisation anticipée d'un tronçon du futur collecteur de raccordement à MAERA des effluents de la Commune de Pérols dans le cadre des travaux du tramway,
- La poursuite du chantier de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues et le démarrage des travaux des stations d'épuration de Baillargues – Saint Brès et de Beaulieu-Restinclières.

Organisation du service de Montpellier

Le service de l'assainissement consiste à assurer la collecte des eaux usées des populations desservies par les réseaux de Montpellier et de Juvignac et à les transporter vers la station d'épuration Maera.

Le réseau de la Ville assure également le transfert vers la station des effluents des communes de Castelnau le Lez, Clapiers, Grabels, Montferrier sur Lez, Saint Jean de Védas et Prades le Lez.

La gestion du service de l'assainissement comprenant l'exploitation et le renouvellement des ouvrages de collecte et de transfert a été confiée à la Générale des eaux par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 1989.

Indicateurs techniques

Le nombre total d'abonnés du service s'établit à 31 769.

Les volumes assujettis à la redevance assainissement représentent 16 338 924 m³ en diminution de 0.75% par rapport à l'exercice 2008.

Prix de l'eau usée

Au 1^{er} janvier 2009, le tarif sur Montpellier s'établit à **1,5086 €T.T.C** en hausse de 2,1% et se décompose ainsi:

- Collecte et traitement (part fermier) **0,6885 €H.T** par m³ (-7,14%),
- Collecte et traitement (part intercommunale) **0.6115 €H.T** par m³ (+15,70%).
- Part Agence de l'eau : **0,1300 €H.T** soit + 0% / 2008
(redevance de modernisation des réseaux de collecte)

Principaux aménagements réalisés

Il a été réalisé un curage systématique de 62 235 mètres de collecteurs d'eau usée.

Le réseau d'assainissement a été renouvelé rue Chaptal et rue du Jeu de Mail des Abbés ainsi qu'en accompagnement des travaux de la 3^{ème} ligne de tramway.

L'extension du réseau a été réalisée pour assurer la desserte du lycée Pierre Mendès France.

Prix total de l'eau (note liminaire)

Au 1^{er} janvier 2010, le tarif global de l'eau s'établit donc à **2,8575 €T.T.C par m³ de 1 à 120 m³ et à 2,8943 €T.T.C. par m³ à partir de 121 m³ hors abonnement.**

La facture d'eau annuelle 2010, établie sur la base des tarifs au 1^{er} janvier, d'un abonné domestique de Montpellier disposant d'un compteur de moins de 25 mm et consommant 120 m³ d'eau potable dans l'année (consommation de référence définie par l'INSEE) s'élève à **361,45 € T.T.C** en diminution de **2,11 %** et se répartissant de la manière suivante :

| | | |
|---|----------------------|------------|
| - Distribution de l'eau potable | 156,56 €T.T.C | (- 6.89 %) |
| - Collecte et traitement des eaux usées | 164,58 €T.T.C | (+ 2.36 %) |
| - Organismes publics | 40,51 €T.T.C | (+ 0.00 %) |

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable, sans observation, au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement établi par la Communauté d'agglomération de Montpellier.
- d'approuver la note liminaire et le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de distribution publique d'eau potable.

Nathalie GAUTHIER MEDEIROS : Je regrette que le « maître de l'eau » ne soit pas en ces lieux en ce moment, parce que je pense qu'il serait intéressant d'avoir une petite conversation avec lui. Je ne m'étendrai pas trop sur les nombreux points critiquables de ce rapport que j'ai déjà mis en lumière lors de Conseils municipaux passés. Le taux de rendement à 80 % stagne depuis 15 ans, malgré la haute technologie qui devrait réduire de façon drastique les fuites. Je ne reviendrai pas non plus sur les tarifs, et notamment sur la part abusive de 70 % qui revient aux fermiers, alors que la moyenne nationale est de 50 %.

Je pense qu'il serait urgent de se pencher sur deux points. Aujourd'hui, les Verts sont capables de faire des critiques cohérentes et réfléchies. Le premier point concerne les tranches tarifaires qui apparaissent dans ce rapport. La différence entre les tranches de la consommation inférieure à 120 m³ ou supérieure à 120 m³ est de 4 centimes. Vous vous targuez d'appeler ceci une tarification sociale. Quelle bonne récompense pour ceux qui économisent l'eau ! A mon niveau, je consomme moins de 80 m³ par an, par exemple. Depuis la mission d'information et d'évaluation, nous avons obtenu une baisse de 8,9 % sur la part délégataire. Nous pouvons nous en féliciter, même si nous aurions souhaité un peu plus d'ambition sur cette base des tarifs. Nous avons aussi largement revendiqué une tarification progressive, avec au moins trois tranches. Malheureusement, cela est resté lettre morte. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi ? Je suis prête à entendre vos arguments, mais je pense avoir ma petite idée. Comment insérer une tarification progressive dans une situation de délégation de service public ? En effet, un fermier a-t-il vraiment intérêt à économiser une ressource, alors même que c'est son fonds de commerce et que son fonds de commerce rémunère de façon généreuse ses actionnaires ?

Le second point sur lequel je souhaitais me pencher concerne la gouvernance de l'eau. Si notre groupe politique est favorable à un service public de l'eau sous forme de régie, il me semble toutefois essentiel d'établir une véritable concertation sur la gestion de l'eau. Cela n'est pas la façon de l'Agglomération de Montpellier qui brille par ses non-débats contradictoires, ses non-clivages droite/gauche et son unanimité béate. Je ne parle pas non plus de concertation façon montpelliéraine où l'on ficelle un projet, on le présente aux citoyens et on leur demande de sourire et d'applaudir. Je parle d'une concertation façon jury de citoyen. La Communauté urbaine de Bordeaux l'a fait, avec des résultats à paraître bientôt. Cette concertation suppose bien sûr une information transparente et des échanges contradictoires. On fait venir des experts et des élus favorables à une régie ou favorables à une délégation de service public. C'est par des échanges qu'on crée une véritable concertation et une véritable opinion publique. Il n'est pas question de convaincre qui que ce soit, mais d'amener une réflexion de fond. Ce contrat arrive à terme en 2014, il est encore temps de mettre en place cette concertation.

Serge FLEURENCE : Vous avez quand même noté que le travail de la mission a tout de même porté ses fruits. Cela va dans le sens de ce que nous avons débattu les uns et les autres. Il est vrai que pour le moment, la tarification que vous demandez n'a pas été retenue, ce qui ne veut pas dire que cela soit écarté, pas plus d'ailleurs que le mode de gouvernance de l'eau. Rappelez-vous qu'avant son décès, le Président de l'Agglomération avait dit qu'il y aurait une consultation de l'ensemble des communes. Cela est tout à fait normal. Chacune des communes a son mot à dire sur le mode de gestion après 2014. Nous aurons cette discussion, y compris au Conseil municipal de Montpellier. Retenez tout de même ce qui est positif depuis que nous avons mis en place cette mission.

Pour : 51

Contre : 1

Abstention : 3

Adopté à la majorité

50 - Avenant n°1 au marché de distribution d'eau brute non potable avec l'entreprise B.R.L Exploitation

Serge FLEURENCE : Dans le cadre du marché passé avec l'entreprise BRL Exploitation par décision du Conseil Municipal du 9 février 2009, une convention a été signée dans le but de protéger nos ressources en eau locales notamment pour l'arrosage en eau brute non potable, sur divers espaces verts de la Ville.

La société BRL Exploitation propose un avenant à la Convention afin de supprimer le compteur référencé 03J1100 OAA situé au cimetière St Etienne. En effet, afin de diminuer les coûts pour la Ville, il convient de ne pas l'inclure dans cette convention en raison de son faible débit car les tranches de facturation ne sont pas adaptées.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'Avenant n°1 à la convention de livraison d'eau brute non potable,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

51 - Affaire retirée

52 - Mise à jour du régime indemnitaire des techniciens territoriaux

Serge FLEURENCE : Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2006 relative au régime indemnitaire du personnel municipal ;

Vu l'avis du Comité technique Paritaire réuni le 10 décembre 2010;

Vu la réforme de la catégorie B pour la filière technique contenue dans les décrets d'application suivants :

- 2010-329 portant dispositions communes à plusieurs cadres d'emplois de la catégorie B
- 2010-1357 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux
- 2010-330 relatif à l'échelonnement indiciaire

La réforme de la filière technique catégorie B conduit à reclasser l'ensemble des agents relevant des cadres d'emplois antérieurs de contrôleur et technicien supérieur dans le nouveau cadre d'emplois de technicien territorial, et ce au 1^{er} décembre 2010.

Le régime indemnitaire étant calculé en multipliant le traitement moyen du grade par un taux fixé par délibération, la mise en œuvre de la réforme conduit donc à délibérer sur les taux applicables aux grades du nouveau cadre d'emplois de technicien.

Le régime indemnitaire proposé maintient les pourcentages qui étaient appliqués à l'ancien cadre d'emplois de technicien supérieur.

Ainsi si un agent est reclassé ou recruté comme :

- Technicien : il bénéficiera des taux de régime indemnitaire de l'ancien grade de technicien supérieur
- Technicien principal 2^{ème} classe : il bénéficiera des taux de l'ancien grade de technicien supérieur principal
- Technicien principal 1^{ère} classe : il bénéficiera des taux de l'ancien grade de technicien supérieur chef

La mise à jour du régime indemnitaire est établie conformément au tableau suivant :

| Grades | Fonctions | Modulations (notations) | Montants mensuels au 01/12/2010 | |
|----------------------------------|---------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| Technicien | FCE | 16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75 | 28,7 %TMG 26,7 %TMG 6 %TMG | |
| | Informaticien | 16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75 | 7,8 % TMG 5,8 % TMG 0 % TMG | Prime de fonction informatique |
| Technicien principal 2ème classe | FCE | 16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75 | 28,7 % TMG 26,7 %TMG 6 %TMG | |
| | Informaticien | 16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75 | 7,8 % TMG 5,8 %TMG 0 % TMG | Prime de fonction informatique |
| Technicien principal 1ère classe | FCE | 16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75 | 28,7 % TMG 26,7 % TMG 6 %TMG | |
| | Informaticien | 16 à 20 12 à 15,75 0 à 11,75 | 7,8 % TMG 5,8 %TMG 0 % TMG | Prime de fonction informatique |

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la modification à la délibération du Conseil Municipal du 27 juillet 2006 pour ce qui concerne le régime indemnitaire attribué aux techniciens territoriaux employés au sein des services municipaux, telle que présentée ci-dessus, à compter du 1^{er} décembre 2010 ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

53 - Modifications au TABLEAU DE L'EFFECTIF - Décembre 2010
Serge FLEURENCE :

I – Créations de postes pour les besoins de l'organisation :

Filière administrative :

Administrateur : création de 2 postes

Directeur territorial : création d'un poste

Attaché principal : création de 5 postes

Attaché : création de 4 postes

Rédacteur chef : création de 3 postes

Rédacteur principal : création de 2 postes

Rédacteur : création de 2 postes

Adjoint administratif principal 1^{ère} classe : création de 6 postes

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : création de 8 postes

Adjoint administratif 2^{ème} classe : création d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation principal 1^{ère} classe : création d'un poste

Adjoint d'animation 1^{ère} classe : création d'un poste

Filière médico-sociale :

Psychologue hors classe : création d'un poste

Puéricultrice cadre de santé : création d'un poste

Puéricultrice classe supérieure : création de 3 postes

Educateur chef jeunes enfants : création d'un poste

Educateur principal jeunes enfants : création d'un poste

Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe : création de 2 postes

Auxiliaire de puériculture principal 2^{ème} classe : création de 9 postes

Agent spécial école mat principal 2^{ème} classe : création de 3 postes

Filière sécurité :

Brigadier chef principal : création de 9 postes

Brigadier : création de 14 postes

Filière sportive :

Educateur APS Hors classe : création de 2 postes

Opérateur APS qualifié : création d'un poste

Filière technique :

Ingénieur en chef classe normale : création de 2 postes

Ingénieur principal : création de 11 postes

Ingénieur : création d'un poste

Agent de maîtrise principal : création de 6 postes

Agent de maîtrise : création de 20 postes

Adjoint technique principal 1^{ère} classe : création de 15 postes

Adjoint technique principal 2^{ème} classe : création de 30 postes

Adjoint technique 1^{ère} classe : création de 12 postes

Adjoint technique 2^{ème} classe : création de 1 poste

II - Suppressions de postes pour les besoins de l'organisation :

Suite à l'avis émis par le comité technique paritaire du 10 décembre 2010 :

Filière administrative :

Administrateur hors classe : suppression d'un poste suite au recrutement sur un autre grade dans le même cadre d'emploi.

Adjoint administratif principal 1^{ère} classe : suppression d'un poste suite au départ à la retraite d'un agent mis à disposition d'un syndicat

III - AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'UN AGENT NON TITULAIRE SUR POSTE VACANT :

Direction Culture et Patrimoine :

Un poste d'attaché est vacant à la Direction de la Culture et du Patrimoine à compter du 1^{er} mars 2011, afin de prendre la direction d'un cinéma municipal. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

IV - MODIFICATION FILIERE TECHNIQUE SUITE DECRET 2010-1357 :

Suppression des cadres d'emplois des contrôleurs et des techniciens supérieurs territoriaux suite au décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 et, création du cadre d'emplois des techniciens avec 3 grades : technicien, technicien principal 2^{ème} classe et technicien principal 1^{ère} classe, dans lesquels sont reclassés l'ensemble des contrôleurs et les anciens techniciens supérieurs territoriaux.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

54 - Création d'une Commission Sociale du Personnel

Serge FLEURENCE : L'action sociale en faveur des agents de la Ville et de leur famille est prévue par l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Elle se manifeste notamment par l'attribution de dons ou prêts permettant aux agents de faire face à des situations difficiles.

Ces aides étaient jusque là gérées par le Comité des Œuvres Sociales de la Ville. Suite à la modification récente des statuts de ce dernier, la Ville de Montpellier entend réaffirmer son implication dans ce domaine. Pour ce faire, il est proposé de créer une commission municipale du personnel composée de représentants élus de la Ville et des organisations syndicales dont l'objet sera de statuer sur les demandes de soutien effectuées par les agents. Il est en outre proposé, afin de simplifier la gestion de cette commission et de permettre une fréquence régulière des séances, qu'elle soit commune au CCAS et à la Ville.

Modalités de fonctionnement :

Cette Commission sera administrée par le service Prévention de la DRH de la Ville de Montpellier. Les assistants sociaux (Ville et CCAS) seront chargés d'instruire et de présenter leurs dossiers respectifs à la Commission qui statuera à la majorité simple de tous les membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Les dossiers, dont les éléments constitutifs seront fixés par le règlement intérieur, seront préparés et instruits par les assistants sociaux. Les demandes d'aide seront présentées de manière anonyme, en séance de la commission d'attribution.

A l'occasion de sa mise en place, à compter du 1^{er} janvier 2011, la Commission Sociale élaborera un règlement intérieur de fonctionnement.

Il est précisé que le Trésorier municipal ou son représentant pourra participer aux réunions de la commission à titre d'expert, sans voix délibérative.

La fréquence de réunion sera déterminée au règlement intérieur.

Composition de la Commission Sociale :

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner en son sein 4 élus représentant la collectivité au sein de cette commission.

Représentants élus :

- M. Serge FLEURENCE 1^{er} Adjoint au Maire assurera la **Présidence de la Commission**
- Mme Christiane FOURTEAU Adjointe au Maire
- Mme Françoise PRUNIER Adjointe au Maire
- M. Frédéric TSITSONIS Adjoint au Maire

Ont été désignés par les organisations syndicales comme Représentants du Personnel :

- M. Jean-Luc ALBE délégué UNSA
- Mme Nadia CLEMENT déléguée FO
- Mme Sylvie COBOS déléguée CGT
- Mme Catherine CRESPIY déléguée CFDT

Modalités financières :

Le budget de la Commission est destiné à financer des **dons** et des **prêts**.

Au titre de chaque année, seront inscrits au budget primitif de la Ville les montants nécessaires à leur mise en œuvre.

Il est précisé que les dons constituent des dépenses de fonctionnement, et les prêts et leur remboursement des dépenses et des recettes d'investissement.

Le montant maximal consenti sera de 230€ pour un don et de 460€ pour un prêt.

Tout agent municipal, titulaire ou non-titulaire sur emploi permanent, peut solliciter l'attribution d'un prêt ou don à caractère social, dès lors qu'il a 6 mois d'ancienneté dans la collectivité.

En matière de **dons**, les modes de versement prendront la forme prioritairement de paiement par mandats, mais une petite régie d'avance sera nécessaire pour les aides d'urgence en numéraire ou titres restaurant.

En application des articles L2122-22 DU Code Générale des Collectivités Territoriales, Il est donc nécessaire de créer une régie d'avance pour les aides d'urgence.

Quant aux **prêts**, les remboursements se feront par prélèvements automatiques sur le traitement

des agents concernés.

En cas de départ d'un agent avant l'échéance du montant de remboursement du prêt (retraite, mutation...), un titre de recette sera émis pour solder celui-ci (si l'agent le sollicite et après examen de la demande pourra être accordé un étalement du remboursement restant à effectuer).

La décision d'attribution de don ou prêt relève de l'autorité territoriale sur avis simple de la Commission.

Un rapport annuel de la Commission rendra compte du montant des dons et prêts consentis au titre de l'année écoulée. Le nombre maximum d'aides accordées à un agent ne peut excéder un don et un prêt par an.

Le montant des dons ou prêts pourra être versé:

- soit par mandat (virement sur le compte bancaire ou postal)
- soit directement à un organisme (EDF, ACM...)
- soit directement remis à l'intéressé par chèque ou espèces, ou sous forme de titres de restauration

La mutualisation de la gestion administrative de la Commission Sociale entre la Ville et le CCAS est formalisée par une Convention de partenariat figurant en annexe et validée par le Conseil Municipal et le Conseil d'Administration du CCAS.

Il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- d'entériner la création de la commission sociale dans les conditions décrites ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2011 ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention de partenariat avec le CCAS permettant le fonctionnement commun aux deux collectivités de cette instance, et tout autre document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

55 - Exercice 2011 - Attribution de subventions aux partenaires de la Ville

Max LEVITA : Dans le cadre de ses partenariats avec les structures ayant une action complémentaire à celle de la Ville de Montpellier auprès des Montpelliérains, il est proposé d'affecter les subventions suivantes aux principaux partenaires de la Ville :

| Chapitre | Nature | Nom de la structure partenaire | Montant de la subvention proposée | LdC |
|----------|--------|----------------------------------|-----------------------------------|-------|
| 925 | 657362 | Centre Communal d'Action Sociale | 12 000 000 € | 11691 |
| 929 | 6574 | Office du Tourisme | 1 820 525 € | 2437 |
| 900 | 2042 | Office du Tourisme | 10 000 € | 19938 |
| 920 | 6574 | COSC | 350 000 € | 905 |
| 928 | 65738 | GIP DSUA | 168 000 € | 2331 |
| 929 | 6574 | Association Centre Ville Manager | 89 500 € | 13166 |
| 922 | 657361 | Caisse des Ecoles | 316 423 € | 11690 |
| 920 | 6574 | Agence Locale de l'Energie | 80 000 € | 13256 |

Il est à noter que cette enveloppe de subvention est stable par rapport à l'exercice 2010. Ainsi, nos partenaires participent activement à l'effort d'optimisation de la dépense publique sur notre territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Affecter les montants des subventions proposées ci-dessus,
- dire que les crédits sont prévus au budget aux chapitres et aux natures indiqués dans le tableau ci-dessus,
- autoriser la signature des conventions concernant l'attribution de subvention pour le fonctionnement et pour l'investissement conformément aux modèles de convention annexés,
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Abstention : 1 (M. Viguié)

Adopté à la majorité

56 - Fin d'exercice 2010 - Attribution de subventions

Max LEVITA : Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier poursuit et intensifie dans différents domaines ses aides qui viennent s'ajouter aux financements déjà alloués au cours de cet exercice. Ainsi il est proposé l'attribution suivante :

Subventions

Association Mas du Moulin

La Ville de Montpellier octroi une subvention exceptionnelle d'investissement de 5 400 € à l'association Mas du Moulin pour participer au financement d'une micro crèche itinérante agréée par le Conseil Général de l'Hérault en partenariat avec la Caisse d'Allocation Familiale.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 900, ligne de crédit 17788).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter le montant de subvention proposée ci-dessus ;
- autoriser la signature des conventions concernant l'attribution de subvention pour l'investissement conformément aux modèles de convention annexés ;
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

57 - Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier - Tableaux complémentaires

Max LEVITA : Dans le cadre de la préparation budgétaire 2011, il convient de compléter la délibération du conseil municipal du 8 novembre 2010 instaurant les tarifs 2011 de la Ville de Montpellier.

1. Complément des tarifs 2011 : les tarifs des ALSH.

Les ALSH sont les Accueils de Loisirs Sans Hébergement.

Dans le cadre de la municipalisation des maisons pour tous, la Ville Montpellier souhaite maintenir d'une part, les tarifs actuellement appliqués au centre Astérix et d'autre part, ceux votés par le Conseil d'Administration de la Régie Municipale des Maisons Pour Tous pour les autres centres.

Ce de manière transitoire, le temps de trouver une harmonisation optimum des tarifs.

Dans les deux cas, le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu net mensuel de la famille. Un tarif planché et plafond s'appliquent à l'issue du calcul.

Les tarifs sont calculés de la manière suivante :

(Revenu mensuel x taux d'effort correspondant) / 20 jours d'accueil par mois.

1-1 L'ALSH Astérix :

| Famille avec | Taux d'effort | Prix Plancher | Prix Plafond |
|---------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| 1 enfant | 11,00% | 4,86 € | 25,16 € |
| 2 enfants | 10,00% | 4,42 € | 22,88 € |
| 3 enfants | 9,50% | 4,20 € | 21,73 € |
| 4 enfants | 9,00% | 3,98 € | 20,59 € |
| 5 enfants et plus | 8,50% | 3,71 € | 19,22 € |

➤ Famille avec plusieurs enfants inscrits

La ville applique une tarification réduite de -50 % à partir du 2ème enfant d'une même famille inscrit au centre de loisirs.

➤ Famille avec enfant handicapé

Dans le cas d'une famille avec un enfant handicapé, le taux d'effort immédiatement en dessous de celui auquel la famille est rattachée de par sa composition devra être appliqué.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le prix du repas est fixé à 3.81 €. Il est proposé de reconduire ce tarif au même montant.

La grille tarifaire détaillée de l'ALSH Astérix est annexée à la présente délibération.

1-2 Les autres ALSH :

| Famille avec | Taux d'effort | Prix Plancher | Prix Plafond |
|--------------|---------------|---------------|--------------|
| 1 enfant | 11,50% | 7,30 € | 16,00 € |
| 2 enfants | 10,50% | 6,80 € | 14,50 € |
| 3 enfants | 9,50% | 6,10 € | 13,80 € |

➤ Famille avec enfant handicapé

Dans le cas d'une famille avec un enfant handicapé, le taux d'effort immédiatement en dessous de celui auquel la famille est rattachée de par sa composition devra être appliqué.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui des restaurants scolaires (délibération du Conseil d'Administration de la Régie Municipale des Maisons Pour Tous en date du 22 janvier 2009).

A noter que si l'enfant est domicilié hors de Montpellier, il sera fait application d'une majoration de 3 € par enfant au tarif normalement applicable.

Enfin, quel que soit le tarif applicable, la demi-journée sera facturée 60% du prix de la journée.

La grille tarifaire détaillée des ALSH (hors Astérix) est annexée à la présente délibération.

2. Complément des tarifs 2011 : les tarifs des activités transférées des Maisons Pour Tous.

2-1 – Baisse de 12% du tarif de la carte d'abonnement aux Maisons Pour tous

Dans le cadre de la municipalisation des maisons pour tous, la Ville de Montpellier souhaite maintenir les tarifs des différentes activités et services votés par le Conseil d'Administration de la Régie Municipale des Maisons Pour Tous pour l'année scolaire 2010-2011 (du 1^{er} septembre 2010 au 31 août 2011).

Néanmoins, pour marquer la volonté de la Ville de Montpellier d'inscrire ces activités dans sa politique de soutien aux actions menées en faveur de l'animation de la cité et sa volonté de les rendre accessible au plus grand nombre, **il est proposé au Conseil Municipal une réduction de 12 % du tarif de la carte d'abonnement passant de 8 € par adulte à 7 €, et de 4 € par enfant de moins de 16 ans à 3.50€**

Outre l'accès à de nombreuses activités, cette carte d'abonnement permet de bénéficier à titre

gracieux de certaines animations, d'un accès gratuit Internet 2 heures par semaine dans le cadre du Projet EPI, également de tarifs préférentiels à des manifestations et soirées familiales et de tarifs réduits aux théâtres Gérard Philipe et Jean Vilar.

L'ensemble des tarifs est repris dans le tableau joint en annexe.

2-2 – Tarification des locations de salle :

Salles des Maisons pour tous, Théâtres Gérard Philipe & Jean Vilar :

Les Maisons pour tous proposent des mises à disposition de leurs salles pour des activités régulières ou ponctuelles à des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les montants des cautions de location, de 150 € pour les salles, de 450 € pour le Théâtre Gérard Philipe et de 760 € pour le Théâtre Jean Vilar, demeurent inchangés tout comme les tarifs détaillés en annexe.

A noter qu'il sera appliqué une réduction de 25% à compter du 6^{ème} soir de représentation au Théâtre Gérard Philipe.

La mise à disposition gratuite sera accordée au CCAS, CAF, Ecoles, Conseils Citoyens de secteur et Comités de quartiers si les manifestations sont à but non lucratif.

En ce qui concerne les Conseils de quartiers et les Comités de quartiers, ils bénéficieront annuellement de deux mises à dispositions gratuites pour des manifestations payantes.

La Ville de Montpellier pourra – par voie de convention – appliquer des tarifs spécifiques pour ACM, CHU, collèges et lycées et les associations partenaires des Maisons pour tous.

Salle polyvalente Albert Camus :

Les associations logées à la Maison des Rapatriés bénéficient de tarifs particuliers pour la mise à disposition de la salle polyvalente Albert Camus.

Le montant de la caution de 150 € reste inchangé tout comme les tarifs détaillé en annexe.

Studio d'enregistrement :

Le studio est également loué à la journée ou à l'heure (tarifs annexés à la présente délibération).

2-3 – Tarification des activités :

En plus des réductions indiquées dans le tableau joint, un demi tarif est appliqué sur les tarifs de participations (hors clubs, stages, cours particuliers) aux personnes bénéficiaires des allocations suivantes : d'insertion, de solidarité spécifique, supplémentaire de retraite (ex-FNS), adulte handicapé, parent isolé, revenu minimum d'insertion, ainsi qu'aux adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle) – et aux personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum.

En cas d'inscription en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à fin octobre et une cotisation calculée au prorata temporis, à partir de novembre, des cours restant à faire jusqu'à la fin de la session.

Activités collectives :

Grille de forfaits horaires de 1h à 3h et plus de 3h pour un total d'activités prises pour une ou plusieurs personnes de la même famille.

Forfaits horaires abonnés

Les Maisons pour tous proposent des ateliers à leurs abonnés. Les cotisations sont annuelles et assurent 30 séances (de 1h à 3h et plus) minimum par année.

Forfaits hebdomadaires gymnastiques et arts martiaux

- Gymnastiques : douce, entretien, tonic, stretching
- Arts martiaux : judo, karaté, boxes, taekwondo, aikido

Pour une seule séance d'activité, se référer à la grille de forfaits horaires

Cours particuliers :

Cf détail des tarifs en annexe.

Soirées et animations :

Les tarifs des soirées et animations sont fixés en fonction d'un classement (catégories A à F) déterminé par le prix et le lieu de la prestation.

Stages :

Les tarifs des stages sont fixés en fonction d'un classement (catégories H à K) déterminé par le coût du stage.

Tarifications préférentielles :

Tarification pour les clubs et groupes d'activités

Pour les clubs et groupes d'activité, un tarif spécifique est appliqué (tarif 1 ou 2) déterminé en fonction du coût des activités.

- Le tarif 1 est appliqué aux activités ne nécessitant peu ou pas de coût.
- Le tarif 2 est appliqué aux activités impliquant des coûts d'intervention, de matériel et fournitures.

Tarification pour les étudiants

Un tarif réduit est appliqué aux étudiants sur présentation de la carte étudiant.

Tarification pour les comités d'entreprises

Un tarif réduit est appliqué aux comités d'entreprises.

Tarifications des fournitures :

La participation pour l'achat de costumes, accessoires et autre matériel nécessaire aux manifestations est fixée à 12 € sous forme d'une cotisation annuelle.

3. Modification des Tarifs 2011 de la Direction des Espaces Publics.

Le tableau joint en annexe annule et remplace les pages 40 à 45 du tableau des tarifs 2011 annexé à la délibération du 8 novembre 2010 pour ce qui concerne les tarifs des services : gestion et moyens communs et affaires commerciales. Il vient notamment préciser les différents intitulés du catalogue des tarifs présenté lors du Conseil précédent.

4. Modification des Tarifs 2011 des restaurants scolaires.

Le tableau joint en annexe annule et remplace les pages 4 et 5 du tableau des tarifs annexé à la délibération du 8 novembre 2010 pour ce qui concerne les tarifs des accueils, ce à la demande du service pour rectification d'erreurs matérielles.

Les tarifs de la restauration scolaire ne sont pas concernés par cette modification et évolueront donc comme indiqué dans la précédente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter les tarifs présentés en annexe,
- de préciser qu'ils seront applicables au 1^{er} janvier 2011,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

Sortie des administrateurs de la SERM :

M Lévisa, Passet, Dufour, Touchon, Morales et Mme le Maire sortent de la séance, entrée de Mme Deloncle.

58 - SERM - RMCF - Garantie d'emprunt - Crédit Agricole du Languedoc et Caisse d'Epargne Languedoc- Roussillon

Serge FLEURENCE : Vu la demande formulée par la SERM et tendant à obtenir la garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 2.000.000 €.

Vu l'article R221-19 du Code monétaire et financier ;

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2021 du Code Civil ;

Article 1 : Accord du garant

La garantie de la Ville est sollicitée pour le remboursement de la somme de 1.000.000 €

représentant 50% de deux emprunts de 2.000.000 € chacun que la SERM se propose de contracter auprès du Crédit Agricole et de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Article 2 : Principales caractéristiques du prêt

Dans le cadre du programme d'investissement de la SERM concernant le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, le montant des investissements prévus pour 2010 s'élève à 4,5 M€. Ces investissements concernent des travaux d'aménagement et d'extension des réseaux en accompagnement des créations de nouveaux quartiers dans la Ville (les Grisettes, Odysseum) ou le renouvellement de réseaux existants.

Les caractéristiques des prêts consentis sont les suivantes :

Prêt consenti par le Crédit Agricole du Languedoc :

- Montant : 2.000.000 € ;
- Durée du prêt : 10 ans ;
- Echéances : trimestrielles ;
- Taux d'intérêt : 3.12% ;
- Type d'amortissement : progressif (échéances constantes)

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du prêt, soit une période de 10 ans, à hauteur de la somme de 1.000.000 €, majorée des intérêts.

Prêt consenti par la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (prêt à phases):

- Montant : 2.000.000 € ;
- Durée du prêt : 10 ans ;
- Echéances : Annuelles ;
- Type d'amortissement : progressif (échéances constantes)
- Taux d'intérêt :
 - 1^{ère} phase de 3 ans – taux fixe de : 2.27%
 - 2^{ème} phase pour la durée restant :
 - Au choix :
 - taux variable : EURIBOR 12 mois +0.93%
 - taux fixe : Barème Caisse d'Epargne basé sur le taux de swap emprunteur taux fixe contre EURIBOR + marge
- Remboursement anticipé possible sans indemnité en cas de taux indexé et avec une indemnité actuarielle pour le taux fixe

La garantie de la Ville doit être accordée pour la durée totale du prêt, soit une période de 10 ans, à hauteur de la somme de 1.000.000 €, majorée des intérêts.

Article 3 :

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encouru, la Ville de Montpellier s'engage à en effectuer, à hauteur de 50%, le paiement en son lieu et place, sur simple demande du Crédit Agricole du Languedoc ou la Caisse d'Epargne Languedoc- Roussillon adressée par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 :

Le Conseil Municipal doit s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin,

des ressources suffisantes pour couvrir à hauteur de 50% les charges de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50% de l'emprunt que la SERM se propose de contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc et de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon aux conditions sus énoncées ;
- d'autoriser Madame le Maire à intervenir au prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et l'emprunteur ainsi que celui passé entre la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et l'emprunteur et signer tout document relatif à cette affaire.

Jean-Louis ROUMEGAS : Tout à l'heure, nous parlions des banques plus ou moins éthiques. Madame le Maire nous disait qu'il fallait regarder les taux d'intérêt. Il se trouve que là, justement, nous avons une illustration intéressante. La Caisse d'épargne, dont je vous disais qu'elle était une banque beaucoup mieux classée par ses investissements et le fait qu'elle n'ait pas de filiales dans les paradis fiscaux, a des taux d'intérêt de 2,27 % bien inférieurs à ceux du Crédit Agricole qui sont à 3,12 %. Vous voyez qu'on peut avoir des taux d'intérêt bas et intéressants pour la Ville et tout autant favoriser des banques éthiques. Je réitère ma proposition que la Ville de Montpellier s'engage dans cette voie.

Pour : 50

Adopté à l'unanimité

Rentrée des administrateurs de la SERM :

MM Lévisa, Passet, Dufour, Touchon, Morales et Mme le Maire reviennent en la séance.

59 - Exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier - Création d'une régie dotée de la seule autonomie financière

Max LEVITA : Dans le cadre de la concession d'aménagement ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Equipelement de la Région Montpelliéraine (SERM) la construction d'un parking souterrain situé sous le parvis de l'Hôtel de Ville.

Ce parc de stationnement sera réservé aux habitants des quartiers jouxtant ce nouvel équipement ainsi qu'aux usagers qui viendront faire des démarches administratives à l'Hôtel de Ville.

L'exploitation de ce parking s'inscrit dans le cadre d'un Service Public à caractère Industriel et Commercial (SPIC). Les articles L2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoient que les SPIC peuvent être exploités en gestion directe sous la forme de régies.

La Ville de Montpellier souhaite donc créer une régie municipale dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville. Cette mesure permettra de gérer au plus près le développement de cet équipement dans un quartier en construction, desservi par deux lignes de tramway.

Le projet de création de cette régie autonome a été approuvé lors du Comité Technique Paritaire du 1^{er} octobre 2010.

Il a été également soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux du 13 décembre 2010.

Dans ce cadre, le CGCT prévoit la création d'un budget annexe retraçant les écritures budgétaires et comptables liées à cette activité.

L'organisation administrative et financière des régies autonomes doit être prévue dans des statuts soumis à la validation du Conseil Municipal. Ces statuts précisent les modalités de désignation des membres du conseil d'exploitation, et du directeur, sur proposition de Madame le Maire.

Sur proposition de Madame le Maire, les membres du conseil d'exploitation désignés sont :

- Mme Hélène QVISTGAARD
- M. Frédéric TSITSONIS
- Mme Perla DANAN

- et M. Jean-Louis DESTISON est nommé Directeur de la régie.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Approuver la création d'une régie municipale dotée de la seule autonomie financière pour l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville.
- Approuver la liste des membres du conseil d'exploitation et du directeur de la régie autonome ci-dessus désignés.
- Approuver les statuts annexés à la présente délibération.
- Approuver la création d'un budget annexe « Parking Hôtel de Ville ».
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Francis VIGUIE : J'avais compris à la lecture que l'affaire n'était pas aussi évidente. Je lis : « La Ville de Montpellier souhaite donc créer une régie municipale dotée de la seule autonomie financière ». Je comprends que pour ramasser de l'argent, il faut créer une structure. Mais je voudrais connaître quel type de statut aura le personnel. Est-ce que ce sera une régie de type de ce qu'on a pu connaître pour les Maisons pour tous ? Les personnels seront-ils de droit public ou de droit privé ?

Max LEVITA : Le parking va ouvrir le 5 septembre. Ce sera donc du personnel municipal qui va le gérer jusqu'à la fin de l'année. D'ici le 5 septembre, nous aurons négocié avec les organisations syndicales les conditions dans lesquelles ils travailleront.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

60 - Méthodes et durées d'amortissement pour les immobilisations du Budget annexe du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier

Max LEVITA : Conformément à l'article 1er du décret n° 96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants.

La Ville de Montpellier, dans le cadre de la prise en charge sous forme de régie autonome de l'exploitation du parking de la Mairie de Montpellier, procède à la détermination de sa méthode et de ses durées d'amortissement pour cet équipement en conformité avec :

- l'Instruction Budgétaire et Comptable M. 4
- les différentes méthodes possibles de l'amortissement (linéaire, dégressif,...)
- la circulaire N° NORT/INT/B/02/0059C du 26 février 2002, pris en application de l'article L2122.21 3° du CGCT précisant la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature quelle que soit leur valeur unitaire et fixant, à compter du 1^{er} janvier 2002, à 500 euro toutes taxes comprises, le seuil au dessous duquel les biens meubles ne figurant pas dans la liste sont comptabilisés à la section de fonctionnement

En outre, conformément à l'article 1er du décret n° 96-523 du 13 juin 1996, l'assemblée délibérante peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur, ou dont la consommation est très rapide, s'amortissent en un an. La délibération correspondante est transmise au Trésorier Municipal. Elle ne peut être modifiée au cours du même exercice.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service ; d'autre part que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme...) ; enfin que le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€

Est retenu le seuil de 2000 euros HT en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés ...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement).

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

| Catégories | Durée d'amortissement | Articles concernés |
|---|-----------------------|--------------------|
| Logiciels | 2 | 205 |
| Marques, brevets, droits | Durée des droits | 208 |
| Voitures et véhicules 2 roues | 5 | 2182 |
| Camions et véhicules industriels | 5 | 2182 |
| Mobilier | 10 | 2184 |
| Matériel des bureaux électriques et électroniques | 5 | 2183 |
| Matériel informatique | 5 | 2183 |
| Matériel classique | 10 | 2188 |

| | | |
|---|----|-------------------------|
| Installations, matériels et outillages techniques | 10 | 2151-2153-2154-2155 |
| Bâtiments | 30 | 2131 |
| Frais d'études non suivis de réalisation | 5 | 2031 |
| Frais d'insertion | 5 | 2033 |
| Frais de recherche et de développement | 5 | 2032 |
| Biens de faible valeur inférieurs à 2000€ TTC | 1 | Tous articles confondus |

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,
- Adopter le principe de la mise en oeuvre de ces nouvelles modalités d'amortissement à compter de la mise en place du budget annexe qui retracera les opérations relatives à l'exploitation du parking à compter du 1^{er} janvier 2011
- Autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

61 - Modalités et conditions de prise en charge des frais de déplacement des élus et personnalités extérieures invitées

Max LEVITA : Dans le cadre de l'exercice de leurs mandats locaux, les membres du Conseil Municipal sont appelés à effectuer des déplacements tant en Métropole qu'en Outre-Mer ou à l'Etranger, soit dans le cadre d'un mandat spécial soit pour participer à des formations ou à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la Ville de Montpellier ès qualités, qui ouvrent droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement en application des articles L. 2123-18 et suivants et R. 2123-22-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les élus disposent d'un droit au remboursement de frais exposés hors du territoire de la commune qui se décompose de la façon suivante :

- Les dépenses de transports sont intégralement remboursées sur présentation d'un état de frais auquel l' élu joint les factures qu'il a acquittées.
- Les dépenses de séjour (hébergement et restauration) sont remboursées forfaitairement dans les conditions définies par l'article L. 2123-22-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et le décret 2006-781 du 3 juillet 2006 : l'indemnité journalière est fixée à 75,25 €, elle comprend une nuitée à 60 € et une indemnité repas à 15,25 €.

Cette indemnité journalière ne permet pas de couvrir la totalité des frais réellement exposés, notamment pour les missions à Paris.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret précité, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte des situations particulières, une délibération peut fixer, des règles dérogatoires aux forfaits de remboursements de frais.

En conséquence, il est proposé que les dépenses d'hébergement et de restauration engagées par les élus, qui correspondent à la réalisation d'une mission précise ou d'une formation, limitée

dans le temps et dans l'intérêt de la commune, soient prises en charge sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement.

Pour les frais afférents à la participation de personnalités extérieures qualifiées, invitées par Madame le Maire, à diverses missions nationales ou internationales notamment congrès, colloques, programmes d'études, jury de concours, manifestations spécifiques, échanges culturels et d'action de promotion de la collectivité, seront supportés par les services de la Ville de Montpellier organisateurs de ces différentes manifestations, sur présentation des justificatifs correspondants.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de séjour des élus et des personnalités extérieures invitées exposées ci-dessus ;
- de dire que la prise en charge de ces frais de séjour s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Mme le Maire à signer tout document relatif à cette affaire ;

Christian DUMONT : Cette délibération, telle qu'elle est rédigée, par son caractère flou, encourt la censure du juge administratif au vu de sa dernière jurisprudence. Le juge administratif a estimé que le Conseil municipal devait fixer les règles et les plafonnements des remboursements, et qu'il fallait faire preuve de plus de précision. Là encore, il y a une inadéquation entre le texte qui est visé et l'article L 2123-18 du Code général des collectivités territoriales, qui vise plus précisément les frais de remboursement que nécessitent l'exécution de mandats spéciaux. Dans un premier temps, votre délibération vise ce texte, mais ensuite, vous vous plaignez en réalité que cette indemnité journalière ne permet pas de couvrir la totalité des dépenses de transport concernant en particulier les déplacements des élus à Paris. Ce faisant, vous détournez complètement l'esprit du texte de l'article que vous vivez. Les déplacements des élus à Paris ne concernent pas l'exécution de mandats spéciaux. Les mandats spéciaux sont des missions accomplies dans l'intérêt des affaires communales. Cela ne correspond pas à l'exécution habituelle des fonctions dont l'élu est investi. A Montpellier, on intervient toujours *a posteriori*, alors qu'en réalité, la jurisprudence du Conseil d'Etat est univoque à ce niveau. Il convient que l'organe délibérant confie d'abord la mission. La délibération doit être antérieure chaque fois à l'exécution de la mission. Donc, aujourd'hui, dans la mesure où vous ne précisez pas de moyens de transport, où l'on parle de remboursement des frais nécessités par l'exécution de mandats spéciaux, ce texte, à partir du moment où il est imprécis, pourra être annulé par le tribunal administratif.

Hélène MANDROUX : La seule chose que je peux vous dire est que nous nous sommes basés sur une même délibération qui existe à Toulouse et qui n'a posé aucun problème. Cette décision sera soumise au contrôle de légalité par le Préfet, comme d'habitude.

Pour : 51

Contre : 5 (UMP)

Adopté à la majorité

62 - Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques de Montpellier - Désignation du représentant

Hélène MANDROUX : La ville de Montpellier a été sollicitée pour désigner un représentant au sein du Conseil d'administration du Centre international d'études supérieures en sciences

agronomiques de Montpellier.

Ont été élus (avec 56 voix - unanimité) :

- Hélène MANDROUX
- Max LEVITA

63 - Commission d'évaluation des transferts de charges - Désignation d'un représentant de la Ville

Hélène MANDROUX : L'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique.

La Commission d'évaluation des transferts de charges, créée entre les Communes et la Communauté d'Agglomération, valorise les transferts de compétences réalisés et ainsi permet un juste calcul des attributions de compensation.

Les 90 membres de cette commission sont désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission. La répartition des sièges entre les communes s'effectue à la représentation proportionnelle de la population.

Suite au décès de Monsieur Georges FRECHE, il convient de désigner un nouveau représentant de la Ville dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de la Ville de Montpellier de désigner :

- **Audrey DELAGRANGE**

Pour : 56

A été élu à l'unanimité

MM Domergue et Dumont (avec leurs procurations) sortent de séance, M. Julien et Mme Deloncle sortent de séance.

64 - Lycée Général Internat d'Excellence de Montpellier - Désignation du représentant de la Ville

Hélène MANDROUX : L'Internat d'Excellence de Montpellier a pour mission d'offrir un projet pédagogique et éducatif global de formation, qui comprend l'accompagnement personnel de chaque élève, la construction progressive d'une orientation, l'apprentissage de deux langues vivantes étrangères, l'ouverture vers les entreprises et les partenariats avec le monde économique et social ainsi que la pratique sportive et culturelle. Il accueille en priorité des élèves volontaires

qui ne bénéficient pas d'un environnement social favorable afin de les conduire au plus haut degré de réussite.

Par courrier en date du 8 novembre 2010, le proviseur du Lycée Général Internat d'Excellence de Montpellier sollicite la Ville de Montpellier pour désigner un représentant au sein de son conseil d'administration, conformément à l'article 5 du décret n° 2010-795 du 12 juillet 2010.

Le mandat des membres élus du conseil d'administration est de 2 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner:

A été élu (avec 50 voix - unanimité) :

- Max LEVITA

65 - Université Montpellier 2 - Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire - Désignation du représentant de la Ville de Montpellier

Hélène MANDROUX : Par délibération en date du 30 juin 2008, Mme Eva BECCARIA avait été désignée Représentante de la Ville au Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'Université Montpellier II. Ayant souhaité mettre un terme à ce mandat, il est proposé de désigner un nouveau représentant.

En conséquence, il est proposé de désigner :

A été élu (avec 50 voix - unanimité) :

- Mme Hélène QVISTGAARD

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h15.